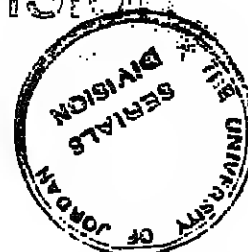


الجمهورية العربية السورية

Heures locales / Radio-Télévision

Le Monde



15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 18064 - 7 F

- DIMANCHE 4 - LUNDI 5 JUILLET 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Les sabres de Dieu

DERRIÈRE les darricks, le Moyen Âge. Derrière les technologies de pointe, les procès sans avocat et les exécutions en place publique, Amnesty International vient de dénoncer la « recrudescence effroyable » des décapitations en Arabie saoudite : 105 entre le 15 mai 1992 et le 15 mai 1993, dont 55 depuis le début de l'année. Au cours de la seule journée du vendredi 2 juillet, deux Nigériens, un Pakistanais, un Yéménite et un Saoudien ont subi le supplice du sabre tandis que quatre autres Saoudiens, condamnés pour vol, étaient emputés de la main droite.

Au nom de quels principes s'en émeut-on ? L'ambassadeur d'Arabie saoudite en Grande-Bretagne croit remettre les choses à leur « vraie » place lorsqu'il déclare qu'Amnesty International est une « organisation anti-islamique », faisant preuve d'un mépris évident pour les croyances de tous les musulmans. Amputations, décapitations ? Rien d'autre, selon ce diplomate, que la stricte application du Coran, qui est « la parole sacrée de Dieu ».

« Les droits de l'homme en Islam ont pour source le Créateur », ne cesse-t-on de répéter du côté de Riyad. Condamner des suspects à l'issue de procès qui ne respectent pas les normes internationales en matière d'équité, sans toujours autoriser la défense à y assister, les mener à la mort sur le seul base d'un « aveu » dont on sait qu'il a été obtenu sous la torture, comme le dénonce Amnesty International, est-ce vraiment agir selon les vœux du « Créateur » ?

Lors d'une démarche inédite, en juillet 1992, dans un cahier de doléances remis au roi Fahd, pas moins de cent sept dignitaires religieux avaient sérieusement critiqué la situation politique, économique et sociale de cette monarchie pétrolière. En mai, une poignée d'universitaires s'étaient angharés jusqu'à créer un « comité contre l'oppression », d'inspiration islamique, sous l'égide du roi. C'est dire que le régime wahhabite doit, aujourd'hui, se battre sur plusieurs fronts à la fois pour maintenir un insupportable statu quo.

De manière moins voyante et moins provocante que l'Iran et peut-être plus efficace, l'Arabie saoudite ne s'est pas privée de prêter main-forte, sous forme de pétrodollars, aux « fous d'Allah », du Proche-Orient au Maghreb, des territoires occupés par Israël à l'Algérie. Aujourd'hui, en délicatesse avec ses propres intégrités, l'incendiaire tente de jouer les pompiers.

Puiss d'or noir et contrets d'armes aidant, l'Arabie saoudite a trop longtemps bénéficié de l'indulgence de la communauté internationale, qui, à dessein, a fermé les yeux sur les graves atteintes au respect des droits de l'homme commises par un régime qui applique, avec arrogance, sa respectabilité sur sa puissance financière.

En déclenchant la guerre du Golfe, les États-Unis et leurs alliés avaient, aussi, pour objectif de protéger le royaume wahhabite, qui n'a rien fait, depuis lors, pour adhérer à certaines valeurs devenues universelles. Les prétendus jugements de Dieu ont trop souvent masqué, dans l'Histoire, des enjeux purement humains.

Un entretien avec Bill Clinton

- « Il est important de changer l'état d'esprit au sein du G7 »
- « Le seul point de désaccord avec l'Europe est la Bosnie »

Dans un entretien accordé à sept journaux étrangers, dont *le Monde*, Bill Clinton évoque le prochain sommet des sept pays les plus industrialisés du monde, les 7, 8 et 9 juillet à Tokyo. Le président des États-Unis explique qu'il s'est lancé dans une « rude » tâche, réclamée avec insistance depuis des années

« Monsieur le Président, c'est votre premier G7. Qu'attendez-vous du sommet de Tokyo ? »

« Pour les dirigeants des pays les plus industrialisés, ce sera l'occasion de réaffirmer leur engagement en faveur d'une politique de croissance globale. Je pense qu'il y aura une véritable discussion sur la manière dont nous devons coordonner nos politiques économiques, les coordonner de façon à produire de la croissance. »

« Pendant des années, les autres pays du G7 ont demandé aux États-Unis de réduire leur déficit budgétaire. Nous nous y sommes attelés, et de manière très rude, à la fois avec ce programme de réduction du déficit de 500 milliards de dollars d'ici

per les autres pays développés : la réduction du déficit budgétaire américain. Il considère que l'essentiel à Tokyo sera l'état d'esprit qui y régnera. Le président américain estime enfin que le « seul point de désaccord » entre Américains et Européens concerne « la manière de traiter la Bosnie ».

à 1997), qui a maintenant été voté par les deux Chambres du Congrès, et en nous attaquant aussi au problème de la politique de la santé, qui est la principale cause du gonflement du déficit. Ces politiques, il faut être sûrs que nous les coordonnons, avec celles des autres, de manière à susciter un niveau général de croissance supérieur à celui que nous avons aujourd'hui. »

« Au-delà de la coordination des politiques économiques, nous discuterons - et je l'espère - de l'élargissement du commerce mondial et des moyens de conclure avec succès un accord au GATT d'ici la fin de l'année. »

« Enfin, j'espère que nous aurons une discussion sérieuse sur les politiques que poursuit chacun de nos pays pour augmenter l'emploi. Même le Japon, avec son taux de chômage bas par rapport aux critères occidentaux, a aujourd'hui du mal à créer des emplois. »

Propos recueillis par ALAIN FRACHON Lire la suite page 5

Les États-Unis, « Gulliver » méditatif
II. - Le partage du fardeau

Page 5

Le PS définit son projet

Réunis à Lyon, les socialistes ont voulu se donner un nouveau corps de doctrine

Voulu par Michel Rocard au lendemain de la défaite électorale de la gauche, les « états généraux » du PS devaient s'achever dimanche 4 juillet à Lyon. Si les enjeux de pouvoir entre les différents courants du parti expliquent nombre de prises de position de ses dirigeants, la « base » veut, au-delà de la remise en cause du comportement des socialistes au pouvoir, définir un nouveau projet capable de séduire les électeurs.

Au-delà de la social-démocratie

par Thomas Ferenczi

Comme les autres partis socialistes d'Europe de l'Ouest, le PS a subi la crise de l'Etat-providence, qui l'a empêché, une fois au pouvoir, de tenir ses promesses. Ainsi que le rappelle Gilles Martinet dans *Vendredi-Idées* (n° 3, juil. 1993), la revue de réflexion du Parti socialiste, le « contrat » passé par la social-démocratie avec les forces dominantes supposait, « d'un côté, l'acceptation de la logique du marché et du profit, de l'autre, des augmentations de salaires, une forte protection sociale, l'abaissement

de l'âge de la retraite, l'extension du temps libre, l'amélioration des conditions de travail ». Dès lors que la croissance était fortement ralentie, il devenait difficile, voire impossible, de respecter le contrat.

Toutefois, les socialistes français ont souffert d'un handicap supplémentaire, qui est d'avoir cru plus longtemps que les autres à la révolution et d'avoir considéré avec quelque mépris les politiques de gestion social-démocrate conduites en dehors de leurs frontières.

Lire la suite et nos informations page 8

L'Afrique du Sud prend date

Les négociateurs ont confirmé que les premières élections multiraciales seront organisées le 27 avril 1994

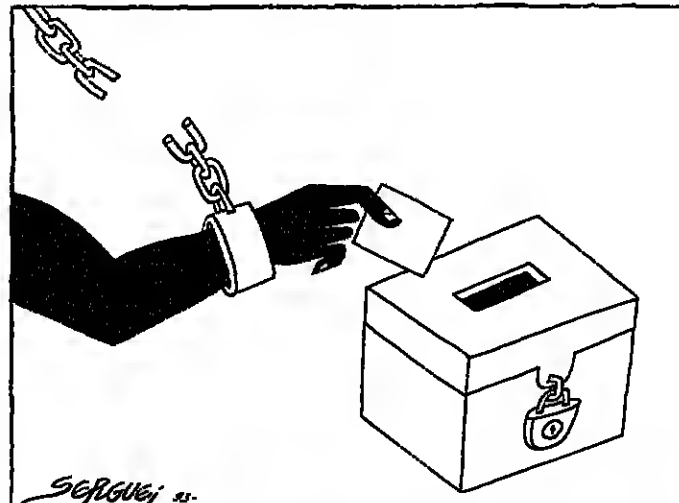
JOHANNESBURG

de notre correspondant

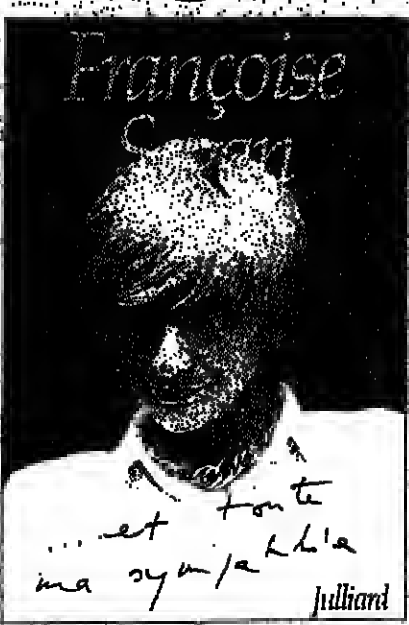
Il aura fallu plus de trois ans pour que prenne enfin corps ce qui était inscrit dans la logique de la libération de Nelson Mandela, en février 1990 : les premières élections ouvertes à tous, sans distinction de race ou d'opinion, auront lieu dans un peu moins de dix mois, le 27 avril 1994. Pour parvenir à ce résultat, il aura fallu de multiples crises, des milliers de morts, des centaines d'heures de négociations.

Mais le 2 juillet, la décision a été votée très simplement, sans suspense inutile, au terme d'un bref débat sanctionné par un « consensus suffisant ». Il était un peu plus de 13 h 30 quand, vendredi, dans la grande salle du World Trade Center de Kempton Park, le président de séance, Pravin Gordhan, après moins d'une heure de discussions, a mis aux voix la résolution présentée par Cyril Ramaphosa, secrétaire général du Congrès national africain (ANC).

GEORGES MARION Lire la suite page 6



Sagan



« Généreuse, libre et nécessaire, avec cette étonnante façon de gaieté dans le désenchantement qui n'appartient qu'à elle. »
Jean-Louis Ezio - LE NOUVEL OBSERVATEUR

Julliard

Les fleurs de la crise

Pendant l'été, trente jardins sont présentés sur les bords de la Loire

CHAUMONT-SUR-LOIRE

de notre envoyé spécial

Cette année, à Chaumont-sur-Loire (Loir-et-Cher), l'orange et le jaune - coiffes d'Inde, capucines, dahlias, pavots de Californie, tournesols, soucis, œils-de-Suzanne, hémérocailles - dominent largement dans les jardins montrés au public. Ces couleurs sont-elles celles de la crise ? C'est en tout cas le thème imposé pour ce deuxième Festival international des jardins. Un thème que les trente concurrents respectent avec plus ou moins de constance.

Comme l'an passé, ils disposent d'une surface égale, des parcelles d'environ 200 mètres carrés, délimitées par des haies d'arbustes taillés dont la trame a été imaginée par le paysagiste belge Jacques Wirtz. Le budget qui est affecté à chacun d'entre eux ne doit pas dépasser 100 000 francs.

L'année dernière, soixante mille personnes étaient venues à Chaumont, du 1^{er} septembre à la

fin octobre, pour visiter la première édition du festival. Une manifestation hautement mise sur pied par Jean-Paul Pigat avec l'aide de l'ancien ministre de la culture, Jack Lang, et de la région Centre. Ce fut un succès en dépit des intempéries qui transformèrent vite le circuit en parcours bourbeux. Pourtant les critiques n'avaient pas manqué. Les plus sévères émanaient de professionnels. On stigmatisait la « gadgetisation » de l'opération, son côté clip, éphémère, alors que le jardin est synonyme de durée et d'évolution dans la permanence.

Pour faire taire ces reproches qui ne manqueront pas d'être reformulés, Jean-Paul Pigat a conservé une dizaine de réalisations de l'an passé : on retrouvera donc le tunnel de bambous du Japonais Hiroshi Teshigahara, la gloriolite de l'Espagnol Fernando Caruncho.

EMMANUEL DE ROUX Lire la suite page 13

DATES

Il y a cent trente ans, la bataille de Gettysburg.
page 2

HEURES LOCALES

Paris suspend ses espaces verts

Faute de terrains disponibles la capitale utilise tous les espaces pour planter. Actuellement se prépare la transformation de la dalle de la gare Montparnasse en espace vert.

Course contre la montre à Madine

Le département de la Moselle se prépare depuis des mois à accueillir le Tour de France.

Chartres entre deux siècles

La préfecture d'Eure-et-Loire souhaite transformer son centre historique et « essorer » les voitures d'un parvis aménagé.

pages 19 à 26

CHRONIQUE DES MARCHÉS

■ Devises et or ■ Marché monétaire et obligataire ■ Matières premières ■ Marché international des capitaux.

page 17

Dominique Strauss-Kahn invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

Dominique Strauss-Kahn, ancien ministre de l'industrie et du commerce extérieur, ancien député socialiste du Val-d'Oise, est l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche à 18h30.

Le sommaire complet se trouve page 18

M0146 - 0704 0 - 7 00 F



A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH; Tunisie, 850 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 ATS; Belgique, 46 FR; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles/Reunion, 9 F; Côte d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 14 KR; Espagne, 180 PTA; Grèce, 250 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2 400 L; Luxembourg, 48 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal Cont., 180 PTE; Sénégal, 490 F CFA; Suède, 15 KR; Suisse, 1,50 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-66-26-26
Télécopieur : (1) 40-66-25-99
Téléc : 208.808 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-66-25-26
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lescaze, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lescaze
Directeur général : Michel Croe
Membres du comité de direction :
Jacques Guin, Philippe Dupuis,
Isabelle Tardit

15-17, rue de Colonne-Pierre-Avin
75007 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-62-72-73
Téléc : MONDIPUB 624 128 F
Téléc : 46-62-72-73 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Média et Régions Europe SA

Imprimerie
« Le Monde »
12, rue de Valenciennes
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE
Réimpression autorisée sans limitation
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-92
(de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS monnaie C.F.E.
3 mois	536 F	672 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 232 F	1 564 F
1 an	1 894 F	2 068 F	2 900 F

ÉTANCHÉ :
pour vos adresses, nous vous demandons
d'accompagner vos lettres de
5 adresses complètes :
1. Adresse postale
2. Adresse postale
3. Adresse postale
4. Adresse postale
5. Adresse postale

« LE MONDE » (ISSN 0395-2037) is published daily for
\$ 92 per copy by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-
Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Second class postage
paid at New York, N.Y., and at additional mailing
offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE
c/o World Mail, Inc., 100 West 37th Street, New York, N.Y. 10018-
0001. For advertising rates, contact: LE MONDE, 1, place
Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Tel. 49-60-32-92.
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc., 310 Pacific
Avenue, Suite 404, Virginia Beach, VA 23461 - 7931 USA

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an
☐ ☐ ☐

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les
noms propres en capitales d'imprimerie.
PP. Paris 199 301 MON 01

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescaze : gérant
Bruno Frippey : directeur
de la rédaction
Jacques Guin : directeur
de la gestion
Maurice Lucbert : secrétaire
général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Sola
(intégrité et clarté de la rédaction)

Vice-Président
Thierry Farnet
Philippe Harnman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
Jacques Fauriol (1989-1992)
André Laurens (1992-1993)
André Fontaine (1993-1994)

DATES

Il y a cent trente ans

La bataille de Gettysburg

par Bertrand Le Gendre

De tous les événements de l'histoire des États-Unis, la bataille de Gettysburg est l'un des plus mémorables. Nous sommes au début de l'été 1863. Onze États du Sud ont rompu, deux ans et demi plus tôt, avec ceux du Nord. La guerre de Sécession fait rage. Elle n'est pas seulement cruelle. Elle menace le rêve des « pères fondateurs » qui, sur les bases des anciennes colonies britanniques, ont bâti une puissance nouvelle qui passe pour un modèle de démocratie. La bataille de Gettysburg (1^{er}-3 juillet 1863) est le moment décisif où se dessine la victoire du Nord, des partisans de l'Union. La guerre civile n'est pas terminée pour cela. Mais la coalition du pays est sauve. Les États-Unis vont sortir du conflit affaiblis par l'épreuve, mais renforcés dans l'idée qu'ils se font de l'excellence de leur système politique. La bataille de Gettysburg aurait tourné en faveur des confédérés que la face du monde en eût probablement été changée.

La victoire, jusque-là, s'était montrée capricieuse. Revers et revanches, retraites et succès : aucun des deux camps ne paraît en mesure de l'emporter malgré les redoutables machines à vapeur. Dans l'attente, le vent, Margaret Mitchell dépeint avec exactitude l'insouciance et l'arrogance avec lesquelles ceux du Sud sont partis au combat. Moins nombreux que ceux du Nord, ils sont meilleurs cavaliers, plus déterminés. Ce sont de redoutables guerriers. Leurs adversaires s'appuient sur une logistique qui, comparée à la leur, paraît impuissante. Les États du Nord sont davantage peuplés. Ces dernières années, l'industrialisation y a gagné du terrain tandis que les territoires confédérés restaient irréductiblement agricoles et cotonniers.

Malgré ce déséquilibre apparent, la partie n'est pas jouée. Aujourd'hui encore, nombre d'historiens sont convaincus qu'il s'en est fallu de peu, à plusieurs reprises, pour que le Sud l'emporte. En ce petit matin du 1^{er} juillet 1863, l'histoire le sait toujours. A Gettysburg, sur la rive orientale du Mississippi, se sont produits, les semaines précédentes, des événements dont le président de la Confédération, Jefferson Davis, a compris le danger mortel. Tenue par les siens, la ville commandait la navigation vers le Sud. Sans le ravitaillement qui leur vient du Middle West par le fleuve, les confédérés seraient définitivement affaiblis. Le président Lincoln, qui commande au Nord, lui aussi sait cela, de même que le général Grant qui, à la faveur d'une manœuvre audacieuse, est parvenu, à la tête de ses troupes, au pied de la ville, qu'il encercle.

Un conflit politique et sociologique

Le Nord n'a d'eux que pour le siège de Vicksburg où se joue, pense-t-on, une nouvelle fois à Washington, une partie décisive. C'est le moment que choisissent les confédérés pour tenter un raid, définitif, escomptent-ils pour leur part, sur la capitale fédérale. Le plus capable d'entre eux, le général Lee, est convaincu que le temps ne joue plus en faveur du Sud. Il conçoit cette manœuvre hardie qui consiste, une fois le Potomac franchi, à atteindre, via la Pennsylvanie, le cœur de l'Union.

Face à cette menace, Lincoln ne perd pas de temps. Le 28 juin, il a nommé à la tête de l'armée du Potomac, qui va s'illustrer à Gettysburg, un nouveau commandant en chef, le général Meade. Partis du Sud à la poursuite de Lee, les premiers détachements du Nord se heurtent aux confédérés le 1^{er} juillet, non loin de la bourgade de Gettysburg (Pennsylvanie), qui va être le théâtre de la plus grande bataille de la guerre civile, la plus acharnée aussi.

La guerre a commencé trente mois plus tôt avec la sécession, le 20 décembre 1860, de la Caroline du Sud, le premier État à proclamer sa rupture avec l'Union. Mais le conflit couvait depuis des années. Il est politique et sociologique. Le fossé n'a cessé de se creuser entre le Nord et le Sud de la jeune République américaine depuis la déclaration d'indépendance de 1776. Deux conceptions de l'avenir s'opposent, presque deux nations. Les États-Unis sont à un moment crucial de leur his-

toire, le plus symptomatique sans doute.

Tocqueville, qui a voyagé de Detroit à La Nouvelle-Orléans trente ans auparavant, a, le premier, saisi l'irréductible singularité de « *meurs* » qui caractérisent ces deux Amériques. « *L'Américain du Sud, écrit-il, est plus spontané, plus spirituel, plus ouvert, plus généreux, plus intellectuel et plus brillant. L'Américain du Nord est plus actif, plus raisonnable et plus habile. L'un a les goûts, les préjugés, les faiblesses et la gran-*

nois à du caractère. Sa victoire, longtemps incertaine, serait interprétée au Sud comme un *casus belli*, nul n'en doute. Il faudra un mois à peine, son élection acquise avec seulement 38 % des voix, pour que la rupture soit consommée.

Lincoln n'est pas le « *républicain noir* », c'est à dire anti-esclavagiste, que dépeignent ses adversaires politiques. Il est plutôt homme de compromis : « *Qu'on laisse l'esclavage poursuivre son bonhomme de chemin là où il*

est, tant que redoutable stratège, Lee est convaincu qu'il lui faut s'emparer des crêtes, au sud de la ville, faute de quoi l'armée de Meade, qui se renforce d'heure en heure, l'emportera.

Le troisième jour, 3 juillet, se lit sans que rien d'irréversible se soit produit. C'est alors que contre l'avis de ses généraux, de Longstreet en particulier, lequel va être chargé de la manœuvre, Lee décide une offensive frontale, censée casser l'armée adverse en deux. L'assaut de Cemetery Hill

tous les autres conflits auxquels les États-Unis ont été mêlés depuis, Vietnam compris.

Le soir du 3 juillet 1863, les vainqueurs, eux aussi, sont étonnés. Lee bat en retraite sans que l'armée du Potomac ait la force de se lancer à sa poursuite. Le Sud emportera encore quelques victoires, mais la cause est entendue depuis la chute de Vicksburg, le 4 juillet. Le 9 avril 1865, dans le village d'Appomattox (Virginie), Lee se rend à Grant. La guerre de Sécession est terminée.

La « nation » et l'« Union »

Le 19 novembre 1863, Abraham Lincoln fait le voyage de Gettysburg pour y honorer les morts, tous les morts, des combats fratricides de juillet. Il y prononce un discours, critiqué sur le moment en raison de sa brièveté (deux minutes, 272 mots), et considéré, depuis, comme l'allocution la plus fameuse de l'histoire politique des États-Unis. Les historiens, qui ont décortiqué ce discours, espèrent, notent que le 4 mars 1861, lors de son entrée en fonctions comme président, Lincoln a utilisé vingt fois le mot « Union » et pas une seule fois celui de « nation ». La « Gettysburg Address » marque une rupture avec la vision qu'il s'était forgée jusqu'à des États-Unis. Le mot « nation » revient à cinq reprises et pas une fois celui d'« Union ». « *Poêle quatre-vingt-sept ans, commence-t-il, devant six mille personnes accourues à Gettysburg, nos deux frères naitre sur ce continent une nation nouvelle, conçue sous les auspices de la Liberté...*

La signification politique de la victoire du Nord sur le Sud tient à cette affirmation que, travaillés jusque-là par des forces centrifuges, les États-Unis ne sont qu'un « *désordre* ». L'Union, impossible, la guerre de Sécession a fait, une nation, l'Évangile selon Abraham Lincoln, cette seconde fondation des États-Unis, le proclame avec force.

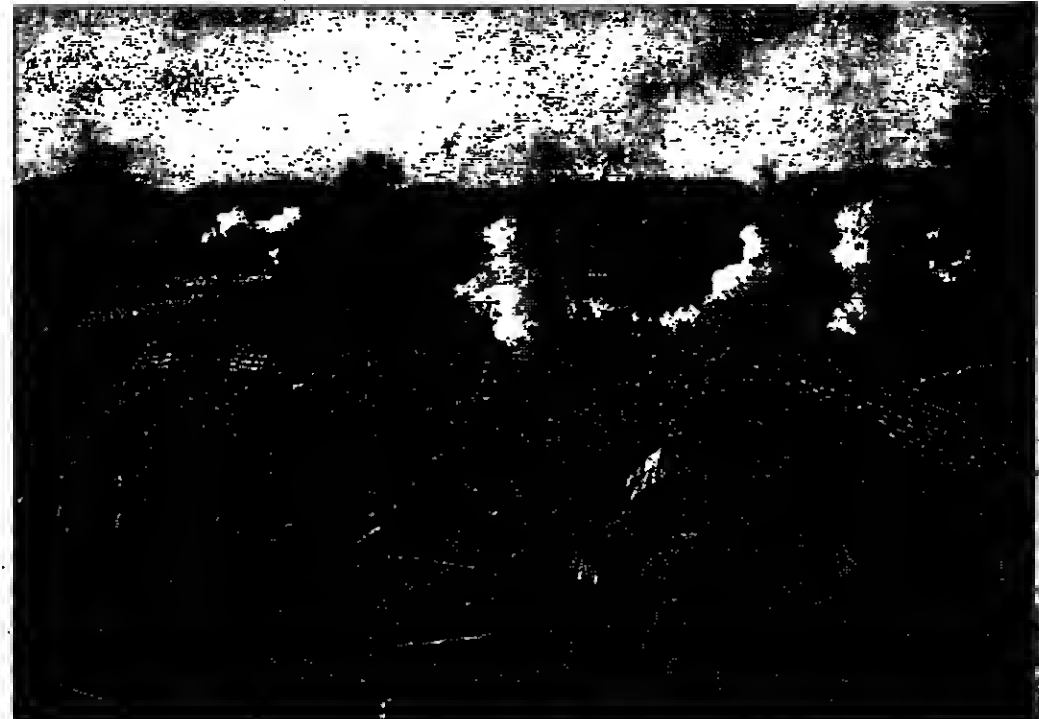
A un an de sa réélection, suivie, presque aussitôt, de son assassinat par un sympathisant sudiste, Lincoln ne dit pas un mot, à Gettysburg, de l'esclavage. Comme s'il pressentait que ce chapitre-là serait plus difficile à clore.

L'histoire ne le contredit pas. Au mois d'août 1863, à Washington, au pied du mémorial consacré à Lincoln, Martin Luther King prononce sa célèbre adresse « *I have a dream* ». Il y demande des comptes à l'Amérique d'après la Sécession, qui, dans les faits, n'a pas su affranchir les Noirs : « *Il y a un siècle de cela, un grand Américain qui nous ouvre aujourd'hui de son ombre symbolique, signifiant notre acte d'émancipation. Mais cent ans ont passé et le Noir n'est pas encore libre. Cent ans ont passé et le Noir est toujours tristement entravé par les liens de la ségrégation, les chaînes de la discrimination...*

L'Amérique d'aujourd'hui a toujours à voir avec ce péché originel, qui date de sa fondation et dont ni les morts de Gettysburg ni ceux des batailles qui ont précédé et suivi ne l'ont lavée. La déclaration de 1776 a eu beau proclamer que « *tous les hommes naissent égaux* », les « pères fondateurs » ont préféré inclure, en connaissance de cause, l'esclavage parmi les « *libertés* » héritées des Britanniques. Inégalitaire, aujourd'hui encore, pour les gens de couleur, l'Amérique ne s'en est jamais tout à fait remise.

Parmi les ouvrages consacrés à la bataille de Gettysburg et à sa signification, on peut se référer à :

- « *La Guerre de Sécession* », de James M. McPherson, préface de Philippe Raynaud. Collection « Bouquins », Robert Laffont, 1991.
- « *Gettysburg, 1863* », de Marc Roland. Collection « Les grandes batailles de l'histoire », Socome Éditions (35, rue Saint, 75018 Paris), éd. : 42-59-62-20, 1991.
- « *La Guerre de Sécession. Les États défaits* », d'André Kaspi. Collection « Découvertes », Gallimard, 1992.
- « *Lincoln at Gettysburg. The Words that Remade America* », de Gary Wills. Simon & Schuster, 1992.
- « *De la démocratie en Amérique* », d'Alexis de Tocqueville. Gallimard, 1992.



L'affrontement décisif où se dessine la victoire du Nord...

deur de toutes les aristocraties. Les autres, les qualités et les défauts qui caractérisent la classe moyenne.

Ces deux Amériques-là s'opposent aussi sur la question de l'esclavage. La stricte égalité que, de compromis en compromis, Washington est parvenu à maintenir entre les nouveaux États où l'esclavage est autorisé et ceux où il ne l'est pas vole bientôt en éclats. La partition, en 1852, de la Côte de l'Oncle Tom (Harriet Beecher-Stowe) a largement popularisé, au Nord, la cause des Noirs. Les anti-esclavagistes s'organisent. Partisan de l'émancipation et puritain convaincu, John Brown rêve, à la tête d'une petite troupe, d'établir, dans les montagnes de Virginie, un refuge pour les esclaves fugitifs. Après quelques succès, il est arrêté, jugé et pendu. L'émotion, au Nord, est à son comble.

Nous sommes en 1859, l'année qui précède l'élection d'Abraham Lincoln à la présidence. Contrairement à ses prédécesseurs, plutôt faibles, ce digne politicien de l'illi-

existe! Qu'on l'empêche de s'installer là où il n'existe pas encore! L'énergie qu'il déploie pour ramener le Sud dans le giron des États-Unis, il la puise avant tout dans l'idée qu'il se fait de l'unité de son pays. En 1862, alors que la guerre est à son paroxysme, il déclare : « *Si je pouvais sauver l'Union sans libérer aucun esclave, je le ferais; si je pouvais le faire en libérant tous les esclaves, je le ferais.* » C'est pourtant le même homme qui, en cette année 1862, annonce l'émancipation des Noirs pour le 1^{er} janvier suivant. La guerre a radicalisé les deux camps. Lincoln est maintenant persuadé qu'il n'est plus temps de tergiverser.

Les troupes de l'Union (les bleus), qui, en ce début du mois de juillet 1863, cherchent à rattraper à marche forcée l'armée de Lee cheminant en Pennsylvanie, chantent John's Brown Body, l'hymne-rallément dédié au héros anti-esclavagiste pendant quelques années auparavant. Longtemps indécise, la bataille de Gettysburg va durer trois jours. Habile tacti-

(la Colline du cimetière, la bien nommée) est le moment où tout se joue : le sort de la bataille et les historiens le diront plus tard, celui de la guerre; donc le devenir des États-Unis.

La chaleur est suffoquante, les bleus et les gris (les confédérés) sont aussi épuisés que déterminés. Le siège du secteur de Cemetery Hill commence au début de l'après-midi sous un déluge de feu. Onze mille soldats confédérés participent à l'attaque. Vers 13 heures, les canons du Nord se taisent, pour se donner du répit. Croyant l'ennemi à genoux, les confédérés lancent l'assaut exigé par Lee. Le carnage commence.

Aujourd'hui encore, le bilan des affrontements de Gettysburg paraît sidérant : 51 000 morts dont 28 000 sudistes. Cent cinquante mille hommes étaient engagés dans la bataille. Un tiers des effectifs ont ainsi payé de leur vie ce moment inouï de la guerre de Sécession. Un bilan à rapprocher des 620 000 victimes, au total, de cette guerre effroyable, un effroi supérieur à celui de

"GRAND JURY"
RTL - Le Monde

DOMINIQUE SIMON

ANNE PAR
HENRI MARQUE

AVEC ANDRÉ BRESSON
ET ANTOINETTE MONTAUDO

EN DIRECT
DE LA BATAILLE DE GETTYSBURG

RTL

L'encerclement de
par les forces

Le 1^{er} juillet 1863, la bataille de Gettysburg est le moment décisif où se dessine la victoire du Nord, des partisans de l'Union. La guerre civile n'est pas terminée pour cela. Mais la coalition du pays est sauve. Les États-Unis vont sortir du conflit affaiblis par l'épreuve, mais renforcés dans l'idée qu'ils se font de l'excellence de leur système politique. La bataille de Gettysburg aurait tourné en faveur des confédérés que la face du monde en eût probablement été changée.

La signification politique de la victoire du Nord sur le Sud tient à cette affirmation que, travaillés jusque-là par des forces centrifuges, les États-Unis ne sont qu'un « *désordre* ». L'Union, impossible, la guerre de Sécession a fait, une nation, l'Évangile selon Abraham Lincoln, cette seconde fondation des États-Unis, le proclame avec force.

A un an de sa réélection, suivie, presque aussitôt, de son assassinat par un sympathisant sudiste, Lincoln ne dit pas un mot, à Gettysburg, de l'esclavage. Comme s'il pressentait que ce chapitre-là serait plus difficile à clore.

L'histoire ne le contredit pas. Au mois d'août 1863, à Washington, au pied du mémorial consacré à Lincoln, Martin Luther King prononce sa célèbre adresse « *I have a dream* ». Il y demande des comptes à l'Amérique d'après la Sécession, qui, dans les faits, n'a pas su affranchir les Noirs : « *Il y a un siècle de cela, un grand Américain qui nous ouvre aujourd'hui de son ombre symbolique, signifiant notre acte d'émancipation. Mais cent ans ont passé et le Noir n'est pas encore libre. Cent ans ont passé et le Noir est toujours tristement entravé par les liens de la ségrégation, les chaînes de la discrimination...*

L'Amérique d'aujourd'hui a toujours à voir avec ce péché originel, qui date de sa fondation et dont ni les morts de Gettysburg ni ceux des batailles qui ont précédé et suivi ne l'ont lavée. La déclaration de 1776 a eu beau proclamer que « *tous les hommes naissent égaux* », les « pères fondateurs » ont préféré inclure, en connaissance de cause, l'esclavage parmi les « *libertés* » héritées des Britanniques. Inégalitaire, aujourd'hui encore, pour les gens de couleur, l'Amérique ne s'en est jamais tout à fait remise.

Parmi les ouvrages consacrés à la bataille de Gettysburg et à sa signification, on peut se référer à :

- « *La Guerre de Sécession* », de James M. McPherson, préface de Philippe Raynaud. Collection « Bouquins », Robert Laffont, 1991.
- « *Gettysburg, 1863* », de Marc Roland. Collection « Les grandes batailles de l'histoire », Socome Éditions (35, rue Saint, 75018 Paris), éd. : 42-59-62-20, 1991.
- « *La Guerre de Sécession. Les États défaits* », d'André Kaspi. Collection « Découvertes », Gallimard, 1992.
- « *Lincoln at Gettysburg. The Words that Remade America* », de Gary Wills. Simon & Schuster, 1992.
- « *De la démocratie en Amérique* », d'Alexis de Tocqueville. Gallimard, 1992.

GÉORGIE : après les derniers combats qui ont fait quarante morts et plus de deux cents blessés

L'encerclement de Soukhoumi par les forces abkhazes est presque total

La tension est brusquement montée, vendredi 2 juillet, dans le conflit qui oppose depuis un an les séparatistes abkhazes au gouvernement géorgien. L'offensive des forces abkhazes vise à isoler Soukhoumi, la capitale de la région. Tbilissi accuse la Russie de soutenir militairement les insurgés et de vouloir intégrer l'Abkhazie dans la Fédération de Russie.



MOSCOU

de notre envoyé spécial
Quarante morts et plus de deux cents blessés à Soukhoumi, douze morts et soixante-cinq blessés à Tamyeb : l'offensive déclenchée dans la nuit du jeudi 1^{er} au vendredi 2 juillet par les indépendantistes abkhazes contre les positions géorgiennes semble être une des plus importantes et des plus meurtrières engagées depuis le début de ce conflit, il y a environ un an.

L'encerclement de Soukhoumi, la capitale de la région, sur la mer Noire, par les Abkhazes semble maintenant presque total puisque les indépendantistes, qui occupent déjà toute la partie occidentale du territoire, se sont rendus maîtres, vendredi, des villages de Tamyeb et de Kindga, à 40 kilomètres à l'est, près de la ville d'Otchamtchira. « Soukhoumi est presque totalement isolée nous ne pouvons plus y envoyer des forces », a ainsi reconnu Vladimir Tchikouani, le conseiller militaire du président géorgien Edouard Chevardnadze.

L'ampleur des moyens mis en œuvre par les Abkhazes – les Géorgiens font état d'artillerie lourde mais aussi d'avions, de chars et de vedettes – oblige, une nouvelle fois, à se poser la question du rôle joué par les troupes russes dans ce conflit. Selon les services géorgiens de renseignement, deux mille soldats de la 14^{ème} armée russe déployée en Moldavie ont traversé, dans la nuit de jeudi à vendredi, la frontière avec l'Abkhazie depuis le sud de la Russie et des avions seraient prêts à décoller.

« Les séparatistes ne pourraient pas se permettre ce qu'ils font sans l'aide de la Russie », a déclaré l'ambassadeur de Géorgie à Moscou, Valerian Advazde. Les Géorgiens accusent aussi les Russes d'avoir mis à la disposition des indépendantistes les vedettes qui leur ont permis de débarquer près d'Otchamtchira. Le ministre russe de la défense a catégoriquement rejeté l'ensemble de ces accusations.

Proposition de cessez-le-feu

Edouard Chevardnadze, qui a obtenu vendredi les pouvoirs spéciaux du Parlement géorgien, s'est rendu dans l'après-midi à Soukhoumi pour tenter de rencontrer le président du Parlement abkhaze, Vladislav Ardzinba, et lui proposer un accord de cessez-le-feu. Selon l'ambassadeur géorgien à Moscou, Tbilissi serait prêt à retirer ses troupes d'Abkhazie à condition que les Abkhazes déposent leurs armes. « Nous sommes prêts à accorder une autonomie complète aux Abkhazes, politique, économique, culturelle, mais il n'est pas question d'envisager la création d'un État indépendant », a précisé le diplomate. Le semaine dernière, Vladimir Ardzinba avait

déclaré qu'il souhaitait que l'Abkhazie soit intégrée dans la Fédération de Russie, ou « à défaut » que la Russie assure « par tous les moyens dont elle dispose » le droit de l'Abkhazie de créer un État autonome.

Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, dans un rapport adressé vendredi au Conseil de sécurité, a recommandé le déploiement de cinquante observateurs militaires des Nations unies dans les districts abkhazes de Soukhoumi et d'Otchamtchira dans le but de « décourager, moyennant un déploiement préventif, une nouvelle escalade du conflit » et de tenter de rétablir l'accord de cessez-le-feu, signé le 14 mai dernier par Edouard Chevardnadze, pour la Géorgie, et Boris Eltsine, au nom des Russes et des Abkhazes.

JOSÉ-ALAIN FRALON

TURQUIE : à la suite d'une manifestation contre la présence d'un écrivain

Le siège d'un hôtel par des islamistes a provoqué la mort de plus de trente personnes

Trente-cinq personnes ont trouvé la mort et une soixantaine d'autres ont été blessées à la suite d'un incendie provoqué vendredi 2 juillet par des manifestants islamistes dans un hôtel de la ville anatolienne de Sivas, en Turquie.

ISTANBUL

de notre correspondant
Près de dix mille manifestants musulmans s'étaient réunis vendredi, après la prière de midi, pour protester contre la présence dans la ville de l'écrivain de gauche Aziz Nesin, âgé de soixante-dix-huit ans, et qui participait, en compagnie d'autres auteurs et intellectuels, à un festival artistique et culturel organisé pour célébrer le poète de la secte musulmane alevite Pir Sultan Abdal, pendu au XVI^e siècle pour son opposition aux autorités ottomanes.

Aziz Nesin, connu pour son goût pour la polémique, avait récemment fait la une des journaux lorsqu'il avait annoncé à grand fracas son intention de traduire les *Verres sataniques* de Salman Rushdie, une œuvre officiellement interdite en Turquie. Depuis lors, il avait été menacé à plusieurs reprises et les bureaux du quotidien de gauche *Aydinlik*, qui avait publié des extraits de sa traduction, avaient été récemment attaqués et endommagés par des extrémistes musulmans. Salmen Rushdie a lui-même déploré la violence provoquée par son ouvrage et a accusé Aziz Nesin d'avoir utilisé son livre pour ses propres buts politiques. « L'idée que des êtres humains sont morts à cause de cette forme de cynisme me fait horreur », a-t-il déclaré à Londres vendredi.

Les barricades érigées vendredi après-midi par la police n'ont pas suffi pour contenir la foule en colère, après la publication dans la presse locale d'un discours dans lequel M. Nesin avait rejeté le Coran. Des affrontements violents ont éclaté entre les forces de l'ordre et les manifestants, déterminés à punir « le diable Nesin ».

En début de soirée un groupe, qui était parvenu à pénétrer dans le hall de l'hôtel mais avait été repoussé des étages supérieurs, a mis le feu au bâtiment. La plupart des victimes ont péri asphyxiées par la fumée, mais plusieurs blessures semblent avoir été causées par les pierres lancées par les extrémistes et les balles tirées par les forces de sécurité pour disperser la foule. Aziz Nesin, légèrement blessé lors de l'attaque, a été évacué sans escorte policière.

Mesures d'urgence

Jusqu'à présent, les manifestations violentes d'extrémistes religieux sont restées rares en Turquie. Le dernier incident grave remonte à 1978, lorsque plus de cent personnes avaient trouvé la mort dans la ville de Kahramanmaraş au cours de combats entre alaouites et sunnites. Mais cette attaque meurtrière intervient deux jours seulement après l'incendie d'un autre hôtel, dans la ville de Van, au cours duquel onze personnes ont trouvé la mort, dont plusieurs prostituées russes qui avaient reçu des menaces de la part d'extrémistes musulmans (le Monde du 2 juillet).

Un couvre-feu de deux jours a été imposé à Sivas par le premier ministre, Tansu Ciller, qui a convoqué une réunion urgente de son cabinet vendredi soir pour discuter des mesures à prendre pour faire face à la vague de violence qui secoue actuellement le pays.

Dans le sud-est anatolien en effet, les affrontements entre combattants séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et forces gouvernementales se font de plus en plus meurtriers. Jeudi, onze soldats sont tombés victimes des combattants kurdes. Vendredi, les forces armées ont pris le dessus lors de combats qui ont coûté la vie à vingt-trois militants du PKK.

Selon le nouveau rapport publié par la Fondation turque des droits de l'homme, 3 929 personnes auraient été tuées « au cours d'incidents sanglants » sous le gouvernement de Süleyman Demirel, entre le 21 novembre 1991 et le 24 juin 1993. Durant cette même période, vingt-six personnes seraient mortes sous le régime, neuf parties disparues et 538 auraient été abattues par de mystérieux assassins.

NICOLE POPE

La Turquie rappelle trois membres de son ambassade à Berne. – La Turquie a annoncé vendredi 2 juillet le rappel de trois membres de son ambassade à Berne, devant laquelle un manifestant kurde, Semsettin Kurt, vingt-neuf ans, avait été abattu la semaine dernière. Ankara a précisé que les deux agents de sécurité et le chauffeur de l'ambassadeur seront rappelés « pour éviter tout risque concernant leur sécurité ». La Suisse avait donné mercredi quarante-huit heures à la Turquie pour lever l'immunité diplomatique afin qu'elle puisse les interroger (le Monde du 1^{er} juillet). La Turquie estime que son personnel a tiré en état de légitime défense. – (Reuters, AFP.)

LOIN DES CAPITALES

Eupen, cité belge et germanophone

EUPEN

de notre envoyé spécial
Les guerres ont parfois du bon. Celle de 14-18 a permis à la Belgique de se faire attribuer par le traité de Versailles ce qu'on appelle ici la « cantonne de l'Est », 830 km² arrachés aux Prussiens et constituant neuf communes dont les principales sont celles d'Eupen et de Saint-Vith. Du coup, la Belgique, connue pour ses deux populations, néerlandophone et francophone, se regardait parfois en chiens de fennec, peut se présenter comme « le laboratoire de l'Europe d'aujourd'hui », en invoquant l'existence d'une troisième composante, celle qui constitue les 69 000 germanophones habitant cette région.



Sans négliger les frais de fonctionnement d'une telle « *exclaves* » institutionnelle, Bruxelles a certainement accordé aux germanophones un statut d'égalité avec les deux « ethnies » majoritaires quand, en 1970, une réforme constitutionnelle créa trois entités politico-administratives distinctes, les Communautés flamande, « française » (adjectif bizarrement prêté à « francophone », ce qui est une source permanente de confusion pour les étrangers) et germanophone. En 1980, les compétences de ces Communautés furent renforcées, et Eupen est devenue une « capitale » avec un « Parlement » (le Conseil germanophone) et un « gouvernement » (l'exécutif germanophone) émanant du suffrage universel.

Rien ne permet au touriste de deviner de quel échafaudage juridique Eupen est le fondement quand il débarque dans cette petite cité au charme rhénan, connue pour son carnaval particulièrement enlaid. Passé le Mardi gras, tout rentre dans l'ordre. A l'inverse de la Vallée de la Meuse, elle est englobée, la zone germanophone ne vote pas socialiste et demeure très catholique. Place du Marché, une grande statue de la Vierge domine l'espace sur lequel les bistrots sortent leurs tables quand le dimanche est férié.

Un crucifix berré d'un buis arme la salle à manger de l'hôtel Rathaus. Une agence de voyages propose des forfaits pour Lourdes à côté de ceux pour Bangkok. La nouvelle génération est moins pieuse, et un certain matérialisme s'est installé dans les esprits au contact de l'ancien « occupant » allemand, qui passe volontiers une frontière aujourd'hui quasi immatérielle pour venir déposer son argent dans les nombreuses agences bancaires de la ville.

L'anglais commence à apparaître sur les enseignes allemandes et françaises des rues principales. Au marché au plein air, charcutiers et vendeurs de légumes usent de leurs talents de polyglottes pour attirer le chaland dans la langue. Eupen est sans doute la seule ville au monde où il faut être bilingue pour vendre une salade.

Séisme pour les universités wallonnes – on

n'a pas encore songé à créer des facultés locales, – le français est obligatoire dès la troisième année de scolarité. Mais la langue et la culture allemandes sont la base de l'enseignement primaire et secondaire, ce qui rend parcellaire sans objet le combat du Parti des Belges germanophones (PDB, *Partei der Deutschsprachigen Belgier*), né d'une dissidence au sein de la ramification locale des sociaux-chrétiens et aujourd'hui en relative perte de vitesse, dans la mesure où ses revendications ont été prises en compte par un gouvernement national aux petits soins pour « la troisième Belgique ».

La minorité la mieux protégée d'Europe

America Square, un petit monument est érigé « en l'honneur de l'unité entre les soldats de la 1^{re} division d'infanterie des Etats-Unis et la 1^{re} division d'infanterie des Etats-Unis » lors de la libération de la ville. L'entrée des troupes du Troisième Reich, le 10 mai 1940, fut saluée par de nombreux drapeaux aux fenêtres d'Eupen et de Saint-Vith. Mais l'impôt du sang exigé par les nazis tempéra rapidement le joie des « retrouvailles ». Quelques deux mille sept cents fils des centans tombèrent sous l'uniforme de la Wehrmacht, surtout sur le front de l'Est, contre douze tués dans les rangs belges au début des hostilités. « On eût dit, constate Firmin Panguet, historien de la région, que l'annexion hitlérienne eût fait plus en faveur de la Belgique que tous les efforts antérieurs des autocrates belges ».

Aujourd'hui, il n'y a plus rien qui ressemble à un courant en faveur du « retour à la mère patrie ». Inquiets des menaces que font peser sur l'avenir les courants séparatistes flamands et wallons, les Eupéniens sont même parmi les plus chauds partisans de la « loyauté fédérale ». Au 8 Marktplatz, il y a la belle façade en pierre du quotidien local, le *Grenz-Echo* (l'Echo de la frontière). Tous les journaux francophones et

néerlandophones du jour sont étalés sur le bureau du rédacteur en chef, Heinz Wemy. « Depuis que la régionalisation existe, je constate que les mêmes événements sont présentés de façon différente par la presse flamande et la presse francophone. Mais cela ne m'inquiète pas trop, dans la mesure où ces commémorations ne correspondent pas à l'opinion de la majorité silencieuse. Pour moi, le fédéralisme belge coûte un peu d'argent mais il peut marcher ».

Heinz Wemy, qui se présente comme « un germanophone belge », habite Saint-Vith. Pour se rendre au journal, il passe tous les matins une quarantaine de minutes au volant de sa voiture, sur une jolie route des Hautes-Fagnes, bordée de rivières à truites et d'auberges de charme chères au Michelin. Cela lui permet de prendre du recul par rapport aux problèmes belgo-belges. Le sort actuellement réservé à sa communauté linguistique lui paraît satisfaisant.

Tout ou plus étonnant, c'est les germanophones – qui ont un député européen et un sénateur en propre – bénéficient d'une représentation autonome à la Chambre, au lieu de devoir compter sur le bon vouloir des Wallons pour leur faire une place équilibrée dans la constitution des listes élues à la proportionnelle. Heinz est comme beaucoup de ses lecteurs, persuadé qu'Eupen et Saint-Vith ont quelque chose à dire dans les enceintes nationales. Ils gardent leurs distances à l'égard des Wallons et ils ont résisté aux invites des flaminguins qui auraient voulu les entraîner dans leur combat ou nom d'un lointain couloir germanique.

Même son de cloche dans la demeure patricienne qui sert de siège à l'exécutif, précédé par Joseph Maréchal, social-chrétien, ancien professeur d'allemand à Spa (en Wallonie). La dernière en date des réformes constitutionnelles va lui donner des moyens financiers accrus. Il a signé ou va signer rien de moins que des « accords culturels et de coopération » avec la Luxembourg, les Pays-Bas, l'Allemagne et la France.

Autant de pays dont il fréquente les exaltations quand – en vertu de la répartition des rôles dans le royaume fédéral – il représente la Belgique aux conseils des ministres des Douze consacrés au tourisme. Bien entendu, le « ministre-président » ne jure que par « l'union Meuse-Rhin » composée, sur le papier, des provinces belges de Liège et du Limbourg, du Limbourg néerlandais et de la région d'Aix-la-Chapelle, « une préfiguration de la future Union européenne ». Bénéficiant de la confiance de ses administrés, Joseph Maréchal est « au pouvoir » depuis dix ans. S'il y a des Belges heureux, ce sont assurément ces membres de la « minorité la mieux protégée d'Europe ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

sburg

Le 19 novembre, le général Gettysburg... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image)

La « nation » et l'« Union »

Le 19 novembre, le général Gettysburg... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image)

La signification... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image)

La signification... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image)

La signification... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image)

La signification... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image)

EUROPE

Soif de revanche en « Herzeg-Bosna »

Les Croates préparent une contre-offensive contre les Musulmans dans la région de Mostar

MOSTAR

de notre envoyé spécial

« Ce n'est pas un secret militaire. Nous allons repousser les Musulmans », affirme calmement Veso Vega, dans le quartier général des forces croates de Mostar, protégé de sacs de sable contre les bombardements. Il est le porte-parole des forces croates (HVO) de l'« Herzeg-Bosna », l'entité proclamée par les Croates en Bosnie-Herzégovine. Vers le front, qui passe sur la rivière Neretva, au milieu de la ville, les troupes du HVO continuent d'affluer.

Ces renforts viennent faire face aux Musulmans, encerclés dans la vieille ville construite par les Ottomans sur le rive est. Sur les collines de l'ouest de la « capitale d'Herzeg-Bosna », l'artillerie du HVO est en batterie. Dans la ville résonnent quelques coups de feu, les combats plus sérieux reprennent en fin d'après-midi.

Lors de leur offensive du 30 juin, les Musulmans se sont emparés de quartiers et de villages du nord de Mostar, tentant de faire la jonction avec les forces bosniaques de Jablanica, plus au nord. Contrairement à ce qu'affirme Samjevo, ils n'y seraient pas parvenus, bien que l'armée bosniaque de Jablanica ait, selon les observateurs de l'ONU, envoyé des troupes vers le sud pour les rejoindre.

« Ils continuent cette percée, il leur manque 10 à 20 kilomètres »,

précise-t-on au HVO. Les observateurs de l'ONU doutent de la réussite de cette « tentative désespérée ». « D'autant plus que le pont sur la route entre Mostar et Jablanica est coupé », souligne le colonel Anjel Morales, commandant des « casques bleus » espagnols dans son QG de Medjugorje.

Assiégés dans des conditions décrites comme « épouvantables », les 25 000 à 35 000 Musulmans qui vivent dans le quartier est de Mostar ont sans doute joué leur va-tout. Avec 2 litres d'eau par personne et par jour, des points de ravitaillement menacés par les francs-tireurs, les Musulmans étaient dans une situation intenable. « Et un soldat désespéré est un combattant déterminé », explique un observateur militaire.

Discours martiaux

Les Croates ont une autre théorie pour expliquer la prise de la caserne stratégique du HVO de Bijelo Polje, à 6 kilomètres au nord du centre-ville. « Des Musulmans qui faisaient partie des unités du HVO ont retourné leurs armes contre nous. Nous avons été obligés de l'extérieur mais aussi de l'intérieur, par totale surprise », rage Veso Vega. Les Croates, qui estimaient avoir accueilli ici, nourri,

abrité et parfois armé des Musulmans victimes du nettoyage ethnique des Serbes dans l'est de l'Herzégovine, veulent faire payer cette « trahison ».

« Plus de plaisanterie. Assez c'est assez, nous préparons la contre-attaque, peut-être aujourd'hui, peut-être demain », affirme, à son tour, à Grude, un porte-parole de la « présidence » d'« Herzeg-Bosna ». Chiffres à l'appui, il démontre que Mostar a toujours été croate, même si le dernier recensement (« trafiqué », selon lui, par une manipulation sur les limites de la commune) faisait apparaître une légère majorité musulmane (35 % de Musulmans, contre 34 % de Croates).

Outre les discours martiaux, la mobilisation générale décrétée en « Herzeg-Bosna » et les mouvements vers le front, d'autres signes annoncent une contre-offensive : les forces croates ont « demandé » aux « casques bleus » espagnols de la FORPRONU (Force de protection des Nations unies) de se retirer pour des « raisons de sécurité » ; toutes les organisations internationales, du Comité international de la Croix-Rouge au Haut Commissariat aux réfugiés, sont interdites dans la ville.

Il y a des « ordres spéciaux » pour la presse, que la police militaire du HVO rembarre sans ménagement aux points de contrôle : « Pas de journalistes, on a dit ! » Muni d'une autorisation spéciale de la présidence, et soigneusement

« protégé », on peut malgré tout se rendre à Mostar, mais sans s'y attarder. « Le HVO ne veut pas de témoins », affirme un responsable d'une organisation internationale.

Selon de bonnes sources sur place, la police militaire du HVO se livre, dans la partie de la ville qu'elle contrôle, à des arrestations, pour l'instant sans violence, « préventives » et systématiques, de civils musulmans : les hommes en âge de combattre. Plusieurs centaines de cas ont été recensés. « La situation est très dangereuse. Près de 10 000 Musulmans vivent dans les zones de Mostar contrôlées par les Croates. Nous avons découvert des armes dans des maisons », affirme le porte-parole du HVO.

Cafés, restaurants, magasins fermés, couvre-feu strict de 9 heures du soir à 7 heures du matin, interdiction de vendre de l'alcool : l'« Herzeg-Bosna » est en deuil. Mostar, sa capitale, est menacée par les Turcs, les Islamistes, estime un soldat du HVO qui monte au front, abrégé de propagande. Les Croates veulent prendre leur revanche contre « les traitres ». Elle risque d'être sanglante.

Sur les collines, à l'est, les Serbes, repoussés hors de la ville en juin 1992, observent la partie, envoyant parfois un obus. Les quelque 30 000 Musulmans de Mostar n'ont pas d'échappatoire.

JEAN-BAPTISTE NAUDET



Provinces contrôlées par :
■ les Serbes ■ les Musulmans ■ les Croates

« Ici, c'est la Croatie »

GRUDE

de notre envoyé spécial

« Ici, c'est la Croatie », proclame un graffiti sur un mur. Sous les panneaux signalétiques des villages, une main anonyme a souvent ajouté à la peinture noire cette précision : « Croatie ». Si les politiciens de Zagreb et les représentants des Croates de Bosnie font semblant de croire, à l'instar de la communauté internationale, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine, sur le terrain la réalité est assez différente.

Traverser la frontière entre la Dalmatie croate et l'Herzégovine occidentale (sud de la Bosnie) donne l'étrange impression de passer de la Croatie en Croatie. Les baobabs de bureau de change : le dinar croate est la monnaie d'« Herzeg-Bosna », entité croate proclamée au sud de la Bosnie. Sur les voitures, à côté des plaques « HVO » (Conseil croate de défense), un autocollant « Croatia » est parfois ajouté. Les banques de Zagreb ont des guichets, comme le plus grand centre bancaire d'assurance croate. Les

lignes de téléphone passent par la Croatie. On trouve la presse de Zagreb, qui a des éditions « régionales » pour l'Herzégovine. Les livres scolaires sont les mêmes qu'en Croatie.

Les dirigeants de la Croatie et de l'Herzégovine n'y sont pour rien. La mise en circulation du dinar croate, la formation « provisoire » de l'autorité politico-militaire du HVO en Bosnie, sont dues à des raisons de stricte survie : c'est à cause de l'agression serbe et de l'incapacité des Musulmans à se défendre, argumente Mate Boban, le leader des Croates de Bosnie. Il nous disait récemment que « l'hypothèse la plus probable » serait que l'Herzégovine deviendrait une partie de la Croatie. « C'est nous qui en décidons », affirmait-il, avant d'ajouter : « Ce sera un jour la conséquence – et non la cause, comme on veut le faire croire – de l'existence de la Bosnie ». Si, après la « Grande Serbie », la « Grande Croatie » est construite aux dépens de la Bosnie, les Croates, c'est entendu, n'y seront pour rien.

J.-B. N.

GRÈCE : écarté pour ses positions sur la question macédonienne

L'ancien ministre Samaras lance un nouveau parti

ATHÈNES

de notre envoyé spécial

L'ancien ministre des affaires étrangères, Antonis Samaras, limogé en avril 1992 par le premier ministre, Constantinos Mitsotakis, pour ses positions maximalistes sur la question macédonienne, a annoncé mercredi 30 juin la création d'un nouveau parti, « Primitifs politiques » (Politiki onixi). Ce nouveau mouvement, a indiqué M. Samaras, quarante-deux ans, au cours d'une conférence de presse, a pour ambition de briser la bipolarisation du système politique grec partagé entre la Nouvelle Démocratie (conservateur, au pouvoir) de M. Mitsotakis et le Pasok (socialiste) de M. Papandréou.

M. Samaras veut « dépasser » ce divorce traditionnel et proposer au pays, à la veille du XXI^e siècle, « une nouvelle génération » d'hommes politiques. Il communiquera plus tard les noms des membres de son état-major et des personnalités qui le soutiennent.

« Le grand combat commence »

« Nous avons refusé le compromis et choisi la lutte », a déclaré le nouveau leader, en proposant une série de réformes dans tous les domaines de la vie nationale : l'incompatibilité des charges de ministre et de député, l'élection du président de la Cour suprême par les magistrats, un concours national pour les fonctionnaires, le contrôle judiciaire des grands travaux. Le peuple grec « ne demande plus des miracles politiques ou des politiciens présidant ».

gitateurs, il demande des hommes nouveaux et de nouveaux politiciens décidés à se sacrifier et non à se tirer d'affaire ».

En politique étrangère, M. Samaras a choisi une ligne nationaliste qu'il avait déjà suivie lorsqu'il était au gouvernement. La question chypriote, l'affaire macédonienne et la protection de la minorité grecque en Albanie sont pour son parti « des priorités suprêmes ». Il s'est prononcé pour le resserrement des liens avec la Serbie, l'Iran, les Kurdes et la Syrie, « sans tenir compte des critiques internationales ». Pour faire face à la « menace » de la Turquie, il a proposé la formation d'un « arc orthodoxe de Chypre à la Russie en passant par l'Albanie ». Il souhaite également « renforcer le rôle dirigeant de l'Eglise orthodoxe grecque ». « Il faut que l'on comprenne, a-t-il dit, que les Grecs sont dans le monde 20 millions » (pour une population nationale de 10 millions). « Le grand combat commence, pour apporter le printemps à tous les Grecs », a conclu M. Samaras, acclamé, à l'issue de sa rencontre avec les journalistes, par un demi-millier de partisans aux cris de « Vaila le premier ministre ».

M. Samaras a indiqué qu'il présenterait des candidats dans toutes les circonscriptions du pays au cours des prochaines élections prévues au printemps prochain, mais qui pourraient être anticipées, sans qu'il n'ait été élu à 10 à 15 % des intentions de vote.

DIDIER KUNZ

ESPAGNE : un gage de majorité absolue

Les députés nationalistes catalans voteront l'investiture de Felipe Gonzalez

Miquel Roca, secrétaire général et porte-parole de la coalition nationaliste catalane Convergència et union (CiU) de Jordi Pujol, le président de la généralité de Catalogne, a indiqué vendredi 2 juillet au terme d'un entretien avec le roi Juan Carlos, qui consulte l'ensemble des forces politiques, que les 17 députés de CiU voteront l'investiture de Felipe Gonzalez, au terme du débat qui commence mercredi prochain.

Le président socialiste du gouvernement, dont le parti, le PSOE, ne dispose que d'une majorité relative depuis les élections législatives du 6 juin, est ainsi assuré du soutien d'une majorité absolue de députés pour ce vote d'investiture.

Il s'agit d'une évolution de la position de CiU. En effet, interrogé sur le fait de savoir si cet appui résultait d'un engagement de M. Gonzalez à rétroceder à la Généralité 15 % du produit de l'impôt sur le revenu en Catalogne – ainsi que l'avait exigé M. Pujol pour renforcer la majorité socialiste aux Cortes (le Monde du 14 juin), M. Roca a répondu par la négative, en précisant que cette décision constitue « un acte en faveur de la stabilité », non la contre-partie d'un tel engagement.

De la même façon, le porte-parole du Parti nationaliste basque (PNV) a indiqué, vendredi, que les cinq députés de ce parti apportent leur soutien à M. Gonzalez.

Le mécanisme d'aide à la population civile est « démantelé ». Le ministre espagnol de la défense, Julian Garcia Vargas, a estimé, vendredi 2 juillet, à Madrid, que « tout le mécanisme d'aide à la population civile (dans l'ex-Yugoslavie), qui a bien fonctionné l'hiver dernier, est pratiquement démantelé ». « Quand nous arriverons en septembre ou octobre, a-t-il dit, on va se rendre compte que toutes les lignes d'approvisionnement sont interrompues, que les ponts ont été détruits et qu'il n'y a pas de moyen matériel d'acheminer l'aide humanitaire aux centaines de milliers de réfugiés ». (AFP)

Belgrade renvoie les observateurs de la CSCE. Les autorités de Belgrade ont mis un terme aux missions d'observateurs déployées par la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) dans les provinces du Kosovo, du Sandjak et de Voïvodine.

Une vingtaine d'observateurs avaient été envoyés en novembre 1992 dans les trois provinces. De source diplomatique, on indique qu'il s'agit d'une mesure de rétorsion de Belgrade contre son exclusion des travaux de la CSCE. (AFP)

PROCHE-ORIENT

Fin de la visite du premier ministre israélien à Paris

M. Rabin s'attend à une « attitude plus équilibrée » de la France

Le premier ministre israélien devait clôturer, samedi 3 juillet, sa visite officielle en France, au cours de laquelle il a notamment été reçu par le président François Mitterrand et s'est entretenu avec le premier ministre, Edouard Balladur.

Décidément, la cohabitation en France n'est pas une relation franco-israélienne, et M. Rabin a affirmé n'avoir qu'à se féliciter d'une bien meilleure compréhension et d'une attitude plus amicale qu'il a trouvées auprès de tous ses interlocuteurs, qu'il s'agisse du président de la République ou du gouvernement. « J'ai constaté une disponibilité à améliorer les relations et la coopération », a déclaré M. Rabin, vendredi lors d'un petit déjeuner de presse. « J'en tire en conséquence une meilleure idée pour les relations entre les deux pays à tous les niveaux : scientifique, technologique, économique, culturel, voire, peut-être, en matière de défense », a-t-il ajouté. Le ministre de la défense, François Léotard, qu'il a rencontré, devrait se rendre en Israël au début de l'année prochaine.

Finis donc les agacements que suscitaient chez M. Rabin les relations personnelles privilégiées entre le ministre des affaires étrangères, Shimon Peres, et le Parti socialiste français, et plus particulièrement MM. Mitterrand et Roland Dumas, l'ancien chef de la diplomatie française. Terminée l'irritation suscitée par la politique jugée pro-arabes des gaullistes. « Nous nous attendons à une attitude plus équilibrée de la part de la France envers les pays arabes et Israël. Nous n'avons jamais réclamé le monopole des liens et nous souhaitons une même approche, une approche positive », a indiqué le pre-

mier ministre. Véritable serpent de mer des plaidoiries israéliennes à l'étranger, le boycottage commercial d'Israël par les pays arabes a été à l'ordre du jour des entretiens avec M. Mitterrand et le premier ministre israélien. L'Israélien a exprimé son espoir que l'Occident réclamera prochainement l'abrogation de cette sanction. M. Rabin se demande pourquoi les pays arabes renonceraient au boycott de l'Etat juif alors que le reste du monde ne dénonce pas cette mesure. Il a obtenu de M. Mitterrand et du président Clinton la promesse qu'ils soulèveront cette question au sommet du G7 à Tokyo, pour que les sept pays les plus industrialisés publient une déclaration à ce sujet.

Fondamentalisme et terrorisme

Le chef du gouvernement israélien soulève par ailleurs que la CEE, les Etats-Unis et l'ensemble de la Communauté internationale « cessent de nourrir un soutien verbal aux Palestiniens et au processus de paix » et investissent dans les territoires occupés pour encourager leurs habitants à aller de l'avant dans les négociations avec Israël. La veille, à l'issue de son entretien avec M. Mitterrand, il avait indiqué qu'il avait aussi demandé, comme lors de son séjour à la Haye (le Monde du 1^{er} juillet), une mise à jour de l'accord d'association CEE-Israël de 1975, afin de combler le fossé dans la balance des paiements d'Israël (3,5 milliards de dollars l'an dernier).

M. Rabin est déçu par la lenteur du processus de paix, mais aussi par l'initiative prise mercredi par les Etats-Unis proposant aux Palestiniens et à l'Etat juif un document écrit (le Monde du 2 juillet) critiqué par les deux parties. Sur le fond, le

document « comporte des modifications » par rapport à la position initiale de Washington « qui ne sont pas en faveur d'Israël », a-t-il dit. Sur la forme, le rôle des Etats-Unis en tant que « partenaire à part entière » ne devant être, à ses yeux, qu'un rôle « d'intermédiaire ». Washington ne devrait consigner noir sur blanc ses idées qu'une fois réduites le fossé entre les parties concernées, c'est-à-dire lorsque les propositions américaines représenteront le dénominateur commun entre Palestiniens et Israéliens. C'est, espère-t-il, ce que devrait s'employer à faire, dès la semaine prochaine, le coordinateur des négociations israélo-arabes au département d'Etat, Dennis Ross, qui doit se rendre dans plusieurs capitales du Proche-Orient, pour favoriser la reprise des négociations bilatérales mises en route à Madrid en novembre 1991. Les Palestiniens, pour leur part, estiment que la for-

mule de Madrid est périme. Le chef de leur délégation à Washington, Halid Abdel Chafi, l'a dit, jeudi, à Washington, au terme de la dixième session de pourparlers bilatéraux.

En dépit du récent attentat qui a fait quatre morts à Jérusalem-Est (le Monde du 3 juillet), M. Rabin demeure convaincu de l'efficacité du bon dialogue – depuis mars dernier – des territoires occupés. Israël n'a jamais prétendu pouvoir éradiquer définitivement le terrorisme, fait-il valoir, mais le nombre d'attentats a beaucoup diminué. Il pense que jamais aucune mesure ne pourra totalement empêcher des extrémistes islamistes d'agir, y compris par des opérations suicide pour atteindre leur but : « Le principal axe du terrorisme aujourd'hui sont les groupes fondamentalistes... le khoménisme sans khoménisme ».

MOUNA NAÏM

IRAK : confirmation de la condamnation d'un Français à huit ans de prison. Le Quai d'Orsay a confirmé, vendredi 2 juillet, que Jean-Luc Barrière, jeune technicien français détenu en Irak, a été condamné à huit ans de prison. Un diplomate britannique qui a pu rencontrer M. Barrière, jeudi, dans une prison près de Bagdad, l'a trouvé « en bonne santé ». Bagdad a invité Washington et Londres à faire un « geste humanitaire » pour obtenir la libération de leurs ressortissants détenus en Irak. Il s'agit d'un Américain, Kenneth Beatty, condamné, au début du mois de mai, à huit ans de prison pour « entrées illégales » en Irak, et de trois Britanniques. Trois Suédois purgent également des peines de prison pour entrées illégales sur le territoire irakien.

LIBYE : Paris va demander de nouvelles sanctions. Le ministre des affaires étrangères a déclaré au quotidien saoudien Al Hayat que la France demandera un renforcement des sanctions contre la Libye pour son rôle dans l'attentat contre un Boeing de la PanAm (270 morts au mois de décembre 1988) et un DC 10 d'UTA (171 morts en septembre 1989), lorsque la question sera de nouveau examinée, le 15 août prochain, par le Conseil de sécurité de l'ONU. Estimant que Tripoli n'a pas coopéré à l'enquête, Alain Juppé précise que la France demandera effectivement un accroissement des sanctions (...) si la Libye n'effectue pas d'ici là les gestes attendus p. (Reuters)

Les

Mains de

et Europe

entretien avec Bill Clinton

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

et Europe

Les Etats-Unis, « Gulliver » méditatif

ne le clame pas, parce qu'il sait
c'est impopulaire, mais M. Clin-

rester le patron, tout en se retirant?» (2).

être, dans leurs relations avec leurs alliés, à la fois « *partenaires et leader* ». Est-ce possible?

ALAIN FRACHON

(1) *Foreign Policy*, été 1991.
(2) *Foreign Affairs*, printemps 1993.

FIN

Fermeture de plus de deux cents installations militaires

Installations militaires sur le sol américain et à l'étranger

inné, vendredi 2 juillet, le plan d'une commission indépendante prévoyant la fermeture de 129 installations militaires aux Etats-Unis et la réorganisation de 46 autres. Ces mesures devraient permettre d'économiser quelque 2,3 milliards de dollars d'ici fin 2000. Parmi les principales inc

Par ailleurs, le Pentagone a annoncé que 92 installations militaires américaines à l'étranger, pour la plupart en Allemagne, seraient fermées (comme celles de la troupes de la Fida) ou verraient leurs activités réduites (à la base aérienne de Bitburg, notamment). Ces décisions entraîneront 24 000 militaires et 600 civils américains ainsi que

1 000 employés locaux. D'autres mesures doivent être prises pour ne pas laisser en Europe que 100 000 militaires américains d'ici septembre 1996, conformément au souhait de M. Clinton. — (AFP, AP.)

l'armée de l'air de Shenja Widnall. Elle sera nommée sénatrice par le Sénat entérine sa nomination, elle deviendra la première femme à diriger une des trois armes de l'armée américaine. M^{me} Widnall, âgée de cinquante-quatre ans, est professeur d'aéronautique au Massachusetts Institute of Technology (MIT). - (AFP)

Dans *Le Monde diplomatique* de juillet

Partager les richesses ou partager la misère

ehenge (Barnerd Cassen) ;

spagne : la Galice ne croît plus
ux miracles (*Margarita Rivière*) ;
elie : le geation embiguë d'un
rat normalisé (*François Vitran*) ;
as accrete miefieux sur les eiles
la littérature (*Giorgio Longo*) ;
érie autoritaire en Croatie et en

arrive d'entraîner en cascade la dérive (Catherine Lutard) ; L'Australie inscrit son destin en Asie pacifique (David Carrou) ; Du bon usage de l'« écotoxé » (Sadek Oussama et Patrick Criqui) ; Le puanteable adieu au nucléaire (Martine Deguilleume) ; Seventies à la dérive (Jaurès A. Medvedev) ; Hindouisme et islam : les indiens héritiers de deux tra-

En vente chez votre marchand de journaux, 20 F.

[illegible]

AMÉRIQUES

HAÏTI

Le général Cédras accepte le plan de l'ONU visant à restaurer la démocratie

La délégation du général Raoul Cédras, commandant en chef des forces armées haïtiennes, a jugé « acceptables », le 2 juillet, les propositions faites par Dante Caputo, le médiateur des Nations unies et de l'Organisation des États américains (OEA). Ce plan vise à permettre le retour du président Jean-Bertrand Aristide en Haïti et à restaurer la démocratie dans ce pays.

NEW-YORK

de notre correspondant

Auteur du coup d'État de septembre 1991 qui avait contraint le Père Aristide à l'exil, le général Cédras a finalement donné son accord à l'issue de cinq jours de discussions à Governors Island, dans la baie de New-York, où les deux hommes ont négocié par l'intermédiaire du diplomate argentin, sans jamais se rencontrer en tête-à-tête. Vendredi en fin de soirée, le président Aristide n'avait toujours pas donné son aval au « plan Caputo ».

Celui-ci prévoit d'abord la nomination d'un premier ministre par le président de la République, l'organisation d'un dialogue politique au

Parlement (en vue notamment de faire adopter les lois nécessaires à la transition) et la ratification par le Parlement de la nomination du premier ministre. Ce plan comprend aussi l'annulation des patentes, la nomination d'un nouveau commandant en chef des forces de police (en remplacement de l'actuel titulaire, Joseph-Michel François), la création d'une nouvelle force de police (civile et non plus para-militaire), et la nomination d'un nouveau commandant en chef des forces armées, en remplacement du général Cédras, qui a accepté de démissionner.

Pas

d'humiliation

Enfin, ce document fixe au 30 octobre au plus tard le retour en Haïti du président Aristide et prévoit, à partir de ce retour, la suspension des sanctions de l'ONU en vigueur depuis le 23 juin (embargo sur le pétrole et sur les armes à destination de Haïti notamment) et de celles de l'OEA, adoptées précédemment. La mise en œuvre d'une coopération internationale comportant une assistance technique et financière au développement est aussi stipulée.

Serge Charles, le porte-parole du général Cédras, a indiqué que

« quelques détails de rédaction » restaient à régler. Le plus important d'entre eux concerne la date exacte du retour du Père Aristide à Port-au-Prince. Dans un premier temps, la délégation des militaires haïtiens avait proposé le 16 décembre, date anniversaire des élections de décembre 1990, qui avaient porté le Père Aristide au pouvoir.

De son côté, le président haïtien voulait rentrer dans son pays le 15 août, « votre date de la mort », selon un négociateur. La date de fin octobre finalement retenue devrait notamment permettre de mettre en place les conditions de sécurité permettant le retour du président déchu.

L'un des derniers obstacles à lever proviendrait de la volonté du Père Aristide d'attendre le départ du général Cédras, qu'il souhaite imminente, pour nommer un nouveau premier ministre à Haïti. Celui-ci pourrait être Robert Malval, un homme d'affaires proche du président.

Le Père Aristide a fait savoir qu'il ne voulait pas servir le maître de celui qui l'avait destitué, même pour signer le texte de l'accord. De leur côté, les militaires ont prévenu qu'ils acceptaient de perdre la partie, mais pas d'être « humiliés ».

SERGE MARTI

AFRIQUE

SOMALIE : nouvelle embuscade à Mogadiscio

Mohamed Farah Aïdid est accusé d'être responsable de la mort de trois « casques bleus » italiens

NAIROBI

correspondance

« Nous avons été surpris. C'est la première fois en six mois que nous rencontrons une résistance pareille », dira le porte-parole des « casques bleus » italiens, le colonel Giovanni Fasini, après un accrochage, vendredi 2 juillet, avec des miliciens somaliens qui a fait trois morts et vingt et un blessés dans les rangs de ses compatriotes. Mais c'est aussi la première fois que les soldats transalpins (2 400 hommes cantonnés depuis décembre 1992 à Mogadiscio) menaient une opération de désarmement, au sud, dans un quartier favorable au général Aïdid.

Pris à partie par une foule hostile, les Italiens se sont dérangés, sur ordre de leur commandant, le général Bruno Loi, qui « ne voulait pas ajouter de l'huile sur le feu ». C'est à ce moment-là qu'ils ont été pris sous le feu de franc-tirer, armés de fusils-mitrailleurs et de lance-roquettes. Au moins un Somalien a été tué dans la fuillade et une vingtaine d'autres blessés. Au fur et à mesure du désarmement conduit par les forces des Nations unies dans le sud de Mogadiscio, le chef du général Mohamed Farah Aïdid, le bilan des pertes parmi les soldats de l'ONU s'alourdit. En moins d'une semaine, cinq « casques bleus », trois Italiens, le 2 juillet, et deux

Pakistais, le 28 juin, ont trouvé la mort au cours d'une opération de désarmement. Le général Aïdid veut faire payer cher à l'ONU la démission de son mouvement, d'où il tire l'essentiel de son influence en Somalie. Apparemment, les soldats italiens se sont fait piéger, vendredi, de la même façon que les « casques bleus » pakistanais lors de la tuerie du 5 juin (vingt-quatre morts) et que les militaires marocains deux semaines plus tard (cinq tués). Les « casques bleus » se trouvent brutalement face à une foule hostile, qui s'agitait pour laisser le champ libre à des franc-tirers. Les soldats de l'ONU hésitent à riposter, gênés par la présence des civils, qui, selon le porte-parole militaire de l'opération des Nations unies en Somalie (ONUSOM II), servent de « boucliers humains » aux miliciens du général Aïdid.

La nouvelle a suscité une vive émotion en Italie et va sans doute déclencher un débat sur l'utilité de la présence de soldats transalpins à Mogadiscio, en sein des forces de l'ONUSOM, dont les méthodes sont « trop prussiennes », selon le chef de la diplomatie italienne, Beniamino Andreatta. A Rome, le gouvernement a réaffirmé le maintien de ses soldats en Somalie, en demandant toutefois une représentation italienne au sein de l'état-

major de l'ONUSOM, jusqu'à présent dominé par les Américains. A l'origine de cette demande, il faut peut-être chercher des divergences sur la façon de ramener la paix en Somalie. Enrico Angelini, avait tenté une médiation de dernière minute entre l'ONUSOM et le général Aïdid avant le début de l'assaut contre le QG du général somalien, le 12 juin dernier. Mais il s'était vu opposer une poignée de non-recevoir par l'amiral américain Jonathan Howe, représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en Somalie. Les Italiens souhaitent ménager Mohamed Farah Aïdid, estimant qu'aucun règlement du conflit n'aura lieu sans lui, alors que les Américains semblent décidés à l'éliminer de la scène politique, en espérant que son clan se choisisse un autre chef.

JEAN HÉLÈNE

ALGÉRIE : allègement du couvre-feu. — En vigueur, depuis le 5 décembre 1992, dans sept départements du centre du pays et étendu à trois autres, le 5 juin dernier, le couvre-feu sera allégé, à compter du dimanche 4 juillet. Il sera raccourci de deux heures et désormais appliqué de 23 h 30 à 4 heures locales, vient d'annoncer le ministre de l'intérieur. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

CAMBODGE

Le gouvernement a prêté serment

Le nouveau gouvernement intérimaire cambodgien a prêté serment, vendredi 2 juillet, lors d'une cérémonie au palais royal de Phnom-Penh. Le cabinet de coalition dirigé par le pays durant trois mois, le temps qu'une Constitution soit rédigée par l'Assemblée élue fin mai, il a aussitôt publié trois décrets visant à maintenir l'ordre. Les forces armées et les structures administratives rivales du pays, à l'exception de celles des Khmers rouges, ont été placées sous l'autorité du nouveau cabinet.

La priorité du gouvernement sera de relancer une économie en faillite : 30 millions de dollars sont régularisés pour payer les salaires des fonctionnaires militaires et civils. Une récente conférence internationale s'est terminée sur une promesse d'aide de 880 millions de dollars ; mais seuls 150 millions ont déjà été débouqués. Le gouvernement a dit vouloir relancer en priorité la production de riz, en réperant les systèmes d'irrigation du pays. — (Reuters.)

CHINE

Renvoi du gouverneur de la banque centrale

L'agence officielle Chine nouvelle a confirmé, le vendredi 2 juillet, des rumeurs qui circulaient depuis quelques jours à Pékin : le gouverneur de la banque centrale, Li Guizhen, a été démis de ses fonctions. Il devrait être remplacé par le vice-premier ministre chargé de l'économie, Zhu Rongji. Agé de soixante-quatre ans, M. Zhu est le numéro deux du gouvernement derrière Li Peng qui, cardinalement, n'exerce plus depuis quelques semaines la totalité de ses fonctions.

Le renvoi de Li Guizhen, un protégé de Li Peng, est lié à l'actuelle surchauffe d'une économie dont la croissance a été proche de 13 % en 1992. En mai, l'inflation dans les villes a approché les 20 %. Les

troubles qui devraient aboutir, en 1989, à la répression du printemps de Pékin, étaient nés, en particulier, d'un mécontentement provoqué par la vie chère. — (UPI.)

Manifestations d'étudiants et d'enseignants à Xian. — De 1 000 à 2 000 étudiants et enseignants de l'université d'électricité de Xian, capitale du Shaanxi, dans le centre-nord de la Chine, ont manifesté à la mi-juin leur opposition à la construction d'une route près de leur campus, ont reconnu, vendredi 2 juillet, des responsables de l'établissement. Le différend s'est résolu après une intervention des autorités centrales. Ce mouvement est le premier d'une certaine ampleur à survenir sur un campus depuis le « printemps de Pékin », en 1989. — (AFP.)

CUBA

Trois morts lors d'une tentative de sortie du pays

Trois personnes ont été tuées et plusieurs blessées dans la nuit du jeudi 1^{er} au vendredi 2 juillet près de La Havane, lors de l'interception par la garde côtière cubaine d'une vedette américaine venue récupérer des Cubains pour les transférer aux États-Unis. Selon l'agence officielle AIN, l'un des hommes blessés a été tué par un tir de fusil à feu. Les autres blessés ont été transférés à l'hôpital. L'équipage de la vedette Midnight Express avait l'intention de transférer aux États-Unis un groupe de personnes qui attendaient le bateau à Cojimar, localité située à la périphérie est de La Havane.

Par ailleurs, un communiqué officiel cubain a annoncé vendredi soir l'arrestation de quatre personnes d'origine cubaine résidant aux États-Unis. Ces personnes, capturées au nord de La Havane, s'étaient rendues aussi à aider des Cubains à gagner illégalement les États-Unis, selon les autorités. — (AFP.)

MOZAMBIQUE

Le président Chissano ne craint pas une dérive à l'angolaise

Le spectre d'une situation à l'angolaise ne hante pas les dirigeants mozambicains, affirme le président Joaquim Chissano qui considère qu'un consensus pour le « paix existe dans son pays ». « En signant les accords de paix, le RENAMO n'a dit non à la guerre, le gouvernement dit non à la guerre et le peuple dit non à la guerre, il n'y a donc pas à craindre que ce qui s'est passé en Angola se reproduise au Mozambique », M. Chissano considère que tous les partis politiques se sont engagés à « respecter les résultats de futures élections ».

Avant de quitter Paris, samedi 3 juillet, au terme d'une visite officielle de quarante-huit heures, le chef de l'État mozambicain a tenu à remercier les autorités françaises pour le soutien qu'elles ont accordé au processus de paix. Au cours de son séjour à Paris, M. Chissano, après avoir été notamment reçu par François Mitterrand et Edouard Balladur, a également rencontré le directeur général de l'UNESCO, Federico Mayor, qui lui a promis de soutenir la campagne « Culture de paix » que le gouvernement vient de lancer au Mozambique.

NIGÉRIA

Les militaires divisent l'opposition

Le gouvernement militaire a marqué un point, vendredi 2 juillet, en ralliant à son projet de nouvelle élection présidentielle de grands noms des familles royales du pays ainsi que la part de la Convention républicaine nationale (NRC) de Bachir Oumar Tafa, un des deux candidats au scrutin qui vient d'être annulé. La NRC a en effet mis fin aux contacts au plus haut niveau qui ont eu lieu cette semaine entre ses dirigeants et ceux du Parti social-démocrate (SDP) de Moshood Abiola — vainqueur de l'élection annulée — pour élaborer une position commune face à la crise politique.

Le gouvernement militaire a aussitôt annoncé un « reniement de toutes les lois électorales » et l'octroi des pleins pouvoirs à la Cour suprême, qui sera seule habilitée désormais à se prononcer sur les recours en justice concernant l'élection présidentielle. — (AFP.)

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde L'ÉCONOMIE

L'Afrique du Sud prend date

Suite de la première page

Le premier article de cette résolution stipule que « le Forum (...) confirme la date du 27 avril 1994 comme étant celle des élections ». Six mois, donc, celles des représentants du Parti conservateur (CP) et du mouvement Inkatha de Mangosuthu Buthezi, se sont levées contre. Dix-neuf autres ont voté pour, dont celles de l'ANC, du Parti national au pouvoir et du gouvernement. Après avoir constaté que le Forum, conformément à la procédure définie pour sanctionner le vote des résolutions, venait de manifester ce consensus suffisant, le président de séance, sous les applaudissements des délégués et de nombreux journalistes, a déclaré la résolution adoptée.

Assistés, les délégués du CP et de l'Inkatha contestaient cette décision, arguant n'avoir pas constaté le consensus remarqué par le président. Un bref débat sémantique s'engagea alors pour définir les limites de la notion de consensus, mais le président suspendait la séance pour permettre aux délégués de déjeuner. Lorsqu'une heure et demie plus tard, ces derniers reprurent leur place, le CP et l'Inkatha annonçaient qu'ils quittaient la salle. Au cours d'une conférence de presse, quelques instants plus tard, les représentants du Parti conservateur devaient préciser qu'ils allaient discuter avec la direction de leur formation avant de décider si leur sortie était définitive. Quant aux délégués de l'Inkatha, ils déclaraient dans les couloirs que leur geste était une manifestation de protestation qui n'avait pas valeur de retrait.

Des principes contraignants

Ni le gouvernement, ni la personne du ministre du développement constitutionnel, Roelf Meyer, ni l'ANC, par la bouche de Cyril Ramaphosa, n'ont caché leur bonheur. « Nous sortons de cette séance avec un profond sentiment de satisfaction », a déclaré ce dernier, à la fin de la journée, laissant entendre que cette heureuse issue aurait de rapides conséquences sur la levée des sanctions qui pèsent encore sur l'Afrique du Sud. Quant à M. Meyer, il n'a pas écarté la possibilité que les élections aient lieu plus tôt que prévu, si des progrès suffisants étaient faits. Un optimisme qui contrastait avec les prévisions de la veille, lorsque, malgré les sources « bien informées » assurant que le résultat était à portée de main, chacun redoutait une mauvaise surprise.

Le Congrès national africain aura tout fait pour parvenir à ce succès. Sous la pression du gouvernement, il a d'abord admis le principe d'un partage du pouvoir pour une durée de cinq ans ; sous celle de l'Inkatha, il a ensuite concédé celui d'une Constitution intérimaire, qui, négociée par les partis politiques, aura force de loi jusqu'à la promulgation de celle élaborée par la future Assemblée consti-

tuante ; il a enfin accepté que la Constitution définitive soit liée par des principes contraignants — parmi lesquels figurent de forts pouvoirs régionaux — préalablement définis par les négociateurs, et non par les élus du suffrage universel.

Autant de concessions qui sont loin de faire l'unanimité dans les rangs. Si l'ANC y a néanmoins consenti, c'est qu'il estimait qu'à la seconde même où elle serait fixée, la date de l'élection ne pourrait plus être remise en cause, ce qui aurait pour effet de sensiblement modifier le jeu politique. Durant quelques mois, les amis de M. Mandela devaient encore compter avec la logique d'une négociation où chaque parti, quelle que soit son influence véritable, pèse le même poids. Mais ils ne doutent pas que bientôt, lorsque les élections auront repris leur formation à sa place, ils seront en bien meilleure position pour agir sur les événements.

La souplesse de l'ANC

Avec une souplesse remarquable, et au prix de quelques concessions à ses principes, l'ANC a réussi à mettre tout le monde au pied de mur, étant à chacun ses derniers arguments pour continuer à refuser la sanction du vote. Seule l'extrême droite n'a pu être satisfaite, mais ses revendications qui, sous couvert d'autodétermination du « peuple africain », équivalent à recréer un État gouverné par la loi de la minorité, étaient, il est vrai, peu acceptables.

Dès le lundi, les commissions mises en place pour délimiter les pouvoirs des futures régions et esquisser la Constitution intérimaire devaient se réunir à nouveau. L'Inkatha a déjà annoncé qu'en dépit de son immunité d'honneur elle renouvellera à la table des négociations dans deux semaines, lorsque les travaux des commissions y seront évoqués. « Nous allons soigneusement examiner chaque clause », a prévenu l'un de ses dirigeants, reconnaissant implicitement que son parti ne pouvait pas se permettre de dédaigner l'assemblée où se joue l'avenir du pays.

L'extrême droite fait face aux mêmes contraintes, mais ses réponses sont plus aléatoires, obligées qu'elle sera de choisir entre l'effacement de sa composante néonazie — celle qui, la semaine dernière, sous la direction du Mouvement de résistance africain (AWB) a mené l'assaut contre le World Trade Centre — et le réalisme relatif de son aile « politique » qu'incarment, notamment, le Parti conservateur et le général Constand Viljoen, chef du Front du peuple africain (AVF). Quelle que soit sa décision, elle ne paraît plus être en mesure de peser sur un processus qui a pris vendredi une direction irrévocable.

GEORGES MARION

ASIE

THAÏLANDE

Bangkok est-elle une ville de prostitution ?

Le gouvernement de la Thaïlande vient de s'élever contre une qualification relative à la capitale du pays insérée dans le Dictionnaire de Langue et de Culture anglaise publié à Londres par Longman. Dans la dernière édition de cet ouvrage, il est écrit que cette ville est « souvent citée comme un lieu où exercent de nombreuses prostituées ».

Assiégée ainsi mise en cause a déclaré vendredi 2 juillet que les définitions de ses dictionnaires « n'essayaient pas de refléter la réalité telle que l'on voudrait qu'elle soit mais telle qu'elle est ». Chaque définition, a-t-elle précisé, est vérifiée par les avocats de Longman avant publication. — (AFP.)

JAPON : l'opposition rejette toute coalition avec le PLD. — Sept chefs de parti japonais ont déjà rejeté toute coalition avec le Parti libéral-démocrate (PLD), conservateur, au pouvoir depuis 1955) après les législatives qui doivent avoir lieu le 18 juillet. En réponse à une telle offre, implicitement formulée vendredi 2 juillet par le premier ministre sortant Miyazawa, le parti socialiste, principale formation d'opposition, le Parti socialiste démocratique et le Komito (centristes) ainsi que le Parti communiste ont refusé. Trois autres formations — deux groupes ayant fait dissidence il y a peu du PLD (le Parti pionnier et le Parti de la renaissance) ainsi que le Nouveau Parti du Japon, créé en 1992, aussi par un ancien du PLD — avaient par avance annoncé leur refus d'une telle coalition. — (Reuters.)

PAKISTAN : l'armée souhaite des élections anticipées. — Les forces armées pakistaises, jusque-là demeurées neutres dans le conflit entre le président Ishaq Khan et Nawaz Sharif, chef du gouvernement, font pression sur le premier ministre afin qu'il accepte des élections anticipées, a appris l'Agence France Presse, samedi 3 juillet. Les chefs de corps d'armée, qui se sont réunis jeudi près d'Islamabad, souhaitaient par un tel scrutin soit organisé par un gouvernement intérimaire dirigé par M. Sharif. Le gouvernement conditionnerait son acceptation de la formule au départ de M. Khan et à la mise en place de gouvernements neutres dans les quatre provinces du pays.

RAYONNAGES
BIBLIOTHÈQUES À VOS MESURES



PRIX TRÈS COMPÉTITIFS
25 années d'expérience
R.M. LEROY, éditeur - 231, av. de Malin, 75014 Paris. M. Albert - Tél. : 45-48-57-48.

Le Monde
EDITIONS

NIPPON
LE JAPON DEPUIS
1945
William Horsley,
Roger Buckley

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Le Monde
L'ÉCONOMIE

مكتبة العالم

embascade à Mogadiscio

l'accusé d'être responsable casques bleus » italiens

[illegible]

a. société sans vivre
le et se sont donc
été sur l'objet de
marchés transpire à
tous des forces de
bonn. Les entreprises
industrielles, selon le
pourcentage industriel.
bretons, A. Pouché, le
à défendre le com-
mun en Somme; un
indien aux représen-
tations de la ville.

ASIE

THAILANDE

**Bangkok est-elle
une ville
de prostitution?**

[illegible]

NOTIFICATION

1. *La prima*
 2. *La seconda*
 3. *La terza*
 4. *La quarta*
 5. *La quinta*
 6. *La sesta*
 7. *La settima*
 8. *La ottava*
 9. *La nona*
 10. *La decima*
 11. *La undicesima*
 12. *La dodicesima*
 13. *La tredicesima*
 14. *La quattordicesima*
 15. *La quindicesima*
 16. *La sedicesima*
 17. *La sedicesima*
 18. *La sedicesima*
 19. *La sedicesima*
 20. *La sedicesima*
 21. *La sedicesima*
 22. *La sedicesima*
 23. *La sedicesima*
 24. *La sedicesima*
 25. *La sedicesima*
 26. *La sedicesima*
 27. *La sedicesima*
 28. *La sedicesima*
 29. *La sedicesima*
 30. *La sedicesima*
 31. *La sedicesima*
 32. *La sedicesima*
 33. *La sedicesima*
 34. *La sedicesima*
 35. *La sedicesima*
 36. *La sedicesima*
 37. *La sedicesima*
 38. *La sedicesima*
 39. *La sedicesima*
 40. *La sedicesima*
 41. *La sedicesima*
 42. *La sedicesima*
 43. *La sedicesima*
 44. *La sedicesima*
 45. *La sedicesima*
 46. *La sedicesima*
 47. *La sedicesima*
 48. *La sedicesima*
 49. *La sedicesima*
 50. *La sedicesima*
 51. *La sedicesima*
 52. *La sedicesima*
 53. *La sedicesima*
 54. *La sedicesima*
 55. *La sedicesima*
 56. *La sedicesima*
 57. *La sedicesima*
 58. *La sedicesima*
 59. *La sedicesima*
 60. *La sedicesima*
 61. *La sedicesima*
 62. *La sedicesima*
 63. *La sedicesima*
 64. *La sedicesima*
 65. *La sedicesima*
 66. *La sedicesima*
 67. *La sedicesima*
 68. *La sedicesima*
 69. *La sedicesima*
 70. *La sedicesima*
 71. *La sedicesima*
 72. *La sedicesima*
 73. *La sedicesima*
 74. *La sedicesima*
 75. *La sedicesima*
 76. *La sedicesima*
 77. *La sedicesima*
 78. *La sedicesima*
 79. *La sedicesima*
 80. *La sedicesima*
 81. *La sedicesima*
 82. *La sedicesima*
 83. *La sedicesima*
 84. *La sedicesima*
 85. *La sedicesima*
 86. *La sedicesima*
 87. *La sedicesima*
 88. *La sedicesima*
 89. *La sedicesima*
 90. *La sedicesima*
 91. *La sedicesima*
 92. *La sedicesima*
 93. *La sedicesima*
 94. *La sedicesima*
 95. *La sedicesima*
 96. *La sedicesima*
 97. *La sedicesima*
 98. *La sedicesima*
 99. *La sedicesima*
 100. *La sedicesima*

[illegible]

The first thing I noticed when I stepped out of the car was the smell of the sea. It was a salty, fresh, and slightly pungent odor that I had never experienced before. The air was thick with the scent of salt and the sound of waves crashing against the shore. I had heard that the beach was beautiful, but I had no idea how beautiful it would be. The sand was soft and white, and the water was a deep, vibrant blue. I had heard that the beach was beautiful, but I had no idea how beautiful it would be.

的... .. 世界... ..

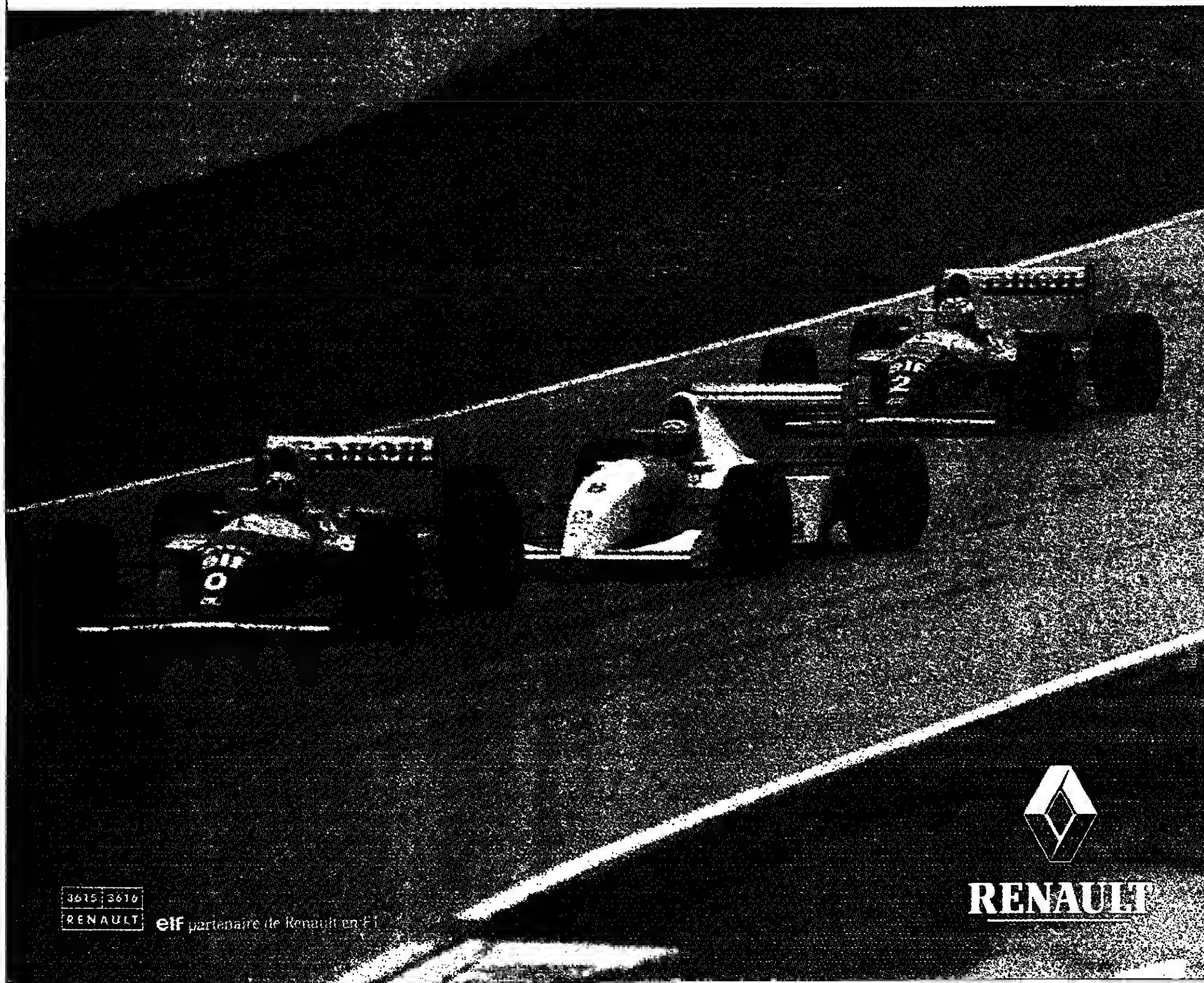
Le gouvernement britannique veut de ce dictionnaire une qualification internationale, comme du passé, comme du présent. Le Dictionnaire des mots anglais dans la culture anglaise par exemple, est paru pour la première fois en 1967. Le deuxième, édité par le même auteur, est paru en 1974. Le troisième, édité par le même auteur, est paru en 1978. Le quatrième, édité par le même auteur, est paru en 1981. Le cinquième, édité par le même auteur, est paru en 1984. Le sixième, édité par le même auteur, est paru en 1987. Le septième, édité par le même auteur, est paru en 1990. Le huitième, édité par le même auteur, est paru en 1993. Le neuvième, édité par le même auteur, est paru en 1996. Le dixième, édité par le même auteur, est paru en 1999. Le onzième, édité par le même auteur, est paru en 2002. Le douzième, édité par le même auteur, est paru en 2005. Le treizième, édité par le même auteur, est paru en 2008. Le quatorzième, édité par le même auteur, est paru en 2011. Le quinzième, édité par le même auteur, est paru en 2014. Le seizième, édité par le même auteur, est paru en 2017. Le dix-septième, édité par le même auteur, est paru en 2020. Le dix-huitième, édité par le même auteur, est paru en 2023. Le dix-neufième, édité par le même auteur, est paru en 2026. Le vingtième, édité par le même auteur, est paru en 2029.

Le JAPON : l'opposition rest
 sous contrainte avec le P.D., le
 chef de parti socialiste a été
 repêché toute coalition avec le
 libéral démocrate, le parti
 seigneur, du parti socialiste
 dans les législatives, les
 assurent le P.D. japonais
 à une telle alliance, mais
 formule vendée, le parti
 premier ministre, le parti
 zawa, le parti socialiste
 information d'appuyer le parti
 socialiste démocrate, le
 Komeito, le parti social
 Trois autres groupes
 Parti communiste, le parti
 groupes ayant des liens
 peu du P.D. de la gauche
 le Parti de la république
 que le Mouvement pour
 créés en 1942 pour le
 du P.D. - le parti social
 annonce leur retour en
 coalition.

Le PALESTIN, l'empire arabe
 des théologiens musulmans, les
 locaux arabes musulmans, les
 que-à-dire les musulmans, les
 confins entre les musulmans
 Khan et Agouti, les musulmans
 pour le moment, les musulmans
 premier, le premier, le premier
 des élections, les élections, les
 l'Agence, l'Agence, l'Agence
 à l'Agence, les élections, les
 entre, les élections, les élections
 d'Almarchad, les élections, les
 les élections, les élections, les
 Gouvernement, les élections, les
 par le Khan, les élections, les
 les élections, les élections, les
 la figure, les élections, les
 et à la fin, les élections, les
 les élections, les élections, les
 les élections, les élections, les
 les élections, les élections, les

Formule 1 GRAND PRIX DE FRANCE

**Notre sens de l'hospitalité
nous interdit de laisser nos
invités s'ennuyer.**



3675	3676
------	------

RENAULT

est le partenaire de Renault en E

RENAULT

POLITIQUE

Les « états généraux » des socialistes à Lyon

La préparation d'un nouveau projet du PS ne fait pas oublier la recherche d'équilibres internes

La première journée des « états généraux » des socialistes, réunis près de Lyon, vendredi 2 juillet, a été occupée par l'expression des quelque trois mille délégués, qui se sont répartis en différents « forums » après le bref discours introductif de Michel Rocard (le Monde du 3 juillet). Les échanges entre les participants, sur les thèmes les plus divers - projet de parti, stratégie et alliances, politique européenne et internationale, n'ont pas fait oublier la recherche de nouveaux équilibres internes, qui s'est centrée principalement sur la question d'une réforme éventuelle des règles de fonctionnement du parti. Les délégués devaient retrouver ce débat, samedi, en séance plénière, après avoir accueilli les représentants des partis étrangers.

LYON

de nos envoyés spéciaux

Il y a trois ans, au congrès de Rennes, lorsqu'un des principaux dirigeants du Parti socialiste entraînait ou sortait de la salle des séances, il était entouré d'un essaim de caméras de télévision, d'écriteurs et de photographes. La vedette la plus recherchée était alors Laurent Fabius, qui ne dédaignait pas de jouer de ce privilège en allant et venant pendant que parlait à la tribune l'un de ses adversaires. Vendredi, aux « états généraux » de Lyon, le député de Seine-Maritime, arrivé dans l'après-midi, s'est montré agacé par l'empressement des médias audiovisuels autour de lui. « Je suis venu pour écouter », a-t-il souligné, avant d'aller s'asseoir modestement, comme d'autres responsables, dans le hall où l'on discutait, alors, d'un « projet » du PS.

Tout est fait dans le parc des expositions de Chassieu, pour que les délégués - militants du PS pour les quatre cinquièmes, sympathisants pour le reste - occupent le devant de la scène. A eux la parole, sur eux les feux de la rampe, pour eux l'organisation des travaux,

conçue de telle sorte que personne n'occupe exagérément la tribune, ni ne puisse attirer sur lui, au-delà de quelques minutes, l'attention des auditeurs. Il n'y a d'ailleurs pas de tribune dans l'espace aménagé spécialement pour les séances plénières, mais un bureau pour le président de séance et, au milieu des travées occupées par les délégués, cinq pupitres avec micro pour ceux qui veulent donner leur point de vue. Dans les autres salles où avaient lieu les débats en commission, qui ont occupé la première journée, les occupants de l'estrade étaient seulement chargés de prendre note des observations, critiques, suggestions ou propositions faites par les intervenants.

Reine de quelques jours, la « base » ne boude pas l'honneur qui lui est fait. D'un forum à l'autre - ils étaient au nombre de cinq, portant sur le bilan du PS au pouvoir, son identité et son projet, sa stratégie et ses alliances, les questions internationales et l'organisation du parti - les délégués, qui s'étaient déjà exprimés dans plus d'un millier de contributions fédérales ou individuelles, ont fait entendre leur jugement sur le passé et leurs espoirs pour l'avenir. Parce que la défaite de mars dernier est imputée aux dirigeants, leur procès, brutal ou oisif, est présent dans la plupart des interventions, mais l'auto-critique n'en est pas absente. Des phrases telles que « nous n'avons pas pu », « pas su », « pas voulu », « pas compris » s'entendaient presque aussi souvent que celles qui commençaient par « les élus... », « les ministres... », « les chefs... », « le sommet... ».

L'expérience du pouvoir intégrée

Curieusement, la commission chargée du bilan a été la moins fréquentée, ce dont Jean Glavany, porte-parole de la direction nationale, s'est félicité en y voyant « un signe encourageant » : les socialistes ne sont pas menacés de ressassement morbide, ils ont intégré l'expérience du pouvoir et veulent se tourner vers l'avenir. Quelques tentatives d'analyse du passé - 1993 est-il la conséquence des promesses non tenues en 1983 ou de la timidité des années 1988-1991 ? - sont restées sans suite. Cependant, la mise en cause de l'exercice du pou-

voir s'est faite autrement, à travers les débats sur le projet et sur le parti. Ce dernier forum a attiré bon nombre de délégués, assidus malgré la chaleur et le caractère parfois répétitif des échanges. La base révélait là une autre visage : celui de militants ou de sympathisants politiques attentifs aux questions de pouvoir, en termes non pas d'hommes, mais d'équilibres entre les courants, les appareils nationaux ou fédéraux, les élus et les adhérents, la province et Paris, les dirigeants et les sans grade, les candidats à des fonctions électorales ou gouvernementales et les groupes de pression.

C'est dans cette commission qu'est apparu le principal enjeu de ces « états généraux », qui est la constitution d'une nouvelle majorité au sein du PS pour les années à venir. Si des problèmes de fond, comme la définition de ce que peut être un militantisme de gauche dans la société d'aujourd'hui, ont été soulevés par les intervenants, leur solution a été recherchée, comme de juste, dans l'aménagement des règles de fonctionnement du parti. Faut-il conserver ou non l'organisation en courants, traditionnelle et consacrée par l'instauration de la représentation proportionnelle au congrès d'Épinay, en 1971 ? Faut-il lui substituer, par exemple, un scrutin majoritaire, un système dans lequel la direction s'appuierait sur les fédérations ?

Les partisans des courants ont plaidé qu'ils assurent l'unité du parti en permettant l'expression des minorités. Y renoncer installerait « le risque de scission », a affirmé Daniel Vaillant (Avenir socialiste, courant regroupant les anciens jospinistes), responsable des fédérations au sein de la direction nationale. Patrick Méseux, au nom de la direction fédérale des Bouches-du-Rhône, qui doit faire face aux pressions centrifuges exercées par les lieux de pouvoir que sont la mairie de Marseille et le conseil général, sans compter l'attraction, jusqu'à ce jour, de Bernard Tapie - a soutenu la même thèse. Jacques Navarro, au nom de celle de l'Hérault et pour des raisons comparables, est allé dans le même sens. Jean-Marie Le Guen, premier secrétaire de la fédération de Paris, refuse « que le parti soit

dirigé par quelques grosses fédérations et les fédérations par quelques grosses sections ».

Le dirigeant de l'une des « grosses fédérations » ainsi mises en cause, Bernard Roman, premier secrétaire de celle du Nord, s'est défendu des intentions qui lui sont prêtées, ainsi qu'à Daniel Percheron, son homologue du Pas-de-Calais. Tous deux ont dénoncé les trois principaux courants du congrès de Rennes, ceux de Laurent Fabius, de Lionel Jospin (devenu Avenir socialiste depuis le retrait de son chef de file) et de Michel Rocard, « qui ne sont plus, a-t-il dit, des courants d'idées et qui doivent mourir si nous voulons le pluralisme des idées et non plus celui des ambitions ». « Nous n'avons pas besoin d'un repli, mais d'une véritable refondation », a déclaré M. Roman, en proposant que le document de synthèse des « états généraux » soit pris pour base unique du congrès d'octobre prochain et qu'ainsi le futur conseil national ne soit plus composé à la proportionnelle des mandats recueillis par différentes motions, mais du scrutin majoritaire par les congrès régionaux. L'ancien conseil national ne comprendrait pas plus d'un tiers de membres désignés sur la base de motions, les deux autres tiers étant par les militants au scrutin majoritaire.

Les rocardiens hésitent. Alliés, depuis le 3 avril dernier, à deux courants, Avenir socialiste et la Gauche socialiste, qui tiennent à demeurer ce qu'ils sont, ils considèrent avec méfiance l'offensive du Nord-Pas-de-Calais. La solution « n'est pas encore trouvée », indiquait Jean-Paul Huchon, second de Michel Rocard, vendredi soir. Alors que les négociations ont commencé sur le dosage du futur conseil national, notamment avec les fédérations, certains proches du président de la direction nationale voient dans l'insistance de M. Roman et Percheron une simple montée des enchères, destinée à garantir la représentation de leur fédération sans avoir à en passer par les dirigeants du courant. Les réunions, officielles ou officieuses, organisées par ces derniers, suffisent à démontrer, en tout cas, que le « basisme » des assises de Lyon ne doit pas faire oublier les réalités des rapports de pouvoir dans le parti.

Réaffirmer

« les valeurs de la gauche »

La commission identité-projet en a donné une autre illustration portant, cette fois, non plus sur les institutions, mais sur les sensibilités des différents groupes sociaux ou socioprofessionnels qui s'y reconnaissent. « Il s'agit de vérifier si ce que nous avons lu correspond bien à ce que vous avez vécu », a-t-il précisé. Henri Nallet, responsable de la commission, a beaucoup de militants sortis du cadre fixé par le rapporteur, qui avait marqué les quatre points cardinaux d'un « pré-projet de rapport ». Allègrement, les orateurs ont pioché dans le bilan de la gauche au pouvoir, dans le fonctionnement du PS, pour souligner leurs attentes, leurs insatisfactions.

Globalement, malgré quelques envoies particulières sur des questions très ciblées, les militants ont confirmé, par la nature de leurs interventions, le constat préalable établi par Henri Nallet. L'ancien ministre de la Justice avait été « frappé par les très grandes convergences dans le ton et dans les pos-

itions », qu'il avait relevées dans les contributions des fédérations. « Les analyses de courant n'auraient-elles disparu », s'est interrogé M. Nallet. Ou est-ce la pratique du pouvoir qui n'a poussé à ce même regard ?

Cette « culture de gouvernement », cette « culture des décisions », ont sûrement été interrogées par les militants, qui n'ont pas toujours répondu, dans leurs propositions, à l'appel de Michel Rocard pour des « utopies concertées ». Les orateurs ont plutôt réaffirmé « les valeurs de la gauche » - laïcité, humanisme et justice sociale - qu'ils ont associées à celles de la République. Ils ont répété leurs « exigences démocratiques » pour plus de dialogue entre les citoyens et les élus, ont dénoncé, presque unanimement, le cumul des mandats, en nombre et dans le temps, « les excès de la délégation et la captation du pouvoir par les technocrates ».

Le souci d'une « conception ambitieuse de la citoyenneté » s'est aussi traduit par la volonté de « privilégier l'échelon local », tout en « repensant la décentralisation ». Des militants ont regretté « les déviances » des lois de 1982, d'autres, plus rares, ont proposé de développer le rôle des régions, alors que certains insistent sur la déconcentration des services de l'État. Une enseignante a même défendu, sans que cela ne provoque de réactions à vie, « l'autonomie des établissements scolaires », thème jusqu'alors presque tabou.

La méfiance à l'égard des alliés possibles

Si l'évolution des institutions a été soulevée à plusieurs reprises, rien n'a été tranché dans la nature du régime à proposer, l'équilibre des pouvoirs entre le président de la République et le Parlement. L'emploi, « postulat central auquel dérivent les lois de 1982 », d'autres, plus rares, ont proposé de développer le rôle des régions, alors que certains insistent sur la déconcentration des services de l'État. Une enseignante a même défendu, sans que cela ne provoque de réactions à vie, « l'autonomie des établissements scolaires », thème jusqu'alors presque tabou.

Mêmes recherches autour du thème de l'immigration. L'affirmation des principes (« il faut une politique volontariste d'intégration ») et la critique de l'action de Charles Pasqua restent en ciment pour les socialistes, mais certains n'hésitent plus à soutenir des intentions plus fermes sur le respect des lois républicaines, comme la condamnation de la polygamie, et des « contrôles plus stricts aux frontières au profit de immigrés qui travaillent légalement ». Un militant, océanographique, a regretté que son parti n'évoque plus le droit de vote pour les résidents étrangers.

Ces nombreuses interventions n'ont pas fondamentalement remis en cause le pré-rapport proposé par M. Nallet. Mais des remarques ont souligné les faiblesses. Ainsi, la volonté de mieux articuler le pouvoir politique et le mouvement social se heurte, pour un militant, à « la quasi-disparition des syndicats ». Deux lacunes ont été relevées : le manque de référence à l'aménagement du territoire et l'absence du mot écologie.

Les militants socialistes, en revanche, semblent moins désireux de répondre d'emblée à la question des alliances. Selon le rapport établi sur la base d'une vingtaine de contributions fédérales, par la commission présidée par Philippe

Bassin, ils préfèrent au préalable redéfinir l'identité du PS et son projet avant de s'engager avec de nouveaux partenaires. Selon le mot d'un militant de Seine-Maritime, « si le projet est bon, nous aurons des alliés ». « Il n'y a que quand on est faible qu'on se met en quête d'alliances », a estimé la fédération du Gers, dans la phase de préparation des « états généraux ». « Les alliances doivent être recherchées avec le mouvement social », a indiqué la fédération de Haute-Garonne, tandis que celle de l'Essonne précisait que « les alliances ne peuvent être conçues simplement comme un accord de partis ».

Il est vrai que, s'ils veulent « renouer avec le mouvement social, syndical et associatif », les militants socialistes demeurent fort réservés sur leurs partenaires politiques éventuels. Seuls les radicaux de gauche échappent à ce sentiment de méfiance. Mais, pour le reste, les centristes sont rejetés à droite, les écologistes jugés peu fiables, les communistes tout juste fréquentables. Encore faut-il s'entendre sur les mots : la base socialiste est naturellement disposée à s'ouvrir à toutes les composantes du « peuple de gauche », à leurs alliés - démocrates de progrès, chrétiens sociaux - et à tous les acteurs de la transformation sociale, mais elle se méfie de l'attitude des responsables centristes ou écologistes et de l'appareil du PC.

Davanage, encore que les contributions départementales, fortement synthétisées, les délégués des « états généraux » ont sévèrement jugé le comportement des ministres centristes qui « une fois au pouvoir cautionnent les excès les plus durs de la politique de la droite ». Le principe du « à gauche ni droite », cher aux écologistes, leur est manifestement resté en travers de la gorge. Dans le meilleur cas, « les écologistes sont de gauche, mais ils ne le savent pas encore », dans le pire, ce ne sont que « des sectes, qui feraient mieux d'aller jouer en forêt » et qui ne méritent pas de constituer un parti politique.

Bref, tout se passe comme si le PS n'avait pas de partenaire digne de lui. Seul, un sympathisant des Pyrénées-Atlantiques, lui-même exclu du parti, après vingt-deux ans de militantisme, pour avoir passé un accord dans sa commune avec un maire centriste, a observé : « La stratégie d'hégémonie nous a pourtant déjà beaucoup coûté. On ne peut pas rester figé dans une stratégie dogmatique. Il faut lui substituer une stratégie par objectifs ».

BRUNO CAUSSE
PATRICK JARREAU
et JEAN-LOUIS SAUX

■ Jean-Pierre Chevènement dénonce la « parodie de démocratie ». — Pour Jean-Pierre Chevènement, les « états généraux » des socialistes constituent une « parodie de démocratie ». Affirmant « ne rien [en] attendre », le président du Mouvement des citoyens a estimé, vendredi 2 juillet, que le « basisme » qui a présidé la préparation de ces « états généraux » est « le masque de la fuite devant leurs responsabilités » des dirigeants socialistes. L'ancien ministre a, d'autre part, indiqué qu'il conduira « probablement » une liste aux élections européennes de 1994 afin qu'un « non-citoyen à Maastricht puisse s'exprimer ».

■ Saint-Tropez (Var) : annulation des élections municipales. — Dans un jugement rendu vendredi 2 juillet, le tribunal administratif de Nice a annulé les élections municipales partielles de Saint-Tropez (Var), qui avaient vu, le 2 mai dernier (le Monde du 4 mai), le succès de la liste dirigée par Jean-Michel Conve (RPR), conseiller général, député et ancien maire, avec cinquante-deux voix d'avance sur la liste du maire sortant, Alain Spada (div. d.). Cette décision est fondée sur le fait que le sous-préfet de Draguignan avait convoqué les électeurs de façon prématurée au lieu d'attendre que le juge administratif ait définitivement tranché un contentieux concernant l'installation d'un conseiller municipal. M. Conve a annoncé son intention d'interjeter appel du jugement devant le Conseil d'État. (Corresp. rég.)

Au-delà de la social-démocratie

Suite de la première page

La chute des régimes communistes a confirmé qu'il était décidé, mais vain de prétendre rompre avec l'économie de marché.

Ainsi le PS s'est-il trouvé deux fois de suite en retard sur son temps. D'abord en restant fidèle à une idéologie que la plupart de ses homologues européens ont rejeté bien avant lui sans beaucoup d'états d'âme. Ensuite en se ralliant à la social-démocratie au moment même où celle-ci donnait des signes de faiblesse. A peine avait-il réussi, par une laborieuse et salutaire effort sur lui-même, à se doter d'une doctrine mieux adaptée aux réalités du monde moderne qu'un deuxième effort lui était demandé pour aller plus loin dans la révision de ses idées.

Nouvelles formes de solidarité

Il ne suffit pas aux socialistes d'affirmer qu'à défaut de renouer avec les lois du marché ils entendent, comme le déclarait Michel Rocard au Figaro du 2 juillet, leur imposer « les inflexions nécessaires afin de répondre aux grandes angoisses sociales ».

Le président de la direction nationale du PS a sans doute de bonnes raisons de penser que « la

crise est celle du modèle libéral », mais il ne saurait se borner à rendre hommage au « modèle social-démocrate », qui permet, dit-il, « la négociation partenariale permanente entre les acteurs sociaux et la puissance publique ». Car cette stratégie a montré ses limites.

Assurant « l'intégration des classes laborieuses » à l'ordre industriel contre un accroissement de la protection dont elles bénéficient, comme l'écrit le sociologue Jacques Donzelot dans le même numéro de *Vendredi-Les*, les mécanismes de solidarité mis en place par les pouvoirs publics, outre leur coût croissant, se sont révélés incapables de répondre aux besoins des « exclus », dont le nombre n'a cessé d'augmenter.

L'une des tâches assignées aux socialistes est donc de réévaluer leur conception de la solidarité afin d'abolir la frontière « entre les ayants droit de l'ancien mode de production et les sans-droits du nouveau monde industriel ». Jacques Donzelot mentionne, à titre d'exemples, le RMI, la CSG et la dotation de solidarité urbaine. Certes ces exemples ressemblent beaucoup à une défense et illustration du rocardisme, mais ils ouvrent quelques pistes. Il en va de même du partage du travail, qui rompt avec une certaine tradition

syndicale constitutive de la social-démocratie et qui, de slogan vague, peut devenir, sous des formes restant à définir, un projet fort.

La question est de savoir si ces idées peuvent aider à reconstruire l'identité de la gauche, au moment où une partie de la droite, derrière Philippe Seguin, s'intéresse aux mêmes thèmes. On comprend que Michel Rocard ait choisi de contrer assez rodemment l'ancien ministre des affaires sociales (le Monde du 3 juillet), même s'il ne l'attaque que sur le protectionnisme. Car Philippe Seguin, en réclamant un « changement de modèle » et en appelant à un « nouveau pacte social » (le Monde du 18 juin), exprime des préoccupations et formule des solutions qui ne sont pas étrangères de celles de l'ancien premier ministre. Face à cette concurrence, les états généraux du PS ont notamment pour objectif de rétablir, sur ce terrain, la crédibilité des socialistes.

THOMAS FERENCZI

Charles Pasqua devant la presse étrangère

« A quoi reconnaît-on un étranger ? »

« A quoi reconnaît-on un étranger ? », s'est demandé Charles Pasqua, jeudi 1^{er} juillet, lors d'un dîner avec les représentants de la presse étrangère à Paris. Revendicant sur le débat qui n'était engagé, devant la commission des lois du Sénat, à propos de l'amendement Marsaud (le Monde du 25 juin), le ministre de l'Immigration a raconté le dialogue qui n'était alors engagé entre les sénateurs et lui-même : « Naturellement, il n'est pas question de dire qu'on reconnaît un étranger parce qu'il n'a pas notre couleur de peau ou parce qu'il n'a pas tout à fait notre visage. Alors, on le reconnaît à quoi ? On pourrait

dire : il porte des pantalons de golf, il lit le Washington Post, etc. Mais si vous avez n'importe quelle nationalité, il suffirait qu'il mette un béret basque, qu'il se mette une flûte de pain sous le bras et une bouteille de vin rouge, tout le monde penserait qu'il est français », a ajouté M. Pasqua, très en verve.

« Alors, moi, j'ai trouvé que cette espèce d'énumération était stupide, a-t-il poursuivi. A quoi reconnaît-on un étranger ? Au fait qu'il n'est pas Français. [Les sénateurs] m'ont dit : comment sait-on qu'il n'est pas français ? J'ai dit : en lui demandant ses papiers ».

Aussi M. Pasqua a-t-il approuvé la nouvelle rédaction de l'amendement Marsaud par la commission des lois du Sénat (le Monde du 2 juillet). Cependant, le ministre de l'Intérieur a critiqué le ministre de la Justice Pierre Méhaignerie pour l'attitude qu'il avait adoptée dans cette affaire. « Si la disposition qui a fait tiquer [M. Méhaignerie] était tellement inquiétante, a dit M. Pasqua, il aurait mieux valu qu'il ne la propose pas lui-même à l'origine ». M. Méhaignerie avait rendu public une lettre au premier ministre contestant la rédaction initiale de l'amendement Marsaud qui avait été adoptée par les députés.

POLITIQUE

La majorité sénatoriale partiellement entachée

La direction de la gauche

Les refus de

RES POLITIQUES

TUSION DEVINCE

Les refus de

POLITIQUE

La réforme du statut de la Banque de France

La majorité sénatoriale ne donne que partiellement satisfaction au gouvernement

Le Sénat a adopté, dans la nuit du vendredi 1^{er} au samedi 2 juillet, par 225 voix contre 89, le projet de loi accordant l'autonomie à la Banque de France. Il a amendé, parfois contre l'avis du gouvernement, le texte adopté à l'Assemblée nationale. Le RPR et l'UDF ont voté pour, le PS et le PC contre.

« Vu l'urgence et la nécessité, la commission des finances a fait tout ce qu'elle a pu pour concilier les points de vue. Que le gouvernement n'en tire pas pour conséquence que les marges de manœuvre du Parlement doivent être contenues dans des limites très étroites. La conclusion du rapporteur général de la commission des finances du Sénat, Jean Arthuis (UDF, Mayenne), donne le ton de l'ambiance qui a régné pendant le débat sur le projet de loi réformant le statut de la Banque de France pour en faire une institution indépendante, conformément aux engagements pris dans le cadre du traité de Maastricht sur l'union économique et monétaire.

L'opposition sénatoriale avait cessé l'obstruction qui avait prévalu ces derniers jours sur la proposition de réforme de la loi Falloix. Mais dès le début de la discussion, jeudi soir, les relations s'étaient tendues entre un ministre de l'économie, Edmond Alphandery, qui paraissait crispé et peu enclin au dialogue, et une commission des finances qui, par la voix de son rapporteur, menait la fronde avec le dépôt d'une cinquantaine d'amendements, dont certains modifiaient profondément le projet gouvernemental (le Monde du 3 juillet).

Alors que jeudi dans la nuit, M. Alphandery avait envisagé un vote bloqué, l'autorisation à ne retenir que les amendements qui lui agréaient, des tractations ont couru jusqu'à vendredi au matin. Un accord a été trouvé, mais il n'a pas permis d'éviter un conflit avec la majorité sénatoriale. Un conflit qui aurait été d'autant moins flatter que M. Alphandery et Jean Arthuis sont tous deux centristes.

Chacun a sauvé la face : le

La direction du Trésor critiquée

D'entres sont passés, contre l'avis du gouvernement qui espère maintenant que la commission mixte paritaire, entre députés et sénateurs, rectifiera le tir. Les sénateurs ont ainsi exclu le vice-président du Conseil d'Etat de la liste des autorités habilitées à désigner les candidats pour occuper le poste de directeur du Trésor. Sensibles aux arguments de Paul Lorient qui dénonçait l'offensive de la profession bancaire contre la Banque de France, ils ont refusé d'adopter un amendement autorisant à poursuivre cette activité, contre l'avis du gouvernement.

Il n'y avait pas de vrai clivage entre pro-Maastricht et anti-Maastricht, ni sein de la majorité, à la différence de ce qui s'était passé à l'Assemblée. Seul le RPR Emmanuel Hsmel (Rhône) exprimait son refus de « l'abandon des prérogatives gouvernementales, une étape sur la échelle chassée de Maastricht ». Pour le reste, l'hostilité politique au projet venait des sénateurs communistes et socialistes. Paul Lorient (Essonne), chèvènementiste convaincu, assurait avec assiduité la défense de la quasi-totalité des amendements de ses « amis » socialistes qui avaient déserté les bancs du Sénat pour les états généraux lyonnais.

A droite, la critique était ailleurs, souvent plus technique, voire corporatiste, que politique. M. Arthuis déplorait que le projet de loi déposait largement le cadre de l'indépendance de la Banque de France : « L'adaptation aux exigences européennes représente dix articles seulement sur les trente-six que comporte le

texte. » Et beaucoup considéraient que la direction du Trésor en profitait pour régler ses comptes avec la Banque de France, notamment en essayant de lui enlever ses prérogatives dans le contrôle des établissements de crédits.

Plusieurs dispositions du texte visent en effet des activités qui ne relèvent pas de la mission confiée à la Banque de France en matière de politique monétaire. Parmi celles-ci, la tenue des comptes de clientèle pour particuliers a suscité de véritables vociférations d'avocats chez les sénateurs de tous bords, sondaient sonciers de préserver un secteur pourtant marginal pour la Banque de France et que le ministre souhaitait gélir. En bons défenseurs des collectivités locales, les sénateurs prirent fait et cause pour une activité qui, avec quelque 200 comptoirs et 1 100 personnes, entretient le tissu régional. Sensibles aux arguments de Paul Lorient qui dénonçait l'offensive de la profession bancaire contre la Banque de France, ils ont refusé d'adopter un amendement autorisant à poursuivre cette activité, contre l'avis du gouvernement.

Jean-Pierre Fourcade (R1, Hauts-de-Seine), qui avait fait une réapparition nocturne dans l'hémicycle, profita du flottement qu'il sentait passer dans l'assistance pour prêter main forte au ministre : « Il y a comme un parfum de démagogie que je trouve bizarre. Nous sommes en train de débattre du statut d'une grande institution et voilà que nous discutons du point essentiel de savoir si la Banque de France continuera à avoir une clientèle particulière. Il faut s'en tenir là et soutenir la position actuelle du gouvernement. »

Cela eut le don de détendre l'atmosphère. Fatigués, par leur deuxième nuit de discussion sur un texte technique, les sénateurs furent plus expéditifs dans l'examen des derniers articles. A 2 h 30 du matin, le texte était adopté.

CLAIRE BLANDIN

COMMUNICATION

En adoptant une retouche à la loi du 4 janvier 1993

L'Assemblée nationale tente de concilier liberté de la presse et respect de la présomption d'innocence

L'Assemblée nationale a adopté, dans la nuit du jeudi 1^{er} au vendredi 2 juillet, en première lecture, la proposition sénatoriale modifiant la réforme du code de procédure pénale établie par la loi du 4 janvier 1993, un amendement qui modifie sensiblement l'une des dispositions que cette loi avait retenues à l'encontre de la presse, dans le souci d'assurer au citoyen le respect de la présomption d'innocence.

Tel qu'il résulte de l'article 47 de la loi du 4 janvier 1993, l'article 9,

alinéa 1 du code civil indique actuellement : « *Chacun a droit au respect de la présomption d'innocence. Lorsqu'une personne est, avant toute condamnation, présentée publiquement comme étant coupable de faits faisant l'objet d'une enquête ou d'une instruction judiciaire, le juge peut, même en référé, ordonner l'insertion d'une rectification ou la diffusion d'une communication aux fins de faire cesser l'atteinte à la présomption d'innocence.* »

Or, les premières décisions de

justice rendues en vertu d'une interprétation littérale de ce texte ont mis en évidence - notamment aux dépens de la Voix du Nord en février, de Nice-Matin en mars et du Monde en mai - le risque d'accuser la presse à l'impossibilité de rendre compte de nombreux faits divers. A contrario, le tribunal de grande instance de Metz a débouté récemment un homme politique qui avait porté plainte contre l'Est républicain, en se fondant sur la liberté de la presse (le Monde du 24 juin).

« Inciter à la sagesse »

Trois députés de la majorité, Michel Péricard (RPR, Yvelines), Jean-Jacques Hysé (UDF, Seine-et-Marne) et Christian Kert (UDF, Bouches-du-Rhône), ont estimé que, dans sa version présente, l'article 9, alinéa 1 du code civil pouvait « compromettre gravement la liberté de la presse » et ils ont déposé trois amendements identiques visant à limiter explicitement son champ d'application au cas de la personne « placée en garde à vue, mise en examen ou faisant l'objet d'une citation à comparaître en justice ».

D'abord repoussée par la commission des lois constitutionnelles, cette retouche a été approuvée, en séance publique, par les députés présents, avec l'appui du président de cette commission, Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), qui a affirmé avoir « évolué » et qui a souligné la nécessité de « concilier le respect de la présomption d'innocence et la liberté de la presse » tandis que le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, s'en remettait à l'Assemblée. « Certes, il faut inciter la presse à la sagesse », a expliqué M. Mazeaud, mais ne doit-elle pas faire connaître à l'opinion publique que dans telle ou telle affaire il y a des suspects ? »

Il eut ses ventes augmentées de 60 %, pour atteindre aujourd'hui 195 315 exemplaires (dont 39 162 en France), tandis que le chiffre d'affaires publicitaire a doublé ces dix dernières années, jusqu'à représenter 55 % des recettes. Le « Trib » est diffusé simultanément dans cent quatre-vingt-un pays, sur trois continents, grâce à onze sites d'impression. Le journal est vendu à 69 % en Europe, puis en Asie (23 %), en Amérique du Nord et en Amérique latine (5 %), en Proche-Orient et en Afrique.

Y.-M. L.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6075
HORIZONTALEMENT

I. Pastic que tout le monde déteste. Finalement prête pour le grand jour. - II. Ce pourrait être un endroit idéal pour succéder. Le chlore en est un. La peinture était pour lui un vrai défi. - III. Ousé d'un bouquet. Abréviation. - IV. Ne rde pas que plus en France mais circule toujours ailleurs. Aire liquide. Ne manque donc pas de réserves. - V. Conjonction. Entre dans un marché commun. Prenant une mauvaise direction. En grommelant. - VI. Les régimes comptent beaucoup dans leur alimentation. Éliminée d'un entourage. - VII. Qui ont des collines. Néropolis, sumérienne. - VIII. Héritage n'enrichissent que les convenances. En étage. Il y a des plus dans ses effets. Dans une devise latine prônent la sagesse. - IX. Anglaise, elle manque de chaleur. Sa plante est parfois voisine de l'oignon. - X. Outre son château pour aller en ville. Particulièrement vulnérables. - XI. Préposition. Un jeune l'embrasse avant de le suivre. Produits de la terre. - XII. Partie de la Normandie. Point de départ d'une course quotidienne. Feu vert engageant à circuler. - XIII. Délivres de la corruption. Où les loups ne se mangent pas entre eux. Est empreint de narcissisme. - XIV. Partie du corps. Plus elles nous font tordre et même on a envie de rire. - XV. Traitées en vue d'une amélioration. Voir les choses de haut.

VERTICALEMENT
1. Grands perches. Des grognements répétés répondaient à ses soins. Sa porte d'autant mieux qu'on n'en sent pas le poids. - 2. Poissons. La temps de faire un tour. - 3. On vise sa tête en le chassant. Intersection. La tête des autres. Associe peut-être l'agréable à l'utile. - 4. Émis dans le but de se faire remarquer. Éminences disparues. En France. - 5. Le rideau y est souvent agité pendant que la représentation se prépare. En Belgique. D'un auxillaire. - 6. Ne savent pas compter. - 7. Portent parfois une

Solution du problème n° 6074
Horizontalement
I. Minimum. - II. Érésipèle. - III. Ben. Dent. - IV. Upas. Catin. - V. Ségale. Ml. - VI. Tama. Sec. - VII. St. Aven. - VIII. Othent. - IX. Nigaud. Cl. - X. Noé. Roman. - XI. Ende. Sélé.

Verticalement
1. Rébus. Sonné. - 2. Répétition. - 3. Ménage. Egée. - 4. Ia. Samara. - 5. Nld. Laveur. - 6. Ipéca. Endos. - 7. Mena. Sut. Ma. - 8. Ultime. Cel. - 9. Me. Nicotine.

GUY BROUTY

ut pas oublier

Les élections dans les départements. Les élections départementales ont lieu le 22 juillet. Les élections municipales ont lieu le 29 juillet. Les élections régionales ont lieu le 5 septembre.

Les élections dans les départements. Les élections départementales ont lieu le 22 juillet. Les élections municipales ont lieu le 29 juillet. Les élections régionales ont lieu le 5 septembre.

Les élections dans les départements. Les élections départementales ont lieu le 22 juillet. Les élections municipales ont lieu le 29 juillet. Les élections régionales ont lieu le 5 septembre.

Les élections dans les départements. Les élections départementales ont lieu le 22 juillet. Les élections municipales ont lieu le 29 juillet. Les élections régionales ont lieu le 5 septembre.

Les élections dans les départements. Les élections départementales ont lieu le 22 juillet. Les élections municipales ont lieu le 29 juillet. Les élections régionales ont lieu le 5 septembre.

Les élections dans les départements. Les élections départementales ont lieu le 22 juillet. Les élections municipales ont lieu le 29 juillet. Les élections régionales ont lieu le 5 septembre.

Les élections dans les départements. Les élections départementales ont lieu le 22 juillet. Les élections municipales ont lieu le 29 juillet. Les élections régionales ont lieu le 5 septembre.

Les élections dans les départements. Les élections départementales ont lieu le 22 juillet. Les élections municipales ont lieu le 29 juillet. Les élections régionales ont lieu le 5 septembre.

Les élections dans les départements. Les élections départementales ont lieu le 22 juillet. Les élections municipales ont lieu le 29 juillet. Les élections régionales ont lieu le 5 septembre.

Les élections dans les départements. Les élections départementales ont lieu le 22 juillet. Les élections municipales ont lieu le 29 juillet. Les élections régionales ont lieu le 5 septembre.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Au procès des initiés de l'affaire Pechiney-Triangle

Des mensonges d'honneur...

M. Henri Leclerc et Michel Blum ont plaidé pour Max Théret et Robert Reiplinger devant la 11^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris, vendredi 2 juillet, en conclusion des quatre semaines d'audience du procès Pechiney-Triangle. Les deux financiers ont été accusés d'avoir reçu de Roger-Patrice Pelat une information boursière privilégiée leur permettant de réaliser une plus-value de 9 millions de francs. Le ministère public a notamment requis contre eux trois ans de prison, dont deux avec sursis.

Ah! monsieur le Procureur, que vous êtes beau!... « Vous savez que je vous respecte, vous êtes un grand magistrat », a salué M. Henri Leclerc. Un instant, le public a goûté ce moment rarissime : l'éloge du ministère public par un avocat de la défense, du « bourgeois » par le conseil de la « victime ». « J'ai apprécié votre réquisitoire écrit », a insisté M. Leclerc. Si l'on n'est qu'un seul mot : superbe. Il est écrit d'une plume délicate, alerte, convaincante.

Sur son estrade surplombant la scène, le premier substitut Jean-Claude Marin manifestait par quelques gestes son humilité. Mais quelle audience époustouflante après le feu éteint des reproches de la veille! Quel retournement! Le premier, M. Michel Blum, avocat de Robert Reiplinger, avait donné l'exemple avec une intelligence qui lui permit de s'adresser ensuite d'égal à égal au tribunal. Sa plaidoirie restera un modèle inédit, anticonformiste. Pardonnez à mon client, pleida-t-il sans fard, « parler entrecroisant son honneur ».

« Quand on vous donne raison sur tous les plans, monsieur le Procureur, on en arrive à quelque chose d'explicable », osa M. Blum. « Les faits existaient! Les déclarations de mon client devant la COB et durant l'instruction ne sont pas contradictoires. Les révélations de la presse et la dimension politique de ce dossier nous ont conduits à prendre des positions trop variées, contradictoires. Si je suis convaincu par vos explications, je le dis que M. Edith Bolziste a fait un excellent travail, je suis conduit à faire table rase de ses mensonges et à obligé de m'accrocher aux vérités objectives ».

Ce fut un grand moment que celui où l'on vit s'écrouler les forêts défensives érigées depuis 1988 par Robert Reiplinger et son maître et associé Max Théret. Abandonnés, la fiction d'un coup de Bourse génial sur le titre américain Triangle sur la foi d'une lecture inspirée de la presse financière! Abandonnés, cette fable d'un « dédicé » chez les deux financiers dès le 10 novembre...

Un Cyrano!

Après ce typhon, la reconstruction d'une défense s'imposait. Moins arrogante, plus solide. Ainsi M. Blum nuance-t-il par petites touches les responsabilités de son client, démontrant que Robert Reiplinger bénéficie d'un tuyau, mais incomplet : « Quand l'Elysée hésite à approuver l'achat de Triangle par Pechiney le 17 novembre, il écrit beaucoup. Quand l'Elysée donne son feu vert le 18, il achète peu ». Surtout, ce spéculateur velléitaire précautionneusement à n'acheter le titre qu'en dessous de 11 dollars, alors qu'il s'envolera jusqu'à 56 dollars. Bref, Robert Reiplinger « ne disposait pas d'une information précise ».

S'agissait-il même d'une information imprécise? Non, d'un conseil, rectifia M. Blum, qui accorde - alors que son client s'y refuse - que le message pourrait bien s'appeler Roger-Patrice Pelat. « Un honnête par définition, plaide l'avocat. L'ami du président de la République est à la retraite. Donc, je n'ai pas de raison de me méfier. Et puis il a des rela-

tions. Il dit partout. Il ne va pas me dire n'importe quoi! Sans doute donne-t-il ce tuyau en toute bonne foi. J'ai d'autant moins de raison de me méfier que son conseil concerne une valeur américaine et non une action française... »

Argumentation plausible, sinon toujours convaincante. Argumentation qui était débouchée sur la seule mise en cause du réquisitoire prononcé par le procureur : « Je ne sais pas s'il fallait traiter Robert Reiplinger de prévenu « tringant ». Je ne crois pas qu'il soit un « voyou ». Cet homme renfermé, en prison, souffrant, huitième joueur mondial au bridge, a pris le mal de « tricheur » comme une insulte. S'il se fait par fidélité, on ne doit pas le mépriser ».

Des mots à faire pleurer Reiplinger. Mais déjà M. Leclerc avait bondi. Déjà, il s'inclinait devant le talent du procureur pour mieux faire valoir le sien. Déjà, il comparait le cofondateur de la FNAC à un Cyrano, couvrant avec panache le défilé d'un autre. Déjà, il admettait les mensonges de Max Théret tant il est vrai qu'il existe des mensonges d'honneur...

La politique coûte cher

Max Théret, quatre-vingts ans, l'œil vif, a suivi la démonstration de son ardent défenseur. Un monstre sacré du barreau randolte hommage à une figure de la gauche militante. Sous l'épaisse couverture des dollars et des titres Triangle, M. Leclerc s'est employé à faire rassurer le jeune révolutionnaire, garde du corps de Trotski lors de son séjour en France, combattant dans les Asturies en 1934, engagé dans l'armée républicaine espagnole de 1936 à 1939, résistant dès 1940 dans la France occupée. « Je vais peut-être enfin connaître l'expérience de la prison qui me manquait », a soufflé le prévenu à son conseil.

Avec gaudiosité, on apprit que ce gauchiste tombé dans l'aquarium de la Bourse gardait toujours précieusement serrée dans son portefeuille sa carte des Jeunes socialistes espagnols entre les cartes nettement plus capitalistes de l'American Express et Visa. On comprit aussi que, pour ce vieux fidèle du parti socialiste, l'argent demeurait un moyen. « Il avait le génie de faire sortir l'argent du néant », lui M. Leclerc dans les souvenirs de Fred Zeller, un ami de Théret.

Dès lors, la faute de Max Théret en devenait presque une formalité militante. La politique coûte cher, observa M. Leclerc : « C'est la nef de la guerre! ». Cette certitude affirmée, M. Leclerc mit au défi le procureur de prouver la culpabilité de son client : « J'ai attendu vos preuves, je n'ai vu que des hypothèses. J'espère la manifestation de la vérité, je n'ai eu que la démonstration de mensonges. Mais qui a dit que l'accusé devait dire la vérité? Il vous appartient de prouver que Boublil est l'informateur, que Pelat a bénéficié de l'information de Boublil. C'est un travail de Titan! Si ce n'est pas Boublil, si Pelat n'est pas de mauvaise foi, si la moindre incertitude se glisse, si la chaîne se rompt, la relaxe s'impose ».

Une relaxe unanimement plaidée, y compris par M. Olivier Bernheim, dont le client, Léo From, revint de Miami pour entendre son avocat en traduction simultanée. Pour faire bon poids, Léo From, dirigeant de la société luxembourgeoise Petrusse Securities International, sortit de sa poche la lettre d'un Uruguayan, Julio Soffer, affirmant être le mystérieux acheteur de 15000 titres Triangle. L'« e », lui y e quatre ans, aurait été. A tort ou à raison, il n'a, vendredi, que prêté à sou-

Jugement le 29 septembre.

LAURENT GRELSAMER

Les suites judiciaires du match Valenciennes-Marseille

Les policiers ont entendu le directeur général de l'OM

pour les juges. Le responsable socialiste avait surtout décerné un « carton jaune » au procureur de Montgolfier : « Quand j'entends le procureur saisir de cette affaire dans les médias, une, deux, trois fois par jour, le conseil qu'il puisse user du droit d'information de la justice et des médias pour rendre la justice transparente. (...) D'une certaine manière, c'est une vision moderne de la justice. [Mais] il y a des limites à ne pas dépasser. Je ne suis pas sûr qu'à une, deux, trois reprises, il ne viole pas le secret de l'instruction ».

De son côté, Nicolas Sarkozy, ministre du budget et porte-parole du gouvernement, a été déconcerté, vendredi, sur RTL, qu'il constatait que la justice fasse son travail : « Je n'aime pas qu'on désigne des coupables avant même que la justice ait pu faire son instruction et qu'il y ait eu un jugement. (...) S'il

y a eu tricherie il faudra qu'il y ait sanctions et sanctions sans doute sévères (...) mais pour l'heure cela témoigne de la nécessité sans doute d'assainir un peu le milieu du football ».

Les informations du Monde sur les résultats de la perquisition effectuée, mercredi 30 juin, au siège de l'OM à Marseille ont à nouveau été démenties dans l'entourage du club phocéen. M. Hervé Ghevoanlian, conseil de Jean-Pierre Bernès, s'est « insurgé violemment contre les affirmations renouvelées du journal le Monde » : « Il n'a pas été trouvé la moindre somme d'argent dans le bureau de Jean-Pierre Bernès », a affirmé l'avocat, ajoutant qu'« une seule enveloppe d'un modèle standard a été trouvée ». Nous maintenons que des enveloppes d'un modèle rare, semblable à celle dans laquelle était contenu l'argent qui aurait été remis en

joueur valenciennois Christophe Robert, ont été saisies au siège de l'OM, ainsi bien dans le bureau de M. Bernès que dans d'autres bureaux, celui du directeur technique du club ayant été, lui aussi, particulièrement inventorié.

Une importante somme d'argent liquide, dépassant de loin les 15000 à 16000 francs évoqués par M. Tapie (le Monde du 3 juillet), a bien été trouvée mais - contrairement à ce que nous avons écrit - dans un autre coffre que celui placé dans le bureau de M. Bernès. Cette somme n'a pas été saisie, mais a été inventoriée sur place, avec notamment un relevé des numéros des billets. Enfin, des agrafes, plus grosses que des trombones standard, ont bien été saisies dans les locaux du club, semblables à celle qui liait les billets de 500 francs trouvés en possession de M. Robert.

Jean-Pierre Bernès, l'homme du président

Jean-Pierre Bernès connaît bien les locaux de l'hôtel de police de Marseille. En novembre 1990, déjà, le directeur général de l'OM y avait passé trente-six heures en garde à vue, entendu par la brigade financière dans le cadre d'une enquête sur la comptabilité du club. Et il avait craqué. Jean-Pierre Bernès avait tout dévoilé des pratiques de son club sur le marché des transferts, des sociétés d'image, des primes ronflantes accordées à des intermédiaires. L'affaire n'avait pas eu de suite. Mais elle avait débouché sur la seule refroidissement connu des relations entre le directeur général et le président de l'OM, Bernard Tapie, visiblement exaspéré par les confessions et le peu de résistance de son bras droit.

Le directeur général de l'OM avait failli passer à l'ennemi, succomber aux appels de Claude Bez, le président des Girondins de Bordeaux. Mais les deux hommes avaient fini par se réconcilier. Comme d'habitude, pas parvenus à briser cette intimité et ne pouvant plus se passer l'un de l'autre pour mener les grandes et les petites affaires de l'OM.

Il n'a pu se résoudre à quitter l'homme à qui il doit tout. Diplômé de sciences politiques, aujourd'hui âgé de trente-six ans, il est certes arrivé au club bien avant Bernard Tapie, en 1981, comme bénévole au sein du comité de sauvegarde de l'OM, alors en liquidation judiciaire.

Passionné de ballon rond, il a emprunté un itinéraire d'apprenti-chef du football en montant très vite dans l'organigramme du club. Mais sa carrière ne s'est accélérée vraiment que lorsque Bernard Tapie a pris l'OM en main, en 1986.

Jean-Pierre Bernès est alors le seul survivant de l'administration de l'ancien président, Jean Car-

rieu. Il semble apercevoir rapidement le décalage qui existe entre la volonté de pouvoir absolu du nouveau patron et ses nombreuses absences. Il va se glisser dans cet espace pour devenir l'homme-clé du système Tapie à l'OM. Non pas un représentant qui pourrait mener le bateau à sa guise : en football plus qu'ailleurs, Bernard Tapie a horreur de déléguer. Mais un fidèle, un aide de camp qui saurait raser discret tout en obéissant aveuglément. Une fois le parenthèse Franz Beckenbauer réformée, Bernès s'est inquiété pendant quelques mois de cet entraîneur coté des pleins pouvoirs qui le dépossédait de ses attributions.

Jean-Pierre Bernès n'a cessé de prendre du galon au rythme où Bernard Tapie resserrait son emprise sur le club.

« Les yeux et les oreilles »

A l'OM, Jean-Pierre Bernès aime à se présenter comme « les yeux et les oreilles de Bernard Tapie ». Il participe au recrutement, gère les contrats. Il fait descendre le verbe présidentiel vers les joueurs, puis remonte les rapports sur le moral des troupes. Dans les nouvelles périodes, lorsque Bernard Tapie se laisse aller à quelques excès de langage - lors du match Marseille-Glasgow, cette saison, à la mi-temps duquel l'ancien ministre est descendu insulter ses fondeurs - dans les vestiaires, - il se charge ensuite d'arrondir les angles.

Les tâches sont bien réparties. Jean-Pierre Bernès coupe le devant de la scène, et le personnage un peu fatot de Bernès s'emploie dans les coulisses. Ainsi, pendant que Tapie et Bez s'investissent publiquement à Bordeaux pour négocier un

armistice, et quelques transferts, l'homme ne rechigne pas devant la tâche ingrate de nier l'évidence, comme lorsque, récemment, il avait été chargé de contre-attaquer en dénonçant une « manœuvre de déstabilisation » après un entretien de Raymond Goethals à France-Football. Les ordres sont les ordres.

Dans l'intérêt supérieur du club, Jean-Pierre Bernès n'a jamais hésité non plus à utiliser des procédés peu amènes envers la presse. Les journalistes du quotidien l'Equipe, puis de l'hebdomadaire France-Football, ont été interdits de vestiaire par ses soins, pour avoir publié des articles qui déplaçaient au président. Jean-Pierre Bernès, accompagné de gros bras dont il aime s'entourer, est allé jusqu'à menacer physiquement un reporter du quotidien sportif.

Avant que Jean-Pierre Bernès ne soit impliqué dans l'affaire du match Valenciennes-Marseille, tout laissait à penser que les « yeux » de Bernard Tapie à l'OM n'avaient pas toujours été très regardants. Homme des missions obscures, le directeur général de l'OM a été cité dans la plupart des affaires qui concernent un rapport de la Commission nationale de discipline en 1990 (le Monde du 30 juin). Dans un rôle étrangement similaire à celui dont il est soupçonné aujourd'hui. Comme s'il n'avait jamais fût de bonnes à sa passion pour l'OM, à sa fidélité envers Bernard Tapie. Comme s'il lui fallait rendre par tous les moyens à l'OM ce que le club lui a donné.

Jean-Pierre Bernès est aujourd'hui confronté à des accusations beaucoup plus sérieuses. Il sait que beaucoup guettent ses paroles. Et que, s'il devait craquer une deuxième fois, il pourrait bien, cette fois-ci, se retrouver tout seul.

JÉRÔME FENOGLIO

SCIENCES

Les nouveaux statuts du Muséum d'histoire naturelle sont rejetés par le CNESER

Le Conseil de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER), consulté pour avis, mardi 29 juin, par le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur les nouveaux statuts du Muséum d'histoire naturelle, s'est exprimé contre ce projet de décret par 12 voix contre et 4 pour. Le 22 juin, ce texte, qui porte essentiellement sur la redéfinition de la composition du conseil d'administration et du conseil scientifique de l'établissement, avait été vigoureusement contesté par les personnels du Muséum.

At osars de cette assemblée générale, ils avaient en effet exigé le retrait de ce projet dans lequel ils voient un retour « au pouvoir mandarin » et réclamé l'ouverture de négociations sur un statut « plus consensuel » assurant la pérennité de l'établissement, et demandé une audience au premier ministre.

Le conseiller pour l'éducation de M. Balladur sur le sujet, Nicole

Ferrier, les a reçus et a écouté leurs doléances, qui portent en priorité sur la mise en application du statut actuel du Muséum d'histoire naturelle et l'organisation immédiate d'élections destinées à pourvoir les deux conseils du Muséum, faute de quoi, affirmait-ils, le fonctionnement de l'établissement restera bloqué. Déjà, en janvier 1988, une situation analogue s'était présentée du fait de l'existence d'un projet de décret modifiant les statuts de l'établissement et rédigé par les services du ministère de la recherche de l'époque, Jacques Valade. Ce texte avait été repoussé par le CNESER, puis par le Conseil d'Etat et finalement abandonné par le ministre.

Le Muséum avait donc conservé ses statuts définis par le décret du 4 février 1983. Mais, dès son arrivée à la tête du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, François Fillos s'est ému de ce que ce texte ait été

modifié le 27 mars 1993, en plénières élections législatives. Une décision prise à la suite, estime l'actuelle majorité. Et pour les représentants du personnel, une simple mise en conformité technique du décret de 1985 sur le statut du Muséum suite à un recours, en avril 1985, des professeurs-directeurs du Muséum sur la définition des collèges électoraux.

Affaire à suivre donc en attendant de savoir si les services de M. Fillos envisagent de retoucher leur texte avant de le transmettre au Conseil d'Etat. Une seule chose est sûre : le ministère ne souhaite pas laisser la situation en l'état, même s'il existe, dit-il, des moyens administratifs permettant de faire fonctionner le Muséum au moins financièrement.

J.-F. A.

syndicale de professeurs
à justice et de la police
briège les - lois Pasqua

Le 27 mars 1993, en plénières élections législatives. Une décision prise à la suite, estime l'actuelle majorité. Et pour les représentants du personnel, une simple mise en conformité technique du décret de 1985 sur le statut du Muséum suite à un recours, en avril 1985, des professeurs-directeurs du Muséum sur la définition des collèges électoraux.

Affaire à suivre donc en attendant de savoir si les services de M. Fillos envisagent de retoucher leur texte avant de le transmettre au Conseil d'Etat. Une seule chose est sûre : le ministère ne souhaite pas laisser la situation en l'état, même s'il existe, dit-il, des moyens administratifs permettant de faire fonctionner le Muséum au moins financièrement.

Le 27 mars 1993, en plénières élections législatives. Une décision prise à la suite, estime l'actuelle majorité. Et pour les représentants du personnel, une simple mise en conformité technique du décret de 1985 sur le statut du Muséum suite à un recours, en avril 1985, des professeurs-directeurs du Muséum sur la définition des collèges électoraux.

Affaire à suivre donc en attendant de savoir si les services de M. Fillos envisagent de retoucher leur texte avant de le transmettre au Conseil d'Etat. Une seule chose est sûre : le ministère ne souhaite pas laisser la situation en l'état, même s'il existe, dit-il, des moyens administratifs permettant de faire fonctionner le Muséum au moins financièrement.

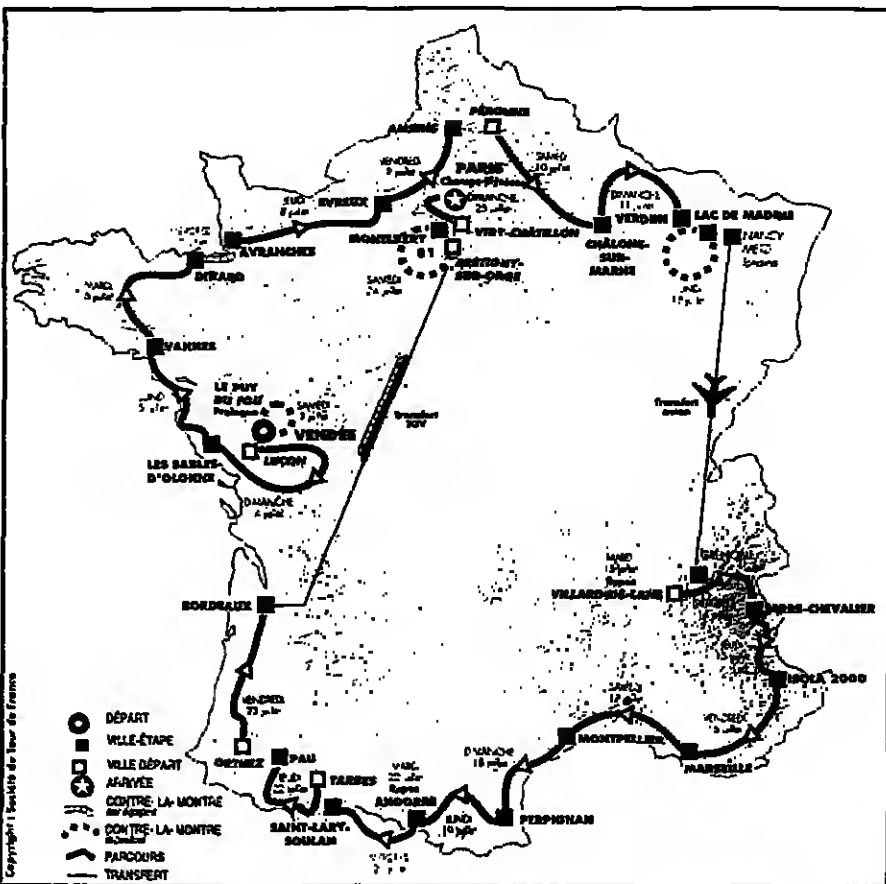
Le 27 mars 1993, en plénières élections législatives. Une décision prise à la suite, estime l'actuelle majorité. Et pour les représentants du personnel, une simple mise en conformité technique du décret de 1985 sur le statut du Muséum suite à un recours, en avril 1985, des professeurs-directeurs du Muséum sur la définition des collèges électoraux.

SOCIÉTÉ

SPORTS

CYCLISME : le départ du 80^e Tour de France

Tous derrière Indurain



Le départ du Tour de France devait être donné samedi 3 juillet au Puy-du-Fou (Vendée) lors du prologue, un contre-la-montre individuel de 6,8 kilomètres. Inaugurée la veille par une fastueuse cérémonie, la Grande Boucle a été présentée à une foule de quatre-vingts mille personnes, dans une atmosphère très hexagonale, ne se permettant qu'une escapade en Andorre. En 1992, elle avait visité sept pays européens. Les quatre-vingts coureurs, répartis en vingt équipes (deux de moins qu'en 1992), rejoindront Paris le 25 juillet, après 3 700 kilomètres d'une course divisée en vingt étapes, dont deux contre-la-montre individuels. Double vainqueur du Tour de France en 1991 et 1992, récent vainqueur du Tour d'Italie, l'Espagnol Miguel Indurain est le grand favori de l'épreuve. Il devra toutefois se méfier des grimpeurs comme l'italien Claudio Chiappucci ou la Suisse Tony Rominger, qui seront gâtés cette année avec cinq étapes de montagne, deux de plus qu'en 1992.

Deux cents ans après la révolte des Chouans, la Vendée a retrouvé un roi. Il est espagnol, c'est un héros navarrais, Miguel Indurain est le plus sûr prétendant au trône qu'il a conquis en 1991 et 1992. Au Puy-du-Fou, il règne une sorte de féodalité chez les autres coureurs. À l'orée de cette quatre-vingtième édition de la Grande Boucle, personne ne semble songer à la victoire, espérant tout d'abord battre Indurain, rouler cette belle mécanique, dominer enfin ce coureur complet, grand spécialiste du contre-la-montre, ce coureur-ordinateur, dont les jalousies. Son nom est sur toutes les lèvres, sa cote varie entre sept et huit chances sur dix de réussir le triple exploit comme Louis Bobet (1953-1954-1955), et de rester en course pour le quadruple exploit que seuls Jacques Anquetin (1961-62-63-64) et Eddy Merckx (69-70-71-72) ont réussi (1). Pourant, ce Tour de France sem-

ble plus ouvert qu'en 1992. Les grimpeurs, comme l'italien Claudio Chiappucci - dauphin d'Indurain, en 1992 - ou le Suisse Tony Rominger - double vainqueur du Tour d'Espagne (1992 et 1993) - peuvent saisir leur chance de creuser les écarts. Le tracé leur offre le passage de neuf cols de plus de 2 000 mètres au cours de cinq étapes de montagne : deux dans les Alpes, où ils passeront par le col de la Bonette, Rostefonds, toit du Tour (2 802 m) et trois dans les Pyrénées, défilés lors de la précédente édition. Bien que doté d'une étonnante puissance physique, Indurain est peu à l'aise sur les fortes dénivellations. « Pour le renverser, explique Cyrille Guimard, directeur de l'équipe Castorama, il faudrait que Chiappucci et Rominger forment un véritable couple, qu'ils attaquent ensemble pour espérer le laisser derrière eux. » Le coureur italien n'a effectivement pas

caché que son plus sûr allié dans le Tour était sans doute le Suisse. Reste à savoir si Rominger répondra à son appel. Miguel Indurain a appris à tirer parti des luttes « tribales » des prétendants au maillot à pois. Il prend parfois le risque de regarder d'ordinaire les attaques sans lui, de laisser les autres s'épuiser dans des batailles qu'il perle inutilement. Il espère profiter de la rivalité des vedettes de la montagne comme il l'a fait en Italie, en remportant le Giro, le 13 juin, aux dépens de Chiappucci, qui a terminé troisième. Cette année encore, l'Espagnol reste un roi solitaire, chef de file d'une équipe trop moyenne pour pouvoir l'épauler dans sa quête de la victoire, surtout dans la montagne. Il comptera sur la première partie de l'épreuve, dix étapes au nord, réservées aux rouleurs et, bien sûr, sur le contre-la-montre dont il est le souve-

BÉNÉDICTE MATHIEU

(1) La première victoire de Jacques Anquetin dans le Tour avait été obtenue en 1971. Quant à Eddy Merckx, il avait ensuite remporté le Tour en 1974.

TENNIS : les championnats de Wimbledon

Herbes folles

Le pronostic allait en faveur d'une demi-finale masculine des championnats de Wimbledon 1993 tant pour cet autoproclamé, avec une quatrième édition du Backer-Edberg des années 1988, 1989 et 1990. En fait, pour la première fois depuis le McEnroe-Connors de 1984, ce devait être, dimanche 4 juillet, jour de la fête nationale des États-Unis, une finale américaine et inédite entre Pete Sampras et Jim Courier. Ne souffrant plus de l'épaule qui l'avait handicapé contre son compatriote Andre Agassi, Sampras a battu, vendredi 2 juillet, en trois manches, Boris Becker qui avait laissé trop d'énergie dans la confrontation avec son compatriote Michael Stich en quart de finale. Privé d'une opposition consistante avant les demi-finales, Stefan Edberg n'a pu résister que quatre sets à Jim Courier, qui a été avantage par les forts rebonds dus au temps sec.

LONDRES

de notre envoyé spécial Le centre court de Wimbledon fait peine à voir. Cela tient de la pelouse sablée, de la prairie sibérienne. Entre les carrés de services et les lignes de fond, il y a comme de grosses plaques de poussière, derrière les lignes de fond, ce n'est que du sable. Aux changements de côté des joueurs, des jardiniers ramassent les herbes folles, tentent de boucher les trous en tapant du pied sur le sol. La belle moquette d'herbe, orfèvre du All England Club, est comme un billard qui aurait servi de piste de danse. Par ailleurs, le gazon de Church Road n'en avait pas connu depuis 1976. Cette année-là, une sécheresse centenaire avait accablé l'Europe. Les conditions sont différentes et

injurier un arbitre, il se pinçait les doigts dans son bécotage. Il a pris sur le gazon une firme moins guerrière, plus humaine, que sur la terre battue parisienne ou le ciment new-yorkais. C'est dire qu'il a été plus fragile, moins lisse. Il a souffert contre Jason Stoltenberg, Wayne Ferreira et même Todd Martin. Il ne partait donc pas favori contre Stefan Edberg en demi-finale. Pendant une manche et deux jeux, le Suédois sembla, en effet, invincible. Puis, sans raison apparente, son service se dégradait, sa volée faiblissait, ses retours mollissaient. D'un seul coup, il cédait à la pression de Jim Courier comme un barrage cédant à la pression de l'eau. L'Américain était maître du court, opposant sa puissance, imprimant son rythme. Indifférent aux règles du genre, la charge à découvert vers le filet, il pilonnait du fond du court, faisant régner chez l'attaquant la crainte du coqneur, la terreur du retour.

C'est ce Jim Courier sans inhibition et sans appréhension, qui se retrouvait en finale sur une steppe aride, offrant l'occasion d'une confrontation contrastée avec un autre attaquant, le tennis béton contre le tennis canon. De quoi régaler Wimbledon, terminer en beauté son déjeuner de soleil, mettre le point final à une quinzaine où le record de vente de fraises à la crème a été amélioré, où des places au marché noir ont dépassé cent livres (près de 900 francs).

ALAIN GIRAUDO

ATHLÉTISME : Marie-José Pérec améliore son record de France du 200 mètres. - Marie-José Pérec a amélioré son propre record de France du 200 mètres en 21 s 99/100^e, vendredi 2 juillet, au cours de la réunion d'athlétisme de Villeneuve-d'Ascq (Nord). Elle détenait le précédent record depuis le 19 août 1992 (22 sec 20/100^e) au meeting de Zurich.

Critiquant le rôle de « courroie de transmission » du garde des sceaux

Une intersyndicale de professionnels de la justice et de la police fustige les « lois Pasqua »

Une intersyndicale regroupant des organisations de la police et de la justice a fustigé, jeudi 1^{er} juillet au siège parisien de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), la « politique sécuritaire » du gouvernement et le rôle de « courroie de transmission du ministre de l'intérieur joué par le garde des sceaux ». Aux côtés de la FASP (majoritaire chez les policiers en tenue), le Syndicat des avocats de France (SAF, 30 % des voix), le Syndicat de la magistrature (SM, 31 % des voix), le SNPES-Protection judiciaire de la jeunesse (SNPES-PJJ), la CFTD (justice-police, majoritaire chez les personnels administratifs de la justice), et la CGT (cours et tribunaux) ont dénoncé la logique des récents projets de loi que devront appliquer les professionnels de la justice et de la police.

Jamais, depuis la mobilisation contre le projet « Sécurité et liberté » d'Alain Peyrefitte, une telle intersyndicale n'était constituée. Même si elles n'ont pas forcément aujourd'hui autant d'influence qu'il y a quelques années, les organisations les plus remuantes de la police et du monde judiciaire - la FASP, le SAF et le SM, proches de la gauche - ont donc décidé de créer un front commun contre la politique de sécurité du gouvernement Balladur. « Formons un ensemble cohérent, les textes qui sont aujourd'hui devant le Parlement vont beaucoup plus loin que « Sécurité et liberté », affirment-elles.

Pas de mot d'ordre d'action

Les projets de loi sur les contrôles d'identité, le code de la nationalité, la maîtrise de l'immigration, et la réforme du code de procédure pénale, ressemblent une union contre « un appareil répressif qui se met en place (...) avec, comme seule orientation, le tout-sécuritaire » et qui risquerait de porter « atteinte à des libertés fondamentales ». « La rédaction du texte sur les contrôles d'identité dit préventif de nature à multiplier les cas de délit de faciès, commente l'intersyndicale. Les contrôles ordonnés par un procureur de la République risquent de donner lieu à des autorisations volables plusieurs mois dans un même quartier, dont les habitants seront ainsi stigmatisés. » La réforme du code de procédure pénale provoque, de son côté, une « rupture du principe d'égalité du citoyen dans les droits de la défense et dans la

garde à vue », argumente-t-elle. Les organisations se rejoignent pour dénoncer la logique d'ensemble qui les inspire et le rôle moteur occupé par le ministre de l'intérieur. « Y a-t-il un garde des sceaux à la Chancellerie ? Interroge l'intersyndicale. Y a-t-il une politique judiciaire ? » Formulées notamment par le Syndicat de la magistrature, la critique du « rôle de courroie de transmission du ministre de l'intérieur joué par le garde des sceaux » est iconoclaste, tant Pierre Méhaignerie s'est efforcé de donner récemment l'impression contraire lors de la polémique sur l'amendement Marsaud. À propos de la réforme du code de procédure pénale, les magistrats n'ont « pas l'impression que le ministre de la justice pèse beaucoup dans le débat ou dans les amendements ». Au sujet des mineurs délinquants, « ce sont Mr Vail ou Charles Pasqua qui donnent les orientations », en matière de justice, qu'il s'agisse des centres fermés ou de l'éloignement des mineurs multi-récidivistes », ajoute le SNPES-PJJ. Au point que le SAF parle des « quatre lois Pasqua » (en visant la réforme du code de procédure pénale et celle des contrôles d'identité, qui sont présentées par le garde des sceaux, tandis que les lois sur le code de la nationalité et la maîtrise de l'immigration sont défendues par le ministre de l'intérieur).

Face à cette « inflation législative répondant à des pulsions dilatoires », l'intersyndicale regrette « l'absence totale de concertation » avec les représentants du personnel. Dubitative sur la capacité de mobiliser les troupes à la veille des vacances d'été, l'intersyndicale ne s'est pour l'instant engagée sur aucun mot d'ordre d'action. Les avocats ont cependant émis l'hypothèse d'une « grève », tandis que les magistrats se sont demandés s'ils « pourraient appliquer des textes aussi liberticides ».

E. In.

REPÈRES

ÉDUCATION

La réforme des lycées est approuvée par le Conseil supérieur de l'éducation

Annulée le 7 juin par le ministre de l'éducation nationale (le Monde du 8 juin), la réforme des classes terminales de lycée et du baccalauréat a été examinée, jeudi 3 juillet, par le Conseil supérieur de l'éducation, organisme consultatif où sont représentés tous les partenaires du monde de l'éducation. Cette séance du CSE a provoqué le grogne de plusieurs syndicats ou associations (le FEN, le SGEN-CRDT, la CGT, les parents de la FCPE ou encore les délégués des lycéens), furieux d'être consultés trois semaines après l'annonce des mesures et qui ont quitté la séance. En leur absence, la réforme de M. Bayrou a été approuvée par 7 voix contre 2, avec 11 abstentions et 3 refus de vote.

ILE-DE-FRANCE

Le Conseil d'Etat annule l'arrêt de 1988 sur la création d'Orlyval

Par une décision rendue le 2 juillet, le Conseil d'Etat a annulé les arrêtés ministériels du 2 novembre 1988 et du 10 avril 1989 qui avaient déclaré d'utilité publique les travaux de création d'Orlyval, la liaison en site propre entre la gare de RER d'Antony et l'aéroport d'Orly. Il a également déclaré illégal l'arrêt par lequel le préfet des Hauts-de-Seine avait déclaré expropriables les terrains nécessaires à la réalisation de ce métro automatique. Le Conseil d'Etat considère en effet que « les travaux de création de chemins de fer d'intérêt général ne peuvent être déclarés d'utilité publique que par décret en Conseil d'Etat ».

QUEL AVENIR ECONOMIQUE A L'EST ?
Sous la direction d'Alain Gélédan
Préface de Jacques Lesourne
EN VENTE EN LIBRAIRIE

Les développements judiciaires de l'affaire ORCEP

Noël Joseph, ancien président de la région Nord-Pas-de-Calais a été mis en examen

L'ancien président du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, Noël Joseph (PS), a été mis en examen pour « abus de confiance », dans le cadre de l'affaire de l'ORCEP, une association soupçonnée d'avoir versé des salaires à des élus pour des emplois fictifs (le Monde des 13 et 20 février). M. Joseph, maire de Beuvry-la-Béthune (Pas-de-Calais), qui a été à la tête de la région pendant onze ans, était à ce titre président de l'ORCEP (Office régional de la culture et de l'éducation permanente), dont un audit avait révélé, en septembre 1992, un déficit de 20 millions de francs. La comptable de l'association, Danielle Gboris, qui avait reconnu avoir détourné 800 000 francs, avait été mise en examen le 2 février pour « faux en écriture et abus de confiance ». Après deux mois de détention provisoire, elle a été remise en liberté le 9 avril. M. Joseph devrait être entendu prochainement par Emmanuel Barbe, le juge chargé d'instruire ce dossier.

JEROME FENOUIL

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

THÉÂTRE

AKTÉON-THÉÂTRE (43-39-74-82). Le Premier : 17 h et 22 h. Couders de Paris : 18 h. L'Enfer criminel : 20 h 30. **ARCANES (43-39-19-70).** Je cours, j'ai tellement de hâte : 20 h 30, dim. 17 h. **ARTISTIC-THÉÂTRE (43-39-30-02).** L'Éloge de la folie : 19 h et 21 h. **AUDITORIUM SAINT-GERMAIN (42-33-87-03).** Au bord du lit : 20 h 30, dim. 15 h. **BATEAU-THÉÂTRE LA MARE AU DIABLE-RIVE GAUCHE (40-46-90-72).** Sur le dos d'un éléphant : 21 h, dim. 17 h. **SERRY-ZÈBRE (43-57-51-65).** Dim. Les Champêtres de joie : 20 h 30. **BOBINO (43-27-75-75).** La Pitié à l'endroit : 21 h. **BOUFFES PARISIENS (42-36-60-24).** L'Avare : 21 h, dim. 16 h. **BOUFFONS-THÉÂTRE DU XIX^e (42-38-35-63).** Ça vaut la peine quand même : 21 h. **CAPÉ DE LA GARE (42-78-52-51).** Les Zappes : 21 h. **CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45).** États frères? Et ta sœur... : 21 h, dim. 16 h 30. **CENTRE CULTUREL DE LA CLEF (43-07-14-30).** Meurtre à l'aube : 20 h 45. **CENTRE POUCHKINE (44-05-64-20).** Des pommes pour Eve : 20 h 30. **CINO DIAMANTS (45-80-51-31).** Oul : 20 h 30, dim. 17 h 30. **COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41).** Les coqs se couchent à l'aube : 21 h. **COMÉDIE DE PARIS (42-61-00-11).** Voltaire-Rousseau : 16 h et 21 h. **COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-06-24).** L'Aide-mémoire : 18 h et 21 h. **COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22).** Le Deux Belair d'amour : 16 h et 20 h, dim. 14 h. L'Épouse prudente : 21 h 15. **COMÉDIE-FRANÇAISE SALLE RICHELIEU (40-15-00-15).** Le Malade imaginaire : 20 h 30. Dim. La Pitié Martin : 20 h 30. La Fausse : 14 h. **CRYPTÉE SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31).** Le Lettre : 18 h 30, dim. 15 h. La Cid : 20 h 30, dim. 17 h 30. **ESPACE ACTEUR (42-62-35-00).** Crazy Daisy : 21 h. **ESPACE MARAIS (48-04-91-55).** L'île des esclaves : 20 h, dim. 15 h. La Mouette : 21 h. Feu le maître de madame : 21 h, dim. 18 h. Dim. Le Mariage de Figaro : 16 h. **GAITÉ-MONTMARTRE (43-22-16-16).** Ce qui arrive et ce qu'on attend : 20 h 45, dim. 15 h. **GALERIE CHRISTIAN SIRET (42-61-46-04).** Un amour : 17 h 30. **GRAND ÉGARD (45-33-32-31).** Le Système Ribadier : 20 h. Mignon, allons voir à la rose : 22 h. **GUICHET MONTMARTRE (43-27-88-61).** Eux seuls le savent : 19 h. Amours en pièces : 20 h 30. Personne n'est parfait : 22 h. **HÉBERTOT (43-57-23-23).** Pygmalion : 19 h 30 et 20 h 45. **HOTEL DE SULLY (44-61-21-50).** Dim. Les Peupliers d'Étretat : 21 h 15. **HUCHETTE (43-28-38-99).** La Cantatrice cheuve : 16 h 30. La Leçon : 20 h 30. **LA BRUYÈRE (43-74-76-96).** Temps contre temps : 20 h 30, dim. 15 h. **LE FUNAMBULE THÉÂTRE (42-23-68-63).** Man, Ours, Gus : 19 h 30, dim. 17 h. La Horta : Boule de nuit : 20 h 45. **LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).** Théâtre noir. Le Petit Prince : 16 h 45. La Barre : 20 h. Isabelle Eberhardt ou la Magie des sables : 21 h 30. Théâtre rouge. Les Dix Commandements : 19 h. Les Aventures du baron de Faeneste : 21 h.

PARIS EN VISITES

LUNDI 5 JUILLET

« L'Opéra, centre de la vie mondaine de la fin du dix-neuvième siècle, Garnier et le style Napoléon III. Le nouveau Musée », 11 h 15 et 15 heures, devant l'entrée, à droite (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Hôtels de princes et de parlementaires dans le quartier Saint-André-des-Arts », 14 h 30, devant le fontaine Saint-Michel (Monuments historiques).

« L'église et les hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Sully-Morland, sortie boulevard Henri-IV (E. Roman).

« Mouffette et ses jardins », 14 h 30, métro Monge, sortie sur la place (C. Marie).

« Jardins et chapelles secrètes de la rue Mouffette », 14 h 30, angle de la rue Mouffette et de la rue du Pot-de-Fer (S. Rajon-Kami).

« Tombes célèbres du Père-Lachaise », 10 h 30 et 14 h 45, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).

20 h. La Si Jolie Vie de Sylvia Joly : 21 h 30. **MAOËLEINE (42-65-07-09).** Atout cœur : 21 h, dim. 15 h 30. **MARIE-STUART (45-08-17-80).** Je ne tiens devant toi nue : 20 h 30. Dim. Fando et Lis : 17 h. **MATHURINS (42-65-90-00).** En attendant les boues : 20 h 30, dim. 15 h. **MÉTAMORPHOSIS (42-61-39-70).** Tonnelle d'été : 16 h. Le Miroir des songes : 21 h, dim. 15 h. **MICHOÏÈRE (47-42-95-22).** Partenaire : 20 h 30, dim. 16 h. **MONTMARTRE (42-22-77-74).** Mortelle : 16 h et 21 h 15. **ŒUVRE (48-74-42-52).** Pendant que vous dormiez : 20 h 45, dim. 15 h. **PALAI DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17).** Pétouchok : 20 h 45. **PALAI DES GLACES (PETIT SALLE) (42-02-27-17).** Bruno Lugan : 20 h 30. **PALAI-ROYAL (42-67-89-81).** Ubu : 21 h. **POCHE-MONTMARTRE (45-48-92-97).** Salla I. Vingt-quatre heures de la vie d'une femme : 19 h et 21 h. **PORT SAINT-MARTIN (42-08-00-32).** Knock : 17 h et 20 h 45. **PRÉ-CATELAN, JARDIN SHAKESPEARE (42-27-59-54).** Les Précieuses : 16 h et 18 h 30. Les Femmes, les tristes et la musique ou Mon genre, tout est rompu : 21 h 30, dim. 17 h 30. **PROCRÉANT (42-62-09-14).** Y'a une mouche sur l'imur : 21 h. **RANELAGH (42-88-64-44).** Les Enfants du silence : 20 h 45, dim. 17 h. **RENAISSANCE (42-08-18-50).** La Juvén des mémoires : 16 h et 21 h. **ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20).** Le Jardin des cœurs : 20 h 30, dim. 18 h. **SAINT-GERMAIN (48-76-53-47).** Une aspirine pour deux : 20 h 45. **SPLENOIS SAINT-MARTIN (42-06-21-83).** Improvisation : 20 h 30. Didier Gennureu : 22 h. **THÉÂTRE DE OUX-HEURES (46-06-10-17).** Les Jours Pères : 20 h 30. Vous allez rire : 22 h. **THÉÂTRE D'ÉDGAR (42-79-67-67).** Union Rê : 20 h 15. Les Scènes Monstrues : 22 h. **THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-Œ-MAI (48-05-67-83).** L'oiseau n'est plus d'été : 20 h 30, dim. 17 h. **THÉÂTRE MAUGEL-MICHEL GARAUD (42-23-15-65).** Madame de Sade : 20 h. **THÉÂTRE MAURICE-RAVEL (43-48-10-69).** Dim. L'histoire littérale ou la Complexité du bigorneau : 20 h 30. **THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-61-15).** Salle Gémier. Eva Peron : 20 h 30. Salle Jean Vilar. La Mégère apprivoisée : 20 h 30, dim. 15 h. **THÉÂTRE DE NESLE (46-34-61-04).** Le Théâtre de Brel : 16 h. La Vie en Théâtre (en anglais) : 20 h 30. On va faire la cocotte, mais n'a pas promis de se tuer : 22 h 15. **THÉÂTRE SILVIA-MONFORT (45-31-10-96).** La Peau des autres : 20 h 30, dim. 17 h. **TOURTOUR (46-67-82-48).** M'sieur Offenbach : 19 h. Chronique d'une mort retardée : 20 h 30. **TRISTAN-BERNARD (42-22-08-40).** Choppa : 21 h.

RÉGION PARISIENNE

CLICHY (PETIT THÉÂTRE) (40-12-72-72). Entre ciel et terre : 21 h. **MUSÉE NATIONAL DES GRANGES DE PORT-ROYAL (30-43-73-05).** Les Confessions : 16 h. **SAINTE-GENÈVE (THÉÂTRE RAJ-GANA-WAK) (45-67-87-74).** L'œuvre du père : 21 h, dim. 16 h.

CONFÉRENCES

23, quai Conti, 14 h 45 : « L'église en crise », par O. Bourdieu (Académie des sciences morales et politiques).

23, quai Conti (grande salle des sciences), 15 heures : « Histoire de la Théologie depuis 250 millions d'années », par J. Derocourt (Académie des sciences).

AGENDA

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI

L'Épionnage, un genre impur : L'Épionnage (1932), d'Henri Oestonoff, 14 h 30 ; Marie Richard au service de la France (1937), de Raymond Bernard, 16 h 45 ; Meta Hari (1931, v.o.), de George Fitzmaurice, 18 h ; Une femme disparaît (1938, v.o. s.t.), d'Alfred Hitchcock, 21 h.

DIMANCHE

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI

La Cinéma armenien : Kariné (1967, v.o. s.t.), d'Armand Manarian, 14 h 30 ; Cantique des cantiques (1935, v.o. s.t.), de Robert Mammoulian, 17 h 30 ; Sergueï Paradjanov (1986, v.o. s.t.), de Patrick Cazale, Achik Karlo (1986, v.o. s.t.), de Sergueï Paradjanov et David Abechian, 21 h.

DIMANCHE

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie porte Saint-Eustache Forum des Halles (40-26-34-30)

SAMEDI

Les Septantes : 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : L'Amour en fuite (1978) de François Truffaut, l'Amour l'après-midi (1972) d'Eric Rohmer, 16 h 30 ; Spot Dim (1987), le Portrait de Marianne (1970) de Daniel Goullet, 16 h 30 ; Actuels Gaumont, Une seule simple (1978) de Claude Sautet, 20 h 30.

DIMANCHE

Les Septantes : 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai 68 : Années féminines : Actrices Gaumont, Plurielles (1987) de Jean-Patrick Label, 14 h 30 ; Bande annonce : Le Chêne discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Buñuel, le Dilemme peut-être (1972) de Claude Sautet, 16 h 30 ; Stone et Charden chantant l'Avventura (1974) de Dany Davis-Beyer, Croque la vie (1981) de Jean-Charles Tacchella, 19 h 30 ; Actuels Gaumont, 2^e partie : L'après-Mai

ARTS

NIKI DE SAINT PHALLE au Musée d'art moderne de la Ville de Paris

Une sacrée Nana

Le parcours d'une œuvre qui a poussé en liberté



Un hommage à Jean Tinguely, par Niki de Saint Phalle.

Quand Alexandre Iolas exposait, au milieu des années 60, les premières «Nanas» de chiffons et de papiers mâclés, les passants qui découvraient jambes en l'air et protubérances colorées depuis le boulevard (Saint-Germain) ne savaient trop sur quel pied danser. L'anticonformisme de Niki de Saint Phalle choquait, crevait les yeux, amusait. Sa vitalité étonnait. Elle étonne toujours. L'artiste n'a pas tellement changé depuis, malgré le temps, les problèmes respiratoires et la perte de Jean Tinguely, son compagnon de route stabilisateur dont l'artiste a dû mal à se passer et qu'elle pille allègrement dans ses œuvres nouvelles : des tableaux vivants, en tout cas animés grâce à de petits moteurs qui se mettent en marche au passage du visiteur.

Ce sont ces dernières œuvres, dites *Tableaux défilés*, que l'exposition, une version plus courte et recentrée sur la femme de la rétrospective proposée à Bonn par Pontus Hultén l'année dernière, invite à découvrir d'abord. Outre les *Meta-Tinguely*, des portraits à tête dans les rouges et les bouillons-bouillons, on voit un ange bleu de sexe féminin révéler son ombre grise, une borlote dorée s'ouvrir sur le cosmos, une Vierge à l'enfant caché le diable sous son manteau. Et des Nanas ébouriffées d'après la Danse de Matras s'agitent : une commande du musée. On peut s'amuser de ces arrangements de formes en mouvement sommaire, plus aptes, semble-t-il, à décorer les murs d'un jardin d'enfants que de voisiner avec les grands rythmes de Delaunay, qui, dans le musée transformé en salle de récréation par une bonne (on ne saurait le dire) passerait pour un peu inopérant. Il y a bien de la poésie dans les *Tableaux défilés* de Niki qui, avec son travail limité d'animation, réinvente et récupère du mouvement, cultive tant qu'elle peut l'innocence, cherche à faire triompher les forces de la vie sur celles de la mort. Sa façon de collaborer encore avec Tinguely. Et de vivre, elle.

Non veut dire elle en suédois. C'était une Nana belaisienne, géante et barolée, couchée sur le dos, jambes écartées, vagin ouvert

en forme de porte, par laquelle, au Moderna Museet de Stockholm (1967) on entrerait pour visiter un monde intérieur labyrinthique et ludique signé Niki de Saint Phalle et Jean Tinguely. On s'essayerait dans le bras gauche pour regarder le premier film de Grete Garbo, on découvrirait un planétaire dans un sein, une sculpture radiophonique dans une banche, un banc pour amoureux dans le genre. Il y avait aussi un milkbar, un récepteur de bouteille, et dans une jombe, une galerie de faux... C'était le bon temps et le premier essai de ces grands aménagements d'espaces ludiques dont Niki de Saint Phalle allait se faire une spécialité, quoi qu'il arrive, à la lumière du parc Guell de Gaudi, du palais du Facteur Cheval, des tours de Simon Rodia à Watts (Los Angeles), et des parcs d'attractions américains.

A Milly, avec Tinguely, elle entreprit d'édifier un *Monstre dans*

la forêt, qui est aujourd'hui classé monument historique ; à Jérusalem, un *Golem* à trois langues en forme de toboggan pour les enfants ; elle a fini par trouver en Toscane du sud, à Garaviglio, un terrain où réaliser son projet de *Jardin de tarot* dont les monuments clinquants conçus à partir des vingt-deux cartes des arcanes majeurs, brillent de tous leurs éclats de verre, de miroirs, de céramiques, entre les oliviers. Comme un musée brillent les ailes de « la Tempérance » ou le gros pied du *Championnisme magique* coiffé de ferrailles par Tinguely.

Ni ange ni bête

En remontant le cours de l'œuvre comme l'exposition invite à le faire, on s'apercevra vite que l'artiste n'est ni ange ni bête, et que, si par malheur en voulant faire l'ange

elle fait un peu bête, il y a dans ses aventures artistiques et autobiographiques intimement amalgamées de quoi excuser les faiblesses de ces dernières années. Les Nanas de toutes les couleurs, avec des œufs et des fleurs au bout des seins, et un sac à la main, c'était bien, drôle, une façon nouvelle de s'exprimer en artiste et femme, après plusieurs années passées à se défouler à coups de fléchettes sur quelque Saint Sébastien travesti (*Portrait of mon amour*). Après un certain nombre de tirs destinés à crever l'aboi de la peinture en faisant dévaler du rouge sang sur les valeurs de la bourgeoisie bien-pensante, de la Vénus de Milo à l'Église, sa révolte, qui a germé au temps du Nouveau Réalisme, des rencontres avec Rauschenberg et Jasper Johns, allait aussi éclater sous forme de coeurs gros de poupées cassées et sans doute de culpabilité ; de corps de messieurs armés jusqu'aux dents (*Jo Mori du patriarcat*) avec volants à gauche, cartouches à droite, avion au milieu et voitures de courses partout ; de corps de dames crâchées, accablées, éclatées, tenaillées par mille bestioles chiennes et amygdales, comme jamais Dubuffet n'aurait osé en montrer.

Un ange allait enfin passer sous le voile blanc de la *Morée* sous l'arbre en fleur ou de la *Marité* à cheval, bien plus belle qu'une mariée de Chagall. C'était la l'œuvre de Niki aux armes de mort. L'artiste se faisait une virginité en disant la joie de vivre par-dessus tout, par-dessus les nuages gris, le diable, et les mauvaises lames du tarot. L'aventure est décidément plus authentique qu'on ne croit. On peut l'inscrire dans la verve, la veine et l'insolence des outsiders, et lui trouver meilleure place de côté des compagnons de l'art brut que parmi les pop-artistes distingués.

GENEVIEVE BREERETTE

► Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson. Jusqu'au 12 septembre. Catalogue 390 F. ► Niki de Saint Phalle, *Tableaux éclatés*, Éditions de La Différence, 100 F.

Le ministère de la culture pris à parti

L'inquiétude des professions du théâtre

Le Syndicat national des directeurs d'entreprises artistiques et culturelles (SYNDEAC) a publié, mercredi 30 juin, un communiqué dénonçant l'opacité des décisions et des orientations du ministère de la culture et de la francophonie, notamment à propos des réductions de crédits du budget du secteur public. Le budget, ainsi amputé servirait de base pour les calculs de 1994, avec de nouveaux choix politiques.

Le SYNDEAC tient également à rappeler que dix-huit contrats de centres dramatiques nationaux ne sont pas actualisés. Il s'agit de questions du ministère du budget, qui serait prêt à remettre en cause les contrats de trois ans - en usage depuis 1972 - sous prétexte que le budget de l'État est annuel. « Quant aux dix contrats à échéance fin 1993, déclare le communiqué, aucun signe n'est venu du ministère malgré la clause de préavis de six mois. A cela s'ajoute le projet de revoir le contenu des contrats des centres dramatiques ».

notionaux dans les directions suivantes : mode de diffusion et de circulation des œuvres ; augmentation des emplois permanents ; accentuation de la création contemporaine ; relèvement du pourcentage des recettes propres par rapport aux subventions ; accentuation de l'aide aux compagnies.

« Ces volontés, poursuit le SYNDEAC, témoignent sans doute d'une louable intention d'utilisation maximale des services publics, mais aussi d'une défiance généralisée. On fait comme si les gens de théâtre et les responsables des scènes nationales ne se souciaient pas de ces questions. On dit que les salles sont vides, qu'une nouvelle génération n'est pas en train de faire sa place, qu'aucun spectacle ne tourne. (...) Enfin le SYNDEAC exprime toute son inquiétude quant à l'évolution du statut des intermittents du spectacle. Le CNPF veut supprimer les annexes 8 et 10 de l'assurance-chômage, c'est clair. Le ministre s'est engagé à les maintenir. Tient-il ses engagements ? »

Laisser défaire

par Colette Godard

JACQUES TOUBON, ministre de la culture et de la francophonie, avait annoncé, lors de sa nomination, qu'il « ferait sans défaire ». Cependant, jusqu'à présent, on demeure dans l'attente : on attend la confirmation du renouvellement pour trois ans de Louis Pasquel à la direction de l'Odéon-Théâtre de l'Europe, ce qui voudrait dire que le ministre aurait renoncé à faire de ce théâtre national une « seconde salle », celle de la Comédie-Française - et on s'en réjouit. On ne sait si Jacques Lassalle, actuel administrateur général de la Comédie-Française, va être reconduit - son mandat arrive à son terme le 8 juillet - et, s'il ne l'était pas, qui pourrait le remplacer. On parle, pour ce théâtre prestigieux, de modifications de statuts. Dans une hypothèse, qui deviendrait la seconde salle de la maison de Molière, le Vieux-Colombier, inauguré au marais.

Le ministre lui-même n'est fort discret, diverses rumeurs circulent. On sait seulement que Christian Gay Bello, directeur général de la Grande Halle de La Villette, nommé au mars, devrait être « doublé » dans ses fonctions. Que la nomination de Didier Fusillier à

la Maison des arts de Créteil a été empoisonnée, mais le SYNDEAC finit, à juste titre, des dix-huit contrats de centres dramatiques nationaux qui restent à valider, et des dix autres contrats de directeur d'institutions de la décentralisation qui viennent à échéance à la fin de l'année.

Lors de sa conférence de presse (le Monde du 17 juin), le ministre avait demandé aux institutions à la fois de réduire leurs frais de fonctionnement et de créer des emplois. C'est méconnaître les conditions de travail dans le secteur public, la fréquentation des salles et les résultats d'élections bien conduites en direction du public, les raisons qui ont permis l'émergence de nouveaux metteurs en scène. De Stéphane Breunschweig à Stanislas Nordey, de Dominique Pitois à Michel Didiot, ils sont bien une vingtaine à donner son éclat au théâtre d'aujourd'hui. Et ce n'est pas par miracle.

Le ministre donne l'impression de jouer avec les nerfs de ses administrés. Pour tester les solidarités et les faiblesses ? Par indifférence ? Pour l'instant, sa politique apparaît comme celle du « laisser défaire ».

JARDINS

Les fleurs de la crise

Suite de la première page

On retrouvera également la grotte de l'Argentin Emilio Ambasz, cette année envahie d'une végétation tropicale, ou la cascade des Français Michel Desvigne et Christian Dalnoky : deux cent vingt-deux seaux d'eau en fer galvanisé enrobés dans un parterre de menthe, une manière d'évoquer la crise avec humour.

L'Allemand Stephan Tischen, lui, ne plaisante pas avec la récession : son frappe son pays. Il la représente dans toute sa dureté avec un espace fermé de tôles rouillées, une épaisse trinité de charbon, des traces de béton, des pièces mécaniques incluses dans une coulée de ciment. L'ensemble joue agressivement avec quelques massifs fleuris. Démarche identique pour le céramiste belge Pierre Chlot, qui pose un mur de céramique en ruine au milieu d'un bassin bordé d'une collection de grami-

nées. L'Anglais James Priest profite du thème pour qu'on ne peut faire un jardin d'un peu de frais (moins de 30 000 francs) : parterre de pétunias et matériaux (bois, vieux filets, bâches) de récupération.

La réponse apportée par les Français Myriam et Louis Mounoury est celle du repli, du recentrement : une friche protégée une sorte d'ignifuge végétal en saule trevassé qui n'est pas sans évoquer les travaux de Mario Merz, figure bien connue de l'arte povera italien.

Pour l'Américain Peter Walker, la crise, c'est d'abord celle de l'énergie. Sur sa parcelle, les capteurs solaires (ils fournissent l'énergie aux pompes à eau du parc) alternent avec les tourelles, dont les têtes suivent naturellement la course du Soleil. Le propos de Christophe Giraud est plus poétique : pour illustrer la « crise du paysage », il a construit, au bout d'un parterre de tabac, une estrade où est fixée une lunette d'observation sur l'environnement immédiat du parc de Chaumont. Grâce à elle, le curieux découvrira ce qu'il ne regarde jamais : un banal morceau de campagne française, avec ses constructions médiocres au milieu d'un décor végétal interminablement glacé.

Si le travail du Japonais Shodo Suzuki reprend la thématique classique des jardins zen (rideau de bambou, mer de graviers blancs, blocs de pierres noires soigneusement disposés), ces morceaux de marbre poli - les grandes îles japonaises - sont brisés pour symboliser « la crise contemporaine qui frappe l'archipel ». Retour à l'humour avec le Suisse Gérald Poussin et son « Centre d'accueil pour les nuisibles », sorte de golf miniature tapissé de lobélies bleu outremer et semé d'obstacles de plastique en forme de taupes, de doryphores, de moustiques ou de punaises géants.

Sans doute le scénario imposé,

qui peut sembler anecdotique, ne sera-t-il pas toujours visible pour les visiteurs, même quand il est traité. Sans doute le côté éphémère, « branché », de la manifestation peut-il irriter. Mais elle indique au grand public que la création dans le domaine des jardins est à l'ordre du jour et qu'il ne s'agit pas d'un art stérile. Pour les collectivités territoriales, qui dépensent chaque année, pour leurs « espaces verts », des sommes importantes avec des résultats pour le moins incertains, le Festival de Chaumont représente un échantillonnage de ce qu'il est possible de faire avec des moyens relativement modestes. Il permet enfin aux élèves des écoles - quatre d'entre elles (1) ont conçu un jardin pour Chaumont - de présenter à un large public des travaux pratiques en grandeur nature.

Ce festival est désormais doublé d'un conservatoire des parcs et jardins et du paysage ouvert à l'initiative de la région Centre (2), dont la vocation principale est « la formation continue aux métiers du paysage. Formation qui s'adresse aussi aux responsables des collectivités locales, aux cadres des entreprises d'aménagement et de travaux publics ».

EMMANUEL DE ROUX

► Deuxième Festival international des jardins, 41150 Chaumont-sur-Loire (à 25 kilomètres de Blois). Tél. : 54-20-99-22. Jusqu'au 15 octobre. Entrée : 35 F.

(1) Lycée horticoles de Blois, collège Rabatel de Blois, école primaire de Chaumont, lycée horticoles de Tours-Fondettes.

(2) Le budget de cette deuxième édition approche les 7 millions de francs, dont près de 3 millions de francs ont été versés par la région Centre et 2 millions de francs par le ministère de la culture.

JAZZ
Orchestre New Orleans
LE 3 JUILLET 1993
AU "PETIT JOURNAL MONTPARNAISSE"
Tél. : 43.21.53.70

DANSE

ODILE DUBOC et SANTIAGO SEMPERE au Festival de Montpellier

Chorégraphie des regards

Une création, « Primum Saltare », menée au triomphe par le Ballet du Rhin

MONTPELLIER

de notre envoyée spéciale
Rares sont les décors qui atteignent à la charge mythique et poétique d'un plateau de théâtre dénué jusqu'à l'os, avec son immense mur du fond un peu lépreux, ses tuyaux rouges à l'acédie bien enroulés, ses hautes portes de fer sur rails, ses projecteurs. C'est là qu'Odile Duboc lance, ou plutôt fait entrer à petites doses, les danseurs du Ballet du Rhin, et l'on sent tout de suite qu'il va se passer quelque chose, c'est dans l'air, dans leur maintien, peut-être dans leurs yeux.

Ils dansent, et l'on retrouve tout de suite la Duboc des grands soirs avec son écriture délicate et ferme, fantasque et rigoureuse, l'écriture d'une vraie chorégraphie au sens étymologique du terme, pardon de rappeler cette notion de base, mais combien de ses confrères usurpent l'appellation... Et très vite, avec ce *Primum Saltare*, Duboc tisse entre ses interprètes ce réseau de regards qui lui est cher et dont elle a souvent joué dans ses pièces précédentes : tandis que les mas dansent, seuls ou en petits groupes - ce peut être les quatre filles, ou les cinq garçons, ou un couple - les autres les observent, l'un assis par terre, l'autre accoudé sur une rampe d'escalier, avant d'entrer à leur tour dans le mouvement.

Comment Duboc sait-elle installer cette qualité de relation à la fois si simple et si forte, qui fait de ses danseurs des êtres humains habités, qui ont une histoire même s'ils ne nous racontent rien ? Leur faire occuper et tracer dans l'espace, au gré d'évolutions apparemment « naturelles », presque hasardeuses, des places et déplacements

si subtilement organisés qu'ils semblent d'une justesse et d'une nécessité évidentes ? Sans faire l'intéressant, le danseur est constamment captivé et bête avec de grands yeux (titre obligé), des portées, des emprunts discrets au vocabulaire classique parfaitement intégrés à la gestuelle contemporaine.

Bonheur manifeste

Duboc sait utiliser la formation classique des danseurs du Ballet du Rhin sans en être le moins du monde intimidée ou inhibée, comme c'est souvent arrivé, par exemple, aux jeunes chorégraphes confrontés au Ballet de l'Opéra de Paris. Et ses neuf interprètes se sont coulés dans son univers, son style, avec un bonheur manifeste. Petite réserve concernant les costumes estivaux et bariolés de Dominique Fabre : on l'a connue mieux inspirée chez Baguette, dont elle fut longtemps la complice.

Cette nécessité impérieuse de chaque geste, qui fait d'un ballet un objet quasi parfait, on ne l'a pas ressentie, hélas, dans l'œuvre de la soirée, les *Matins de Blanche*, de Santiago Semper. Après un début prometteur - un garçon aux mouvements insolites et forts - Semper s'enlise dans les tics les plus agaçants de la danse contemporaine, immobilités interminables, parcours d'autos tamponneuses impossibles. Pourquoi les yeux des danseurs, ici, semblent-ils vides ? Pourquoi ce garçon qui se barbouille le visage avec le contenu d'une grande coupe ? Cet autre tout nu ? Ces écoulements répétés ? On cherche du sens, on n'en trouve pas, on s'ennuie.

Mais il y a une belle toile de fond qui rappelle un peu Tâpies : Semper bénéficie, comme Duboc, des merveilleux éclairages de François Michel, magicien de la soirée, et les danseurs, lui aussi, ont mis tout leur cœur à l'ouvrage.

En cinq jours, à Montpellier, le Ballet du Rhin aura dansé avec le même brio un ouvrage baroque, *Jason et Médée*, de Noverre ; un « classique du XIX^e siècle » : le *Jardin aux lilas*, de Tudor (donné en plein air sur la place de la Comédie), et des créations contemporaines. Une « versatilité » qui le met à part dans le paysage chorégraphique français, mais qui devrait faire école.

SYLVIE DE NUSSAC

EN BREF

► Suspensions de la vente des collections du comte de Paris. - La direction de Sotheby's a annoncé, vendredi 2 juillet, à Monaco, la suspension de la vente des collections du comte de Paris qui devait avoir lieu samedi 3 et dimanche 4 juillet, « à la suite de l'arrêt rendu par la 8^e chambre de la cour d'appel de Paris le 2 juillet qui a confirmé l'ordonnance du 30 juin 1993 ». La valeur de ces 400 lots était estimée à 15 millions de francs (dont 5 millions de francs pour une parure en diamants, perles et saphirs exécutée en 1830 pour la reine Amélie). Les enfants du comte de Paris, qui ont rappelé que leur père avait vendu pour 60 millions de francs de biens immobiliers depuis dix ans, s'y sont opposés en indiquant qu'il s'agissait-là de souvenirs de famille dont leur père n'était que le dépositaire. - (AFP)

► Un tableau de Nicolas Poussin vendu plus de 3 millions de francs. - *Repos pendant la fuite en Egypte*, de Nicolas Poussin, vendu vendredi 2 juillet à Monaco par Sotheby's, a atteint le triple de son estimation en partant à 3,663 millions de francs. Il a été acquis par un enchérisseur anonyme. - (AFP)

► Julio Iglesias condamné pour plagiat. - Le chanteur espagnol Julio Iglesias a été condamné par la justice argentine à une amende d'environ 1,5 million de francs pour avoir plagié une chanson d'un chanteur argentin, Norberto Larry Moreno, ont annoncé jeudi 1^{er} juillet des sources judiciaires à Buenos-Aires. Larry Moreno estimait que Julio Iglesias avait largement emprunté à l'une de ses œuvres, intitulée *Yolanda*, pour en faire la chanson *Morinas*. - (AFP)

1993.07.05

ÉCONOMIE

Le Monde • Dimanche 4 - Lundi 5 juillet 1993 15

BILLET

Les Européens unis à Tokyo

Lors du sommet des sept principaux pays industrialisés, qui se tient du 7 au 9 juillet à Tokyo, l'essentiel sera que l'Europe n'apparaisse pas divisée sur le dossier du GATT. Les ministres des affaires étrangères des Douze, réunis vendredi 2 juillet à Bruxelles, ont fait le nécessaire en se mettant d'accord sur une plate-forme qui tient compte des préoccupations françaises.

Mardi, à la veille du sommet de Tokyo, se tiendra une réunion de la Quadripartite, un groupe qui rassemble les ministres du commerce extérieur des États-Unis, du Japon, du Canada, ainsi que Sir Leon Brittan, le commissaire européen chargé des relations extérieures. La Quadripartite, qui cherche à rapprocher les points de vue des principaux pays participant à l'Uruguay Round, vient de se rencontrer, il y a quelques jours, sans succès. Le dossier épineux de l'accès au marché, c'est-à-dire la réduction des droits de douane pour les produits industriels et la libéralisation des échanges de services, n'est toujours pas réglé.

Les Français, échaudés par l'épisode de « Blair House » — en novembre 1992, à Washington, la Commission a conclu avec les Américains, toujours dans le cadre de l'Uruguay Round, un pré-accord portant sur l'agriculture, qu'ils réusent, mais dont on leur explique qu'il est inévitable — se méfient de cette Quadripartite, et entendent éviter que la Commission cherche, une fois encore, à leur forcer la main, en se présentant au sommet, avec un accord quasi ficelé et dont il serait difficile de se départir. Leon Brittan les a rassurés. Il a dit et redit que ni la Quadripartite ni le sommet n'étaient des instances appropriées pour prendre des décisions concernant la conduite de l'Uruguay Round. Que la mise au point des arrangements nécessaires à sa conclusion devait se faire dans un cadre multilatéral, an y associant l'ensemble des « parties » contractantes du GATT. Et en écho à la sévère mise en garde adressée à Washington par Edouard Balladur, les Douze ont condamné comme « inacceptable » la décision américaine d'appliquer des taxes dissuasives sur les importations d'acier en provenance de la Communauté, expliquant qu'elle pourrait avoir « un effet négatif » sur la conclusion de l'Uruguay Round.

Toutes ces bonnes paroles n'empêcheront pas Leon Brittan d'essayer de faire progresser la négociation et, si une percée se produit, le sommet d'en prendre acte. Mais on devine que le vice-président de la Commission sera suffisamment habile pour ne pas embarrasser François Mitterrand, qui dirigera la délégation française à Tokyo. Actuellement, dans l'Uruguay Round, de nombreux blocages sont le fait des Américains et des Japonais et ce serait par masochisme de la part des Européens de mettre en relief ce qui les divise. Mais à l'autonomie, si la voie est dégagée sur les dossiers non agricoles, chacun se prononcera sur la sorte à réserver au pré-accord de « Blair House ». C'est alors que la rupture entre la France et ses partenaires de la CEE risque de se produire.

PHILIPPE LEMAITRE

Début de normalisation avec Hanoï

Washington ne s'opposera plus à l'octroi de prêts internationaux au Vietnam

La fin de l'isolement commercial du Vietnam est en vue. « J'ai décidé de mettre un terme à notre opposition aux efforts déployés par d'autres pays pour aider le Vietnam à payer ses arriérés au FMI », a annoncé le 2 juillet le président Clinton. De son côté, la Commission de Bruxelles a indiqué le 3 juillet, à l'issue d'une visite d'une délégation vietnamienne conduite par le premier ministre, Vo Van Kiet, qu'elle était prête à ouvrir des négociations commerciales avec Hanoï.

NEW-YORK

Le président Clinton a annoncé le 2 juillet que l'administration américaine allait lever son opposition à l'octroi de prêts au Vietnam par des organisations internationales (Banque mondiale et Fonds monétaire international). Cette interdiction de commerce avait d'abord été appliquée à Hanoï en 1964 avant d'être étendue à l'ensemble du pays en avril 1975.

La nouvelle politique de la Maison Blanche permettra au Vietnam de refinancer les 140 millions de dollars d'arriérés dus au FMI (800 millions de francs) et d'accéder ultérieurement aux différents concours financiers du Fonds. De la même façon, Hanoï pourra frapper à la porte de la Banque mondiale, qui a annoncé samedi son intention de débiter 350 millions de dollars, et de celle d'autres organisations internationales telles que la Banque asiatique de développement, dont elle était exclue en raison de l'opposition systématique des États-Unis. Cette dernière banque a immédiatement fait savoir qu'elle était prête à accorder 250 millions de dollars de crédits.

« Il ne s'agit là que d'une première étape », a rappelé un responsable du département d'État. La levée éventuelle de l'embargo ne pourra en effet intervenir qu'une fois satisfaites les exigences de Washington relatives au sort des soldats américains disparus ou emprisonnés au Vietnam, un dossier qui, depuis vingt ans, envenime les relations entre les deux pays.

L'assouplissement de la position américaine n'aura cependant guère d'impact à court terme pour les entreprises américaines qui ne pourront reprendre des relations commerciales directes avec le Vietnam, sauf à contourner l'obstacle via des contrats passés avec le FMI, la Banque mondiale ou avec d'autres organisations internationales.

Il s'agit toutefois d'un premier pas qui devrait permettre aux firmes américaines de renouer progressivement avec un marché qui, depuis la politique de rénovation économique entreprise par le régime en 1988, a bénéficié de près de 5 milliards de dollars d'investissements en provenance, pour l'essentiel, de Taiwan, de Hongkong, du Japon et d'Europe.

SERGE MARTI

En conflit avec le président

Le Français Daniel Gœudevert quitte la vice-présidence de Volkswagen

FRANCFORT

de notre correspondant

« Der Franzose » s'en va. Le Rémou Daniel Gœudevert, qui a fait une carrière fulgurante au sein du groupe automobile allemand, tire la conséquence logique de sa non-élection comme président, il y a un peu plus d'un an. Les actionnaires lui avaient alors préféré Ferdinand Piëch, ancien patron de la filiale Audi. Les deux hommes, naturellement, ne se sont pas entendus.

M. Gœudevert quittera le groupe le 31 juillet, a annoncé un communiqué du siège à Wolfsburg, qui, recourant à une langue de bois bureaucratique, explique que ce changement « est la conséquence d'optimisations structurelles liées à l'évolution organisationnelle ».

C'est dire le malaise... Et c'est dire si la culture a basculé chez Volkswagen. M. Gœudevert était coopté par l'ère Carl Hahn, le patron précédent, qui en avait fait son numéro deux. Beau parleur, ouvert, autant « vendeur de

bagnoles » qu'intéressé par les discussions politiques et les médias, il correspondait à la stratégie d'expansion mondiale que conduisait M. Hahn. Rachat de Seat en Espagne, de Skoda en Tchécoslovaquie, entrée en Chine, etc. : le groupe allemand était devenu le numéro un européen, loin devant ses concurrents. M. Gœudevert était arrivé à Wolfsburg en 1989, après avoir débuté comme vendeur chez Citroën et mené une carrière chez Renault Allemagne puis chez Ford Allemagne, dont il était devenu président en 1981.

En 1992, pourtant, les comptes dérapent. La rentabilité est mauvaise. Les actionnaires comprennent qu'à l'ère des visionnaires doit succéder l'ère des durs. M. Piëch est tout l'opposé du « Franzose » : d'apparence fermé, sérieux, anti-médiatique, comptable.

Normalement M. Gœudevert aurait dû rester numéro deux, chargé de la partie commerciale. Mais M. Piëch a embauché en début d'année Ignacio Lopez, un espagnol « piqué » chez General Motors, pour s'occuper des approvisionnements. « Super-Lopez », comme l'appellent ses compatriotes basques, est un chasseur de coûts qui a pris une importance considérable dans l'organisation de M. Piëch. On ne parle plus d'expansion et de projets futurs, on rabote, on lime, on diminue. Les différends, notamment commerciaux, entre MM. Gœudevert et Piëch n'ont, logiquement, pas cessé de croître.

ÉRIC LE BOUCHER

Le rapport annuel de la Cour des comptes



Les acrobaties budgétaires de Paris

La Cour des comptes avait déjà constaté, en 1991, que certaines collectivités territoriales se disposaient à déposer au Trésor public leurs excédents de trésorerie, alors que la loi leur en fait obligation. Cette fois, elle épingle la Ville de Paris, qui a adopté dans ce domaine une « formule » qui, pour être « originale », n'en est pas moins « irrégulière ». Ainsi, en 1984, 1986, 1988 et 1989, la ville a contracté des emprunts qu'elle a immédiatement réplacés, ou tout ou en partie et moyennant intérêts, auprès de banques. « A la fin de 1990, constate le rapport, près de 1,1 milliard de francs avait été ainsi dévié hors des caisses de la Ville et fruitif dans trois établissements bancaires ». En y incluant les intérêts, ces fonds atteignent 1,6 milliard de francs en juin 1992. « Une réserve importante et facilement mobilisable ».

D'autre part, les experts de la Cour relèvent que la Ville n'a pas encaissé du tout certains emprunts qu'elle a pourtant fait figurer dans ses comptes. « Depuis 1986, écrit-il, cette pratique a permis de différer le recouvrement d'une dizaine d'emprunts totalisant environ un milliard ». Ils observent que ces manipulations non seulement contreviennent au droit budgétaire des collectivités territoriales, mais aussi qu'elles « valent la sincérité des comptes de la Ville ». Le Conseil de Paris n'en a même pas été tenu informé. Les conseillers pensent que s'il avait été saisi, le tribunal administratif aurait censuré ces placements. Or il ne l'a pas été puisque le représentant de l'État n'a pas exercé le contrôle de légalité qui lui incombe. Quant au receveur général des finances, comptable de la Ville, il n'a pas non plus, comme il l'aurait dû, récupéré les fonds placés auprès des banques et leurs intérêts. Ces derniers — entre 50 et 100 millions

de francs par an depuis 1985 — n'ont pas figuré dans les budgets municipaux.

Sur injonction de la chambre régionale des comptes, il a été mis bon ordre à cette situation. Les emprunts ont été recouverts par la Ville et sont retournés dans les caisses de Paris.

Des règles « archaïques » et pénalisantes

Mis en cause, le ministre de l'intérieur, Jacques Chirac, se réveille, qu'il était difficile, voire impossible, au représentant de l'État de décider ces anomalies. Il ajoute que le délai de recours en annulation est expiré et que, de toute manière, si la loi était prorogée, cela n'aurait qu'une portée symbolique puisque tout est rentré dans l'ordre.

De son côté, la Ville justifie ses recours à des emprunts superfétatoires par la nécessité politique et médiatique de ne pas présenter un budget en déficit même momentané. Cela, assure-t-elle, « aurait été perçu comme un signe de mauvaise gestion par les élus, par la population et par les partenaires financiers ». Elle rappelle que ces opérations n'ont fait l'objet d'aucune dérogation de l'autorité chargée du contrôle de légalité. Quant aux placements, ils ont été faits par des fonctionnaires disposant d'un pouvoir de signature du maire de Paris. Ces placements ont d'ailleurs rapporté 317 millions de francs, ce qui, selon la Ville, est un excellent rapport financier. Enfin, d'une manière plus générale, la municipalité estime que les règles concernant la trésorerie des collectivités locales — notamment celles du dépôt des fonds au Trésor public sans décaissement — sont « archaïques et pénalisantes ». Et de conclure : « La ville de Paris n'a fait qu'anticiper sur une évolution inéluctable ».

MARC AMBROISE-RENDU

Les Jeux n'ont pas payé les Jeux

GRENOBLE

de notre correspondant

Dans son rapport, la Cour des comptes émet un certain nombre de critiques sur les dépenses financières des Jeux olympiques d'Albertville. Leur coût est estimé à environ 12 milliards de francs, dont 4,2 milliards pour le budget du comité d'organisation (COJO) et 7,8 milliards pour les dépenses d'infrastructures. La Cour s'est penchée essentiellement sur le déficit enregistré par le COJO. Ses coprésidents, Jean-Claude Killy et Michel Barnier, ont prétendu, pendant plusieurs années, que « les Jeux paieraient les Jeux », à l'image de Calgary (Canada) qui afficha un bénéfice de 144 millions de francs à l'issue des JO d'hiver de 1988.

Albertville n'a pas su autofinancer ses Jeux olympiques. Le COJO enregistre une perte de 379 millions de francs due essentiellement au surcoût des équipements sportifs (plus de 286 millions) (1), mais aussi aux graves erreurs de prévisions dans le domaine de l'hébergement. Les dépenses qui furent évaluées à 289 millions en avril 1989 ont finalement atteint 575 millions alors que les recettes n'ont été que de 143 millions.

Une prospection coûteuse

La Cour des comptes relève que le déficit affiché aujourd'hui n'est pas définitif. En effet, un risque fiscal important pèse encore sur les opérations de clôture des comptes. Celui-ci a été estimé à 120 millions de francs alors que le COJO n'a provisionné qu'un million et demi de francs à cet effet. Le comité a « oublié de prendre en compte le versement de la TVA pour les avances remboursables qui lui ont versées l'Etat et les collectivités locales. Le déficit du COJO étant désormais certain, ces avances doivent être considérées comme des subventions publiques complémen-

taires et, à ce titre soumises à la TVA.

La Cour adresse, par contre, un satisfait au comité qui a su mobiliser 2 362 millions de recettes commerciales (droits de télévision, 1 208 millions, et droits d'utilisation des emblèmes olympiques, 1 154 millions), soit un chiffre supérieur de 30 % aux prévisions. Cette somme a permis de financer 35 % du coût de l'organisation des Jeux. Mais le rapport s'étend au montant des honoraires versés par le COJO à la société IGM de Marc Cormack, qui s'élevait à 100 millions de francs. IGM fut introduite par l'intermédiaire de Jean-Claude Killy au sein du comité d'organisation des Jeux pour démarcher les onze principaux partenaires commerciaux de la manifestation dont sept (AGF, Crédit lyonnais, Renault, SNCF, Thomson, Poste et France Télécom) étaient des entreprises nationalisées ou des services publics. Une prérogative aussi marquée conduit cependant à relativiser le rôle de prospection de la société de conseil », note la Cour.

Cello-ci a enfin établi un bilan relativement sombre de la situation financière des communes savoyardes qui ont accueilli les épreuves sportives des Jeux. « Sur treize communes ou groupements de communes, onze connaissent une situation dégradée, dont trois sont lourdement endettées ou même incapables d'assurer leurs paiements », comme Brides-les-Bains et Les Saix. La Cour relève cependant que les équipements olympiques ne sont responsables de ces déboires qu'à Brides-les-Bains. Pour les autres collectivités, leurs problèmes actuels résultent « d'investissements d'accompagnement, qui ont été accélérés ou facilités par la perspective des Jeux, mais qui n'avaient pas, au sens strict, le caractère d'équipement olympique ».

CLAUDE FRANCHILLON

(1) Le coût de la piste de bobleigh de La Plagne au supérieur de 189 % aux prévisions initiales. Le prix des tremplins de saut de Courchevel est passé de 61 à 134 millions de francs.

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

• Taux de chômage : 7 % en juin. — La taux de chômage a augmenté en juin, pour la première fois cette année, atteignant 7 % contre 6,9 % en mai, et l'économie n'a créé que 13 000 emplois. Les experts prévoient un taux de 7 %, mais des créations d'emplois beaucoup plus nombreuses (125 000).

JAPON

• Excédents des comptes courants : 9,6 milliards de dollars en mai. — Le Japon a dégagé en mai un nouvel excédent de ses comptes courants extérieurs de 9,6 milliard de dollars (55 milliards de francs), en hausse de 0,9 % sur mai 1992. Il s'agit de la vingt-huitième progression mensuelle consécutive de ce surplus extérieur.

EN BREF

• Virgilio Magastore : annulation de l'annulation d'ouverture dominicale. — Le tribunal administratif de Paris vient d'annuler un arrêté du préfet de Paris autorisant pour une durée d'un an l'ouverture le dimanche du magasin Virgilio Magastore situé sur les Champs-Élysées. Cette décision est d'une portée limitée, car l'autorisation d'ouverture expirait dans la première quinzaine de juillet. De source proche de la direction de Virgilio, on indique qu'une nouvelle autorisation d'ouverture dominicale a été sollicitée auprès de la préfecture, en raison de la fin de l'autorisation précédente le 11 juillet.

• Manifestations contre le TGV et une autoroute. — Des opposants au projet de TGV Sud-Est ont perturbé, vendredi 2 juillet, le trafic ferroviaire sur les deux rives du Rhône, en bloquant les voies dans les gares de Théziers (Gard), Tain-l'Hermitage (Drôme), Sorgues (Vaucluse), Lamanon et Ségus (Bouches-du-Rhône). Quelques dizaines de manifestants ont blo-

Le projet d'une levée partielle de l'embargo sur l'Irak

Tracés-Argers pour dénoer le tracé de la future autoroute « défigurer » la vallée de la Loire. Ce tracé prévoit notamment que les voies passent entre la ville de Langeais et le bord du fleuve.

• Air France : grève des hôtesses et stewards les 13 et 14 juillet. — Deux syndicats de ouvriers commerciaux (hôtesses et stewards), le syndicat national du personnel navigant commercial (SNPNC) et le syndicat ouvrier des ouvriers commerciaux (SUNAC), ont déposé auprès de la direction d'Air France un préavis de grève pour les journées des 13 et 14 juillet. Ils revendiquent 95 % des voix aux dernières élections professionnelles à Air France. Les hôtesses et les stewards protestent contre l'ampoulation de moitié de la prime bi-annuelle de juin (égale, comme celle de décembre, à un mois de salaire environ) décidée par la direction d'Air France dans le cadre du dernier plan d'économies.

Les cours du pétrole chutent

Les cours du pétrole ont cédé à New-York plus d'un dollar sur trois séances tandis qu'à Londres (- 84 cents de pertes en une semaine), ils tombaient à leur plus bas niveau depuis le début de l'année. A l'origine de cette dégringolade, la crainte d'une levée limitée de l'embargo pétrolier sur l'Irak mis en place par l'ONU depuis trois ans. Des diplomates irakiens ont indiqué que leur pays serait prêt à accepter, lors de négociations la semaine prochaine à New-York, certaines conditions de l'ONU afin de pouvoir exporter une partie de son pétrole. Le marché, déjà saturé de brut, avait été ébranlé la veille par les déclarations de l'ambassadeur américain aux Nations unies, Madeleine Albright, indiquant qu'il n'y avait aucune objection à l'accord entre les Nations unies et l'Irak concernant la vente de 1,6 milliard de dollars de pétrole (le Monde du 3 juillet).

Réforme des retraites

Négociation bloquée dans les banques

Les négociations sur une réforme des caisses de retraite des banques, préalable à leur adhésion aux régimes complémentaires ARRCO et AGIRC, ont été interrompues vendredi 2 juillet. Selon l'Association française des banques (AFB), les syndicats « ont refusé l'examen détaillé d'un projet qui se traduirait par le versement de pensions supérieures d'environ 16 % à la moyenne de l'industrie et du commerce » tout en programmant l'extinction progressive de ces avantages. De leur côté, les syndicats accusent l'AFB de rechercher « la remise en cause complète du système actuel » en présentant « un texte provocateur visant à remettre en cause d'une manière inacceptable les droits acquis des salariés et le niveau des pensions des retraités ».

Une étude du ministère du travail

La formation des chômeurs de longue durée est insuffisante

Selon une étude du ministère du travail, les dispositifs de formation restent insuffisamment adaptés aux besoins des chômeurs de longue durée. Une étude publiée le 1^{er} juillet constate « le lent progrès de l'individualisation des parcours de formation » (AIF) qui « ne concerne que 6 % des bénéficiaires » des actions d'insertion et de formation. Le ministère relève toutefois « un progrès important », compte tenu du nombre d'entrées en AIF (267 000 l'an passé contre 200 000 en 1991). En outre, le recours à des bilans professionnels systématiques permettant une orientation n'intervient que dans 27 % des cas et leur généralisation « reste encore éloignée ». Quant à la proportion de « parcours modulaires » de formation, elle s'élève à 24,7 % en 1992 contre 26,8 % en 1991.

• Accord salarial à EDF-CFDT. — Les syndicats CFDT, CFTC et CFE-CGC ont signé, vendredi 2 juin, un accord salarial pour 1993 avec les directions d'EDF et de GDF. Celui-ci comprend deux revalorisations de 1 % des salaires, l'une au 1^{er} mai dernier, l'autre au 1^{er} octobre. « Une majoration éventuelle » de la masse salariale interviendra si les ventes d'électricité et de gaz dépassent des objectifs du budget 1993.

Monde

Deux jours de grève des enseignants en Espagne. — Les enseignants de la région de Catalogne ont commencé leur grève le 3 juillet. Ils réclament une augmentation de 3 % de leur salaire et la suppression de la semaine de vacances.

Le Japon a dégagé en mai un nouvel excédent de ses comptes courants extérieurs de 9,6 milliard de dollars (55 milliards de francs), en hausse de 0,9 % sur mai 1992. Il s'agit de la vingt-huitième progression mensuelle consécutive de ce surplus extérieur.

Le SMIC horaire porté à 34,83 francs au 1^{er} juillet. — Le conseil des ministres a confirmé mercredi 30 juin l'augmentation de 2,3 % du salaire minimum à compter du 1^{er} juillet. Le SMIC horaire est donc porté de 34,06 francs à 34,83 francs, soit une réévaluation mensuelle brute de 5 886,27 francs sur la base de 169 heures.

Le projet d'une levée partielle de l'embargo sur l'Irak. — Tracés-Argers pour dénoer le tracé de la future autoroute « défigurer » la vallée de la Loire. Ce tracé prévoit notamment que les voies passent entre la ville de Langeais et le bord du fleuve.

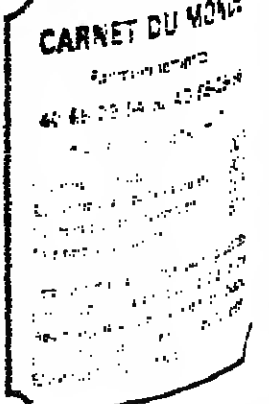
Air France : grève des hôtesses et stewards les 13 et 14 juillet. — Deux syndicats de ouvriers commerciaux (hôtesses et stewards), le syndicat national du personnel navigant commercial (SNPNC) et le syndicat ouvrier des ouvriers commerciaux (SUNAC), ont déposé auprès de la direction d'Air France un préavis de grève pour les journées des 13 et 14 juillet. Ils revendiquent 95 % des voix aux dernières élections professionnelles à Air France. Les hôtesses et les stewards protestent contre l'ampoulation de moitié de la prime bi-annuelle de juin (égale, comme celle de décembre, à un mois de salaire environ) décidée par la direction d'Air France dans le cadre du dernier plan d'économies.

Les cours du pétrole chutent. — Les cours du pétrole ont cédé à New-York plus d'un dollar sur trois séances tandis qu'à Londres (- 84 cents de pertes en une semaine), ils tombaient à leur plus bas niveau depuis le début de l'année. A l'origine de cette dégringolade, la crainte d'une levée limitée de l'embargo pétrolier sur l'Irak mis en place par l'ONU depuis trois ans. Des diplomates irakiens ont indiqué que leur pays serait prêt à accepter, lors de négociations la semaine prochaine à New-York, certaines conditions de l'ONU afin de pouvoir exporter une partie de son pétrole. Le marché, déjà saturé de brut, avait été ébranlé la veille par les déclarations de l'ambassadeur américain aux Nations unies, Madeleine Albright, indiquant qu'il n'y avait aucune objection à l'accord entre les Nations unies et l'Irak concernant la vente de 1,6 milliard de dollars de pétrole (le Monde du 3 juillet).

Réforme des retraites. — Les négociations sur une réforme des caisses de retraite des banques, préalable à leur adhésion aux régimes complémentaires ARRCO et AGIRC, ont été interrompues vendredi 2 juillet. Selon l'Association française des banques (AFB), les syndicats « ont refusé l'examen détaillé d'un projet qui se traduirait par le versement de pensions supérieures d'environ 16 % à la moyenne de l'industrie et du commerce » tout en programmant l'extinction progressive de ces avantages. De leur côté, les syndicats accusent l'AFB de rechercher « la remise en cause complète du système actuel » en présentant « un texte provocateur visant à remettre en cause d'une manière inacceptable les droits acquis des salariés et le niveau des pensions des retraités ».

Une étude du ministère du travail. — Selon une étude du ministère du travail, les dispositifs de formation restent insuffisamment adaptés aux besoins des chômeurs de longue durée. Une étude publiée le 1^{er} juillet constate « le lent progrès de l'individualisation des parcours de formation » (AIF) qui « ne concerne que 6 % des bénéficiaires » des actions d'insertion et de formation. Le ministère relève toutefois « un progrès important », compte tenu du nombre d'entrées en AIF (267 000 l'an passé contre 200 000 en 1991). En outre, le recours à des bilans professionnels systématiques permettant une orientation n'intervient que dans 27 % des cas et leur généralisation « reste encore éloignée ». Quant à la proportion de « parcours modulaires » de formation, elle s'élève à 24,7 % en 1992 contre 26,8 % en 1991.

Accord salarial à EDF-CFDT. — Les syndicats CFDT, CFTC et CFE-CGC ont signé, vendredi 2 juin, un accord salarial pour 1993 avec les directions d'EDF et de GDF. Celui-ci comprend deux revalorisations de 1 % des salaires, l'une au 1^{er} mai dernier, l'autre au 1^{er} octobre. « Une majoration éventuelle » de la masse salariale interviendra si les ventes d'électricité et de gaz dépassent des objectifs du budget 1993.



Dans le Cantal

M. Mitterrand préconise un « vaste programme d'infrastructures européennes »

François Mitterrand a inauguré, vendredi 2 juillet, dans le Cantal, en compagnie de Bernard Bosson, ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, le pont autoroutier de La Truycère permettant à l'axe autoroutier A 75, destiné à relier Clermont-Ferrand à Aurillac, de franchir une vallée située à 16 kilomètres de Saint-Flour.

SAINT-FOUR

de notre correspondant

L'absence à cette manifestation de Valéry Giscard d'Estaing, président de la région Auvergne, a été remarquée, d'autant que l'ancien président de la République, comme l'a rappelé François Mitterrand, est à l'origine du lancement, en 1975, du plan routier Massif central.

Après les cérémonies d'inauguration, le président de la République a rendu visite au maire de Saint-Flour, Pierre Jarlier (PR), qui l'a accueilli à la mairie et lui a fait visiter le musée de la ville et la cathédrale. A cette occasion, le chef de l'Etat a déclaré : « Il faut croire en soi, croire en la France, croire en l'Europe que nous construisons, ne pas se perdre dans des critiques (...), et dans le refus de tout ; ne pas se perdre dans le doute. Quand on a derrière soi mille ans d'histoire, on n'a pas le

droit de douter de l'avenir. » Pour le chef de l'Etat, la récession économique, comparable à celle de la grande crise de 1929-1930, ne peut être dépassée que par la Communauté européenne, dans laquelle il voit « le nécessaire relais pour aller plus loin ». Selon lui, une urgence s'impose : « L'Europe doit développer les grandes liaisons entre nos différents pays. » Aussi a-t-il préconisé un vaste programme d'infrastructures européennes « qui doit bénéficier du soutien financier de la Communauté dans le cadre de la politique propre à l'initiative européenne de croissance ». Mais cette plaidoirie en faveur d'une action européenne coordonnée ne doit pas pour autant occulter les aspects propres à la politique devant être menée impérativement au niveau national.

C'est ce qu'a souligné François Mitterrand, profitant de l'occasion pour signifier combien en la matière le rôle de l'Etat était primordial, voire prépondérant. « La politique d'aménagement du territoire (...) suppose que les grandes fonctions assurées par l'Etat, telles que l'éducation nationale, l'ensemble des services publics, soient partout exercées avec une extrême vigilance. » Les efforts consentis en faveur d'une meilleure localisation des services publics et des équipements publics ou par ailleurs, « car trop de ces efforts ont été trop longtemps concentrés sur la région parisienne ».

JEAN-PIERRE ROUGER

Selon un arrêt du Conseil d'Etat

Le respect dû par les médecins à la personne humaine continue de s'imposer après la mort

Dans un arrêt en date du 2 juillet, le Conseil d'Etat définit les principes déontologiques fondamentaux qui s'imposent au médecin après la mort de son patient. Pour le Conseil d'Etat, le respect dû par le médecin à la personne humaine continue de s'imposer après la mort.

L'affaire qui est à l'origine de l'arrêt du Conseil d'Etat avait, il y a cinq ans, alimenté une très vive polémique. Il s'agissait d'une « expérimentation » conduite sur un sujet en état de mort cérébrale par le professeur Alalo Milhaud (CHU Amiens). Ce spécialiste d'anesthésie-réanimation avait

enregistré son « travail » sur une cassette vidéo afin de fournir une pièce « scientifique » dans le cadre de l'affaire de Poitiers où plusieurs médecins s'accusaient mutuellement d'être à l'origine de la mort de Nicole Berneron, une jeune femme hospitalisée dans le CHU de cette ville (le Monde du 25 février 1988).

Cette « expérience » avait consisté à faire inhaler du protoxyde d'azote (origine supposée de la mort de Nicole Berneron) à un jeune homme âgé de vingt-quatre ans, victime d'un accident de la circulation et maintenant depuis plusieurs mois en « survie artificielle ».

Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de la Somme déposait alors contre le professeur Milhaud une plainte auprès du conseil régional de l'or-

dre des médecins de Picardie. L'ordre indignait un blâme au médecin, estimant que celui-ci avait violé le secret professionnel et pratiqué un acte « de nature à déconsidérer la profession ».

En janvier 1991, la section disciplinaire du Conseil national de l'Ordre des médecins rejetait l'appel du professeur Milhaud mais modifiait le motif retenu pour le blâme. Le conseil national estimait que le médecin d'Etat n'était nullement responsable du « déchaînement médiatique » qui avait suivi la révélation, à Poitiers, de l'« expérience » réalisée à Amiens. Il considérait, en revanche, que les articles du code de déontologie médicale, qui prévoient le respect de la vie et de la personne humaine et le respect de la volonté du malade, avaient, en l'espèce, été violés.

Saisi en tant que juge de cassation de la décision de la section disciplinaire du conseil national de l'Ordre, le Conseil d'Etat vient de trancher. Il a, dans un premier temps, censuré ce qu'il estime être une erreur de droit. « La section disciplinaire du conseil national de l'Ordre des médecins avait fait application à un mort des textes concernant les vivants », souligne le Conseil d'Etat. En effet, la mort cérébrale est aujourd'hui le critère scientifique de la mort reconnue par plusieurs textes.

Pour autant, le Conseil d'Etat n'a pas annulé le blâme infligé au professeur Milhaud. Rejoignant les conclusions de M. Kessler, commissaire du gouvernement, le Conseil d'Etat estime « que les principes fondamentaux relatifs au respect de la personne humaine, qui s'imposent au médecin dans ses rapports avec son patient, ne cessent pas de s'appliquer avec la mort de celui-ci ».

En dehors du cas des prélèvements d'organes (loi Caillaud), ces principes fondamentaux s'opposent à ce qu'une expérimentation soit pratiquée sur une personne après sa mort si plusieurs conditions ne sont pas remplies et ce, afin « d'éviter un développement incontrôlé de certaines pratiques ». Le Conseil d'Etat définit dans son arrêt ces conditions : il faut que la mort ait été constatée dans des conditions analogues à celles définies par les articles 20 à 22 du décret du 31 mars 1978 sur les prélèvements d'organes ; il faut encore que l'expérimentation répondra à une nécessité scientifique reconnue ; il faut, enfin, que le consentement de l'intéressé ait été donné de son vivant ou, à défaut, que l'accord de ses proches, s'il en existe, ait été obtenu.

J.-Y. N.

Une leçon du récent raid américain sur Bagdad

Le missile de croisière comme arme du contre-terrorisme

Il y a sept ans, contre la Libye - accusée d'inspirer le terrorisme international - et d'abord contre le refuge du colonel Kadhafi et de sa famille, les Etats-Unis ont lancé ce qu'ils avaient de mieux à l'époque dans leur panoplie d'armes dites de rétorsion : leurs bombardiers F-111 venus de bases du Royaume-Uni et des appareils embarqués sur leurs porte-avions croisant en Méditerranée.

Cette opération n'avait pas manqué de créer quelques difficultés avec certains de leurs alliés - comme la France - qui, pour ne pas donner le sentiment qu'ils étaient associés à ce raid punitif, avaient préféré interdire à Washington le suivi de leur territoire ou l'insécurité d'un simple relai de secours. Les Américains avaient dû se résoudre à des acrobaties techniques pour réaliser, sans trop de « casse » pour eux-mêmes, la mission qu'ils s'étaient fixée.

Aujourd'hui, ces mêmes alliés approuvent ou doivent se contenter de « comprendre » la décision de Washington d'attaquer le quartier général, en plein Bagdad, des services irakiens de renseignement : ils assistent, impuissants, au tir de missiles de croisière Tomahawk par des navires de guerre américains qui évoluent en mer Méditerranée, à des centaines de kilomètres de leur objectif, dans le confort des eaux internationales. Ces missiles ont survolé, sans autre forme de procès, des pays arabes - plus

ou moins proches politiquement de l'Irak - qui, en d'autres temps, n'auraient pas apprécié ces intrusions.

Entre ces deux « démonstrations » du Pentagone, auquel on a pu déjà reprocher d'avoir le feu avant même de s'expliquer, il s'est passé un événement : l'entrée en service, à partir de 1988, de missiles de croisière mar-sol tirés par des navires de surface ou des sous-marins et air-sol (hélicoptères d'aviation).

La loi

du talion

Volant au ras du sol, contournant les obstacles du relief sur sa route, épousant les « masques » du terrain pour déjouer la détection des radars, pourvus de moyens autonomes de guidage inertiel et de repérage cartographique au profit d'une navigation précise, ces missiles de croisière - « ils ne sont pas la panacée » - ont en revanche pour eux d'être l'outil, par excellence, d'une pénétration en profondeur du territoire adverse sans risques majeurs pour ceux qui s'en servent. La mission, tel un javaloir qui saute en mémoire son objectif, foncé sur sa proie. Celui qui l'a lancé est demeuré à l'abri.

Du même coup, les Etats-Unis se sont affranchis, en 1983, de l'obligation à laquelle ils avaient dû satisfaire en 1986 quand il leur a fallu obtenir de leurs alliés un « feu vert » avant de « corriger » la Libye. L'Irak n'a pas eu la

chance de la Libye. Les missiles de croisière dont sont désormais équipés les Américains leur permettent de frapper quand ils veulent, là où ils veulent, sans solliciter l'avis de qui que ce soit.

La mission de croisière - la France cherche à s'en doter avec ses programmes Apache du groupe Matra ou ASMP-C du groupe Aérospatiale - a été présentée, au début, comme l'instrument d'une dissuasion non exclusivement nucléaire dont l'avantage consistait à pouvoir discrètement menacer de détruire des cibles stratégiques, telles que des sites militaires protégés (bases d'aérodrôme, concentrations de forces, PO, dépôts). Comme on dit dans les états-majors, « on gère les crises ».

En d'autres termes, avec un missile de croisière, un pays se donne - en prélude à un état de crise qui risque d'évoluer en dehors de tout contrôle politique - les moyens d'adresser à qui de droit des coups de semonce ou des mesures de rétorsion, voire des frappes dites préventives, dans l'espoir de révéler et prouver la vulnérabilité à un adversaire et de le voir s'effondrer sans combattre.

Une solution

sans appel

Aux Etats-Unis, la lutte antiterroriste relevait à ce jour du Federal Bureau of Investigation et des instances de justice. Les auteurs d'actes de terrorisme étaient

passibles des tribunaux, auxquels les preuves étaient ou non apportées.

Désormais, voilà le monde entier prévenu : au nom de la légitime défense, des missiles de croisière - et non plus des raids aériens toujours détectables et interceptables - peuvent s'abattre sur les centres de décision de ce que les Etats-Unis considèrent comme étant un foyer du terrorisme international. La seule limite à leur utilisation est que de tels engins sont assez peu efficaces à l'encontre de toute cible qui serait mobile ou de toute autre qui prendrait soin de se dissimuler.

L'emploi de la force armée - à l'exclusion du bras séculier que constituent les branches « Action » militaires des services spéciaux pour des missions qui se valent clandestines - peut difficilement se justifier en matière de contre-espionnage et de lutte antiterroriste. Face à des problèmes mouvants, aux contours souvent imprécis, l'option militaire a quelque chose de définitif et de radical. Or, les experts du renseignement admettent qu'ils ont rarement la preuve irréfutable de ce vers quoi leurs déductions les ont poussés. Ils travaillent dans le relatif et c'est leur intime conviction qui conduit la plupart de leurs analyses. La mission de croisière, dans l'ordre du contre-terrorisme, l'inconvénient d'être souvent sans appel.

JACQUES ISNARD

Les suites de la prise d'otages de Neully

Le Syndicat de la magistrature met en doute la version officielle de la mort d'Erick Schmitt

Dans le numéro de juin de la revue Justice, le Syndicat de la magistrature (SM) contredit la version officielle du décès de la prise d'otages de l'école de Neully-sur-Seine. On se souvient que, à l'unisson avec le ministère de l'Intérieur, les hommes du RAID et le capitaine des pompiers présents dans la salle de classe au moment de l'intervention avaient affirmé que le preneur d'otages - Erick Schmitt, qui s'était surnommé « Humain Bomb » - avait disparu des explosifs sur lui-même et dans la pièce - s'était réveillé au moment de l'intervention policière.

Devant la menace de mise à feu et alors que « HB » aurait sursauté,

les policiers avaient ouvert le feu. Cette présentation des faits est remise en cause par le dernier numéro de Justice, dans lequel figure notamment un long entretien avec le procureur de la République de Nanterre (Hauts-de-Seine), Pierre Lyon-Caen, qui participa activement aux négociations mais n'était pas présent dans l'école au moment de l'intervention policière. Sans vouloir citer ses sources d'information, le bureau du SM affirme qu'il a obtenu de la ministre de l'Intérieur lui-même l'information selon laquelle la résolution d'abattre le preneur d'otages aurait été prise très en amont, à froid, et n'aurait, en aucun cas, été le fruit des contingences nées de l'intervention du RAID. En outre, les responsables syndicaux se demandent si « HB » était réellement éveillé au moment des coups de feu, alors que des sommations lui auraient été adressées à son insu. En définitive, ils considèrent que « l'obligation d'abattre cet homme (...) reste largement à démontrer ».

Devant ces questions au suspense, le SM souhaite qu'une information judiciaire pour « recherche des causes de la mort » d'Erick Schmitt

soit ouverte afin de dissiper les doutes. Sans cacher que l'enquête préliminaire confiée à la police judiciaire parisienne ne lui semble pas présenter de garanties suffisantes d'impartialité. « Non seulement, explique-t-on au syndicat, l'autopsie du corps d'Erick Schmitt a été effectuée en dehors de la présence d'un magistrat, mais l'expertise a été réalisée par le laboratoire de la police de Paris, et les policiers chargés de l'enquête ont eu des difficultés à entendre leurs collègues du RAID ».

Même si « l'assaut final s'est déroulé sans témoin » - hormis les policiers du RAID, le capitaine des pompiers et les enfants - le SM continue aussi d'espérer que la caméra et les micros du RAID n'aient pas connu quelques opportunités d'« élimination » et qu'il sera possible d'y avoir accès. « Nous n'avons aucune illusion sur l'écho public de nos interrogations et de nos affirmations, conclut le bureau syndical. Mais pour nous, il était indispensable, à plus forte raison dans un cas aussi sensible, que la légalité soit scrupuleusement respectée ».

E. In.

Au cours d'une cérémonie religieuse

Près de 270 personnes auraient péri dans un naufrage aux Philippines

Le naufrage d'une embarcation surchargée, qui participait, vendredi 2 juillet, à une procession religieuse catholique sur la rivière Buntlo, à 20 km au nord de Manille, aurait causé la mort d'environ 270 personnes. Au lendemain de la catastrophe, alors que les équipes de plongeurs continuaient à extraire des corps de la rivière, les sauveteurs avaient décombré 233 corps ; 34 personnes, pour la plupart des femmes

et des enfants, étaient portées disparues.

Plus de 500 personnes s'étaient entassées à bord d'une embarcation formée de deux navires liés par une arche en bambou pour de la fête annuelle de Bocaue. Quand l'embarcation a coulé, environ 200 personnes ont pu regagner les rives à la nage. Les processions fluviales sont très répandues aux Philippines, dont la population est, en grande majorité, catholique.

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde
L'ÉCONOMIE

Lire nos autres informations page 10

SOMMAIRE

DATES

Il y a cent trente ans, la bataille de Gettysburg... 2

ÉTRANGER

Géorgie : aggravation du conflit en Abkhazie... 3
Lois des capitales : à Eupen, cité belge et germanophone... 3
Somalie : le général Aidid est jugé responsable de la mort de trois « casques bleus » italiens... 6

POLITIQUE

Les « états généraux » des socialistes à Lyon... 9
Livres politiques, par André Laurens : « Les refus de la mémoire » 10

SOCIÉTÉ

Le procès des initiés de l'affaire Pechiney-Triangle... 10
Les suites judiciaires du match de football Valenciennes-Marseille... 10

SPORTS

Le départ du 80^e Tour de France. 11
Tennis : les championnats de Wimbledon... 11

CULTURE

Arts : Niki de Saint-Phalle ou Musée d'art moderne de la Ville de Paris... 13
Danse : Odile Duboc et Santiago Sempere au Festival de Montpellier... 13

ÉCONOMIE

Washington ne s'opposera plus à l'octroi des prêts internationaux au Vietnam... 15

Le rapport annuel de la Cour des comptes... 15
Revue des valeurs... 16
Crédits, changes, grands marchés... 17

COMMUNICATION

L'Assemblée nationale tente de concilier liberté de la presse et respect de la présomption d'innocence... 9

HEURES LOCALES

Les aéroports brisent le silence : la communication : les budgets sont à la baisse : Régions : cours contre la mort de Nicole Berneron... 19
France : Paris suspend ses jardins : Dossier : les trente ans des parcs nationaux : Cités : Chertres entre deux siècles... 19 à 28

Services

Abonnements... 2
Carnet... 14
Météorologie... 14
Mots croisés... 9
Télévision... 14
Spectacles... 12

La télématique du Monde : 3616 LEMONDE 3616 LM

Ce numéro comporte un cahier « Heures locales » folioté de 19 à 28 et un cahier « Radio-télévision » folioté de 1 à 32

Le numéro du « Monde » daté 3 juillet 1993 a été tiré à 468 438 exemplaires.

البيان

Le Monde

ne du contre-terrorisme

Liban. Les missions de contre-terrorisme sont devenues une priorité pour le gouvernement libanais. Les services de sécurité ont été renforcés et des opérations ont été menées pour éliminer les bases des groupes terroristes. Les autorités libanaises ont également coopéré avec les forces internationales pour lutter contre le terrorisme.

Course contre la montre à Madine

Depuis des mois, la Meuse prépare le passage du Tour de France

21

Paris suspend ses jardins

A Montparnasse, faute de pleine terre, la ville plante sur le béton

22

Les trente ans des parcs nationaux

Bilan positif pour les zones protégées créées par l'Etat

24

Chartres : entre deux siècles

Le maire rêve de remodeler le centre historique de la ville

26

20 Statistiques • Agende • Concours • Formation • Publications • Textes • 25 Débat • Courrier • Livres

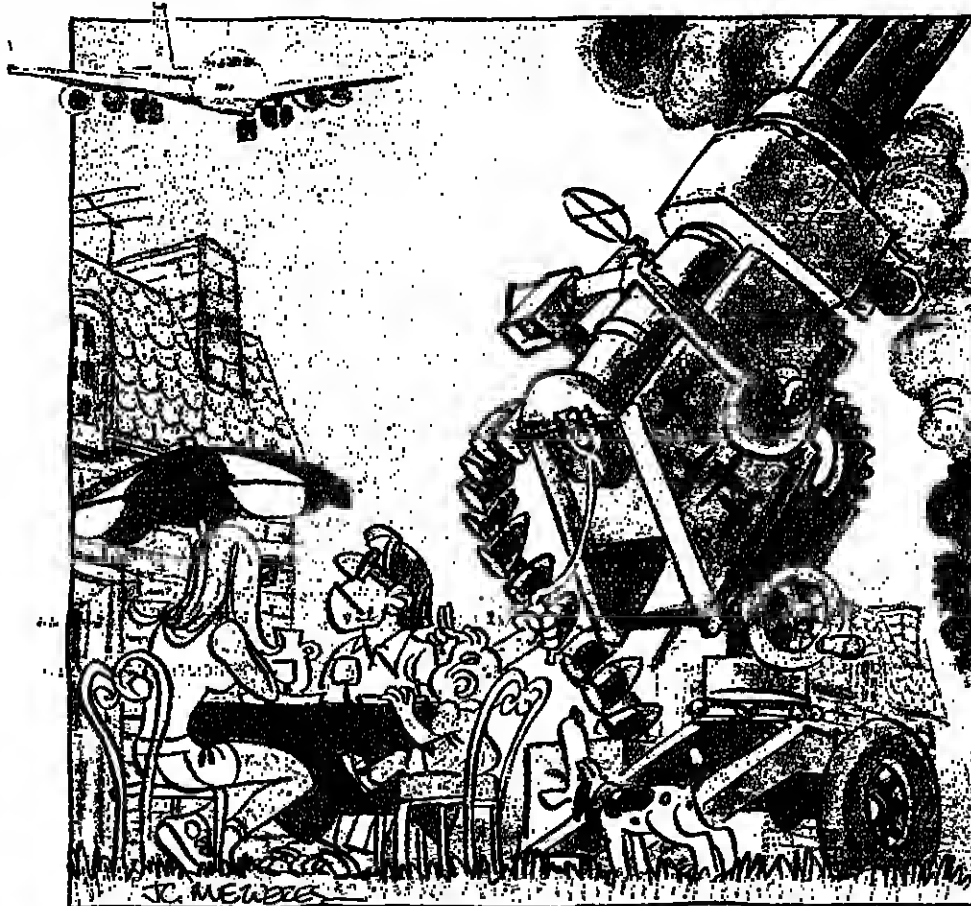
HEURES LOCALES

LES AÉROPORTS BRISENT LE SILENCE

Les riverains des pistes d'atterrissage ne supportent plus les vrombissements des avions. Les professionnels s'organisent pour faire face à leur mécontentement

ENTRE les populations mécontentes, les élus exigeants, les constructeurs qui ne parviennent pas à inventer des moteurs parfaitement silencieux et la Commission des Communautés européennes qui semble pencher pour le TGV, les aéroports européens se sentent mal-aimés.

Réunis sur l'île de Malte, à l'occasion de l'assemblée annuelle de l'Association internationale des Aéroports (AIA), leurs dirigeants ont passé plus de temps à faire le compte de leurs soucis et à justifier leur existence qu'à rendre compte de leurs progrès dans le domaine de l'environnement, le thème de cette rencontre.



A en croire ces professionnels, la demande de transports aériens est en hausse. Pourtant il ne s'est pas construit de grand équipement en Europe, depuis longtemps, car le souhait des populations de voir respecter leur qualité de vie croît bien plus vite. Accusés de polluer l'air, l'eau, les sols, luecités comme toutes les collectivités à réfléchir à la collecte des déchets, les gestionnaires de ces équipements vont devoir investir pour répondre à ces nouvelles exigences. « Peut-être des millions de dollars par aéroport », estime Jack Moffatt, président de l'AIA.

Mais tout cela ne serait rien ou pas grand-chose s'ils n'avaient pas à faire face à « l'opposition acharnée » des riverains en lutte contre le bruit. Des voisins soucieux aussi de leur sécurité. La catastrophe d'Amsterdam a tendu encore les rapports.

A terme, les responsables d'aéroport craignent que cette hostilité ne compromette leur expansion. Déjà, le ciel européen a été interdit aux avions les plus sonores, comme les premiers Boeing 707 ou les vieilles Caravelle. Une deuxième catégorie d'avions va être progressivement éliminée entre 1995 et 2002. En outre, l'ACI-Europe a réitéré, à Malte, son désir de voir les constructeurs réaliser

des efforts supplémentaires en ce sens. De toute façon, que les avions et les compagnies aériennes soient plus directement responsables du bruit produit à l'atterrissage et au décollage apparaît secondaire aux oreilles des riverains.

En France, ce sont contre les aéroports que ces derniers se tournent. Celui de Marseille l'a appris à ses dépens. Condamnée après un procès d'une douzaine d'années, la chambre de commerce et d'industrie vient finalement de verser 12 millions de francs d'indemnités à la municipalité de Saint-Victor. Située à 900 mètres de la dernière piste d'atterrissage aménagée, cette commune de 6 047 habitants va enfin pouvoir insonoriser ses bâtiments publics.

Comptes

C'EST en publiant *Les Comptes fantomatiques d'Heussmann* que Jules Ferry, alors journaliste, se fit connaître des Parisiens, avant de devenir leur maire en 1870. Il stigmatisait les hasardeuses opérations qui avaient permis au préfet-baron de financer ses grands travaux. Encore le bras droit de Napoléon III avait-il l'excuse d'avoir embelli et essaimé la capitale comme jamais auparavant.

Les acrobaties budgétaires de Jacques Chirac, épinglées par le *Cour des comptes*, n'ont pas cette justification. Si les fonctionnaires municipaux ont, en son nom et durant huit ans, souscrit des emprunts, plus ou moins nécessaires, c'est, expliquent-ils, pour présenter des budgets en équilibre.

Ensuite, comme les ressources de la ville rendaient ces crédits inutiles, soit on ne les utilisait pas, soit on les prêtait à d'autres banques. Tout ceci, dans l'illégalité, sans en souffler mot à l'assemblée municipale et avec la complicité des représentants de l'Etat.

Dans cette affaire, régularisée juste avant les dernières élections, les responsables parisiens ont porté un coup de ciseau au contrat qui fonde la démocratie. Les représentants du peuple contrôlent les finances.

Ce principe vaut pour les collectivités locales - et Paris, le premier d'entre elles, se doit de donner l'exemple - comme pour les institutions nationales.

Il y a longtemps que les contribuables parisiens, ainsi que leurs élus, voudraient voir clair dans le double budget municipal et départemental. Il est généralement incompréhensible. On apprend aujourd'hui qu'il était omé de fausses fenêtres. Il est urgent de le rendre transparent et lisible. L'époque où Badinguet dirigeait l'empire est définitivement révolue.

Marc Ambroise-Rendu

de notre envoyé spécial à Malte
Martine Valo

la prise d'étages de Neuilly

magistrature met en doute la mort d'Erick Schmitt

Un assassinat survenu le 1er novembre 1988, dans la nuit, à Neuilly-sur-Seine, a été remis en question par la magistrature. Les enquêteurs ont découvert des éléments qui remettent en doute la version officielle de la mort d'Erick Schmitt. Les autorités judiciaires ont décidé d'ouvrir une enquête pour déterminer si il s'agit d'un meurtre ou d'un suicide.

COMMUNICATION

LES BUDGETS SONT A LA BAISSE

Sous l'effet de la crise, les collectivités locales font des économies

CERNER les budgets de communication des collectivités locales relève de la mission impossible. Les magistrats de la Cour des comptes viennent de souligner cette difficulté dans leur rapport annuel, qui porte sur la période 1986-1991 (*Le Monde* du 3 juillet). Pourtant, tous les « dircom », ou presque, acceptent de parler argent. Communication oblige. Mais tous ne disent pas ce qu'ils mettent dans leur lire.

Certains directeurs de la communication, par exemple, ne comptabilisent pas leurs dépenses de fonctionnement,

sous prétexte qu'elles relèvent du budget général de la collectivité. Parfois, ce sont l'achat d'espaces publicitaires, l'édition et l'impression qui ne sont pas pris en compte. Lorsque la communication n'est pas centralisée, il faudrait additionner les lignes budgétaires des différents services pour avoir une vision exhaustive du budget.

Et puis, qu'entend-on par « communication » ? Doit-on inclure le mécénat, qui, parfois, relève du budget culture, le sponsoring, en partie imputé au service des sports, la promotion d'une collectivité par le biais d'un voyage de lycéens, prise sur

le budget éducation ? La coopération intercommunale, enfin, ne simplifie pas les choses. Doit-on additionner le budget de la ville et celui de la communauté ou du syndicat ? Le budget de communication de Montpellier s'élève ainsi à 9 ou 23 millions de francs, selon que l'on parle seulement de la ville ou, aussi, du district. Aussi vaut-il mieux accueillir avec prudence l'affirmation selon laquelle la plupart des collectivités ne consacraient pas plus de 1 % de leur budget à la communication.

A l'intérieur d'un budget, comment l'argent est-il réparti ? Seuls, quelques professionnels sont en mesure de répondre. La plupart dressent la liste des « actions » menées pendant l'année, mais ne précisent pas s'il s'agit de communication institutionnelle, identitaire, promotionnelle ou politique. Ce manque de concepts est sans doute lié à la jeunesse de la décentralisation. « La dernière décennie a été celle de l'argent facile » pour les collectivités locales. Lo

politique de communication a souvent été une addition d'opérations plus qu'une planification », constate Jean-Pierre Chasseau, directeur de communication au conseil général de Seine-et-Marne, et vice-président de l'association Communication et citoyen, qui rassemble une cinquantaine de « dircom ». « La crise économique que nous traversons va nous obliger à faire des choix, à affiner nos politiques », indique Vincent Guineuf, directeur de la communication de la région Bourgogne, et président de Communication et citoyen.

Depuis dix ans, régions et départements ont suivi des itinéraires assez semblables. Dotées de nouvelles compétences de par les lois de décentralisation, « ces collectivités ont cherché à s'affirmer auprès de leurs administrés, en faisant de la communication institutionnelle », explique Vincent Guineuf.

Raphaële Rivals
Lire la suite page 21

Le Monde EDITIONS

Voyage à l'intérieur de l'Eurocratie

Jean de La Guévière

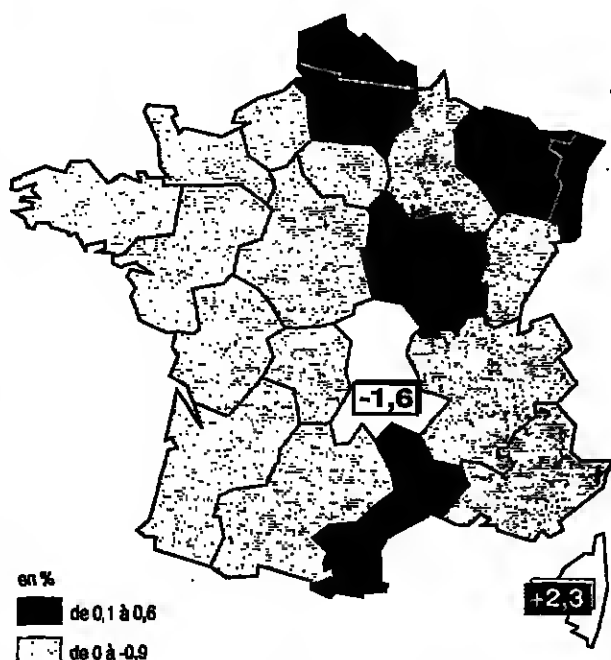
Pour enfin comprendre comment fonctionne l'Europe, cette formidable machine qui, si vous ne vous intéressez pas à elle, n'a pas attendu Maastricht pour s'occuper de vous.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

REPÈRES

STATISTIQUES

L'emploi régional



L'année 1991 marque un tournant en ce qui concerne l'emploi. Pour la première fois depuis sept ans, le nombre d'emplois a baissé, les créations dans la tertiaire n'ont pu compenser les suppressions dans l'agriculture et l'industrie, constate Magda Tomasini, auteur d'une étude de l'INSEE sur les derniers chiffres connus.

La carte représente, par région, l'évolution en pourcentage par rapport à 1990. Elle montre que les régions qui résistent le mieux sont celles qui ont été touchées précédemment par la crise, comme le Nord-Pas-de-Calais ou la Lorraine. A l'inverse l'Île-de-France et Rhône-Alpes, qui avaient connu une croissance l'année précédente, sont plus affectées.

(Sources : INSEE)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

LES DOLÉANCES DES VILLES NOUVELLES

Les responsables de ces agglomérations sont inquiets pour leurs finances et leurs universités

ALORS que s'ouvre le grand chantier de l'aménagement du territoire, les villes nouvelles s'interrogent plus que jamais sur leur avenir. Réunies la semaine dernière à Evry (Seine-et-Marne) à l'occasion de l'assemblée générale de l'Association française des villes nouvelles (AFVN), leurs responsables n'ont pas caché être partagés entre le désir de continuer dans la voie tracée et la peur de ne pas en avoir les moyens.

L'idée des villes nouvelles en région parisienne remonte au milieu des années 60. La création de ces agglomérations est alors présentée comme l'antidote des grands ensembles, un idéal de vie économique, sociale et culturelle. Plus tard, à travers la charte d'aménagement de la région parisienne (1975), ces cités seront confortées dans leur rôle structurant de la grande banlieue et surtout de pôles de développement des emplois et de l'habitat social. Cinq agglomérations de ce type ont été créées en Île-de-France (Evry, Cergy-Pontoise, Marne-la-Vallée, Melun-Sénart, aujourd'hui baptisée Sénart, et Saint-Quentin-en-Yvelines), quatre seulement en province, Ville-neuve-d'Azay et Le Val d'Audoubert, qui n'ont plus le statut de ville nouvelle, L'Isle-d'Abeau, et les rives de l'étang de Berre, qui l'ont gardé.

Rééquilibrage des moyens

Cette fragile alliance est aujourd'hui très menacée. Si le développement des villes nouvelles a longtemps été fortement soutenu par l'Etat à travers le financement privilégié des équipements publics, ce n'est plus le cas aujourd'hui. « Entre le renchérissement des emprunts et la baisse des ressources de la taxe professionnelle, les villes nouvelles n'ont plus la possibilité de réaliser les équipements nécessaires à l'accueil des populations nouvelles », constate François Bousquet, président du SAN d'Evry.

Grâce à leur disponibilité foncière encore grande, les villes nouvelles sont prêtes à continuer

de tenir une place importante dans la stratégie d'aménagement du territoire, mais le système de financement de leurs équipements n'est plus adapté, ce qui compromet sérieusement l'avenir », insiste Jean-Jacques Fournier, qui attend de l'Etat qu'il s'engage dans « un partenariat clair » avec les villes nouvelles.

Les responsables de l'AFVN s'inquiètent par ailleurs de la décision du tribunal administratif de Versailles d'annuler le budget 1992 de Saint-Quentin-en-Yvelines.

La juridiction administrative s'est retenue pour motif de son jugement qu'« un syndicat d'agglomération nouvelle ne peut accorder de subvention ou prendre en charge des dépenses correspondant au financement de manifestations culturelles, sportives et touristiques ». Toutes les villes nouvelles finançant des associations sur le même modèle sont donc concernées. « Cela ne me paraît pas totalement pertinent de distinguer le financement des équipements et les subventions aux associations, car ces dernières sont indispensables à toute société organisée », remarque François Bousquet.

Mais en-dehors, les dirigeants des syndicats d'agglomération nouvelle craignent que cette affaire fasse tache d'huile. « Cette annulation va donner des idées à toutes les communes minoritaires

qui ne se sentent pas à l'aise dans leur ville nouvelle et espèrent reprendre leur liberté. C'est un risque de réelle paralysie et un coup contre l'intercommunalité, totale voulue par les villes nouvelles à travers le principe de versement de la taxe professionnelle au SAN », affirme Jean-Jacques Fournier.

Le prochain comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT), prévu le 12 juillet, retiendra enfin toute l'attention des dirigeants de l'AFVN. Les universités y seront en effet à l'ordre du jour. Les quatre universités de plein exercice créées par le plan Université 2000 à Evry, Cergy-Pontoise, Marne-la-Vallée et Saint-Quentin-en-Yvelines et celle promise à Sénart font des envieux dans le grand bassin parisien. Les voix se sont élevées à Reims, Amiens ou Orléans, les grandes villes à moins d'une heure de Paris, pour demander un rééquilibrage des moyens au profit de la province. D'où la crainte des élus des villes nouvelles franciliennes de voir le gouvernement rogner les ailes de leurs universités.

« Les universités des villes nouvelles ne font pas de concurrence à celles des régions voisines. Elles ont été créées avant tout pour désengorger les centres universitaires de Paris et faire face à l'accroissement du nombre d'étudiants en Île-de-France. Elles accueillent d'ailleurs en grande majorité des jeunes venant de l'environnement immédiat », réplique l'ancien secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique et maître socialiste d'Evry, Jacques Guyard. Quant à Jean-Jacques Fournier, dont la ville nouvelle de Sénart ne bénéficie pour l'instant que d'un IUT, il estime l'université « indispensable au bon développement des villes nouvelles ».

Patrick Desavie

BLOC-NOTES

AGENDA

Ville et sculpture. - La ville de Nancy organise depuis le fin du mois de juin une exposition baptisée : « l'art de la sculpture ». Créée en 1985, cette manifestation a pour but de présenter des sculptures contemporaines monumentales dans les lieux publics. Chaque année, un maître d'œuvre est choisi par la collectivité et met en place les différentes expositions. Pour l'édition 1993, la galerie Le Monde de l'art présentera les œuvres de l'artiste russe Chemikine et du sculpteur bulgare Lekarski.

► Renseignements au (16) 63-95-32-76.

Communes et régions d'Europe. - Le Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE), que préside Pascal Marquail, maire socialiste de Barcelone, organise ses dixième état général à Strasbourg, du mercredi 20 au samedi 23 octobre. Ce congrès sera l'occasion, pour le CCRE, de faire le point sur le rôle que les collectivités territoriales doivent jouer dans la construction de l'Europe. L'Association française du CCRE, que préside Jacques Chaban-Delmas (RPR), milite pour la représentation des communes au sein du comité des régions institué par le traité de Maastricht.

Les débats porteront sur la coopération intercommunale et interregionale, ainsi que sur le rôle des collectivités locales dans la construction d'une Europe sociale. Les états généraux du CCRE devraient rassembler environ trois mille élus, venus d'Europe et des pays de l'Est.

► Renseignements au (16) 38-77-83-93.

Sport et collectivités. - La Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) organise un premier forum sur le sport et les collectivités territoriales à Mâcon (Saône-et-Loire), mardi 30 novembre et mercredi 1^{er} décembre. Cette manifestation s'adresse aux élus en charge du sport, aux responsables de services et d'équipements sportifs, ainsi qu'aux animateurs. Les débats porteront notamment sur les politiques sportives après dix ans de décentralisation, le sport scolaire, les clubs et fédérations, le sport de masse et de haut niveau.

► Renseignements au (16-1) 40-60-48-00.

PUBLICATIONS

Marchés publics. - L'Association française des avocats-conseils auprès des collectivités territoriales (AFAC) vient de publier les actes de son dernier colloque, « Marchés publics, concessions et contrats voisins, vers de nouvelles pratiques contractuelles ». L'ouvrage fait le point sur les textes, français et communautaires, qui régissent ces marchés.

► 92 p., 250 F. Couleurs et Stratégie, 39 rue Gazan, 75014 Paris. Tél. (16-1) 46-85-02-80.

CONCOURS

Trophées Eco-actions. - L'Association des maires pour l'environnement (les éco-maires), présidée par André Labarrière (PS), maire de Pau, organise la troisième édition des « Trophées Eco-Actions ». Il s'agit d'un concours destiné à récompenser les actions les plus novatrices, lancées à

l'initiative des maires, en matière d'environnement. Ce concours est ouvert à toutes les communes ou groupements de communes, qui peuvent se présenter dans les catégories suivantes : déchets, dépollution, aménagement et urbanisme, risques (séisme), information et communication, politique globale environnementale. La date limite de réception des dossiers est fixée au 15 septembre 1993.

► Renseignements au (16-1) 40-63-84-21.

FORMATION

Valeuriser le patrimoine. - Depuis quelques années le ministère de la culture s'est intéressé à la création de formations destinées à des personnes qui ont en charge le développement culturel ou touristique de collectivités locales. L'Institut supérieur de management du patrimoine du Mans offre la possibilité à des étudiants (bacc +3), ou à des personnes en activité, de suivre des stages, longs ou courts, préparant aux métiers de ce secteur. Les collectivités, les SIVOM ou les offices du tourisme recrutent en effet des assistants développement du patrimoine.

► Renseignements au (16) 43-78-45-45.

TEXTES

Copertion intercommunale. - Les communes auront jusqu'au 31 décembre pour réfléchir. Le Journal Officiel vient de publier le texte d'une loi, en date du 23 juin, « allongeant le délai d'élaboration des projets de schéma départemental de la coopération intercommunale ». Le Parlement a adopté une proposition de loi de Jean-Paul Delevoye (RPR), sénateur et président de l'Association des maires de France, qui proroge de six mois le délai dans lequel doit être élaboré le schéma départemental de coopération intercommunale prévu par la loi du 6 février 1992 sur l'administration territoriale de la République. Initialement, les communes avaient dû adresser leurs propositions à la commission départementale de la coopération intercommunale avant le 8 août 1992. La commission avait ensuite jusqu'au 6 février pour que le schéma élaboré en concertation avec les collectivités soit publié par le préfet. Cette date limite avait été repoussée dans un premier temps au 6 août. Cette prolongation s'est votée presque à l'unanimité. Au Sénat, seuls les communistes, très réticents à l'égard des formes de coopération intercommunale, proposées par le gouvernement en concertation avec le Parlement, se sont abstenus.

ASSOCIATION

La Flamboyance, victime d'une réduction de son budget

Juste au moment où l'association La Flamboyance (1) pouvait se féliciter d'avoir fait naître dans plus de trois cents villes françaises un mouvement pour la promotion des sports culturels et de la francophonie, un nuage vient assombrir son horizon. Invoquant les restrictions budgétaires, le ministère de la culture et de la francophonie lui a fait savoir qu'il envisageait de retirer son soutien financier. La suppression de 1,9 million de francs sur un budget d'environ 2,5 millions, voilà qui pourrait hypothéquer l'avenir de l'association. Pourtant, Michel Daurail, directeur de La Flamboyance, n'envisage pas, si le menace devait se concrétiser, de mettre le ciseau sur la palissade. Il se penche déjà sur différentes formules (dont une participation financière des adhérents : associations ou collectivités), qui permettraient de continuer leurs activités. Mais la portée symbolique d'un désengagement du ministère ne lui échappe pas.

Cette association s'est créée en juin 1990 grâce à Jack

Lang qui était persuadé que les plus de soixante ans sont à la fois créateurs et porteurs de culture. Le ministre de la culture de François Mitterrand estimait qu'il est temps de rompre avec l'image d'une vieillesse égoïste et inutile et de faire reconnaître ses richesses. Une société qui ignore le savoir-faire des plus de soixante ans, est une société mutilée. Une société qui repousse leurs valeurs est une société desséchée.

Un moment spécial

Maximilienne Levat, gérontologue, présidente de l'association (2), résume ainsi ce qu'il apporte : « la convivialité au lieu de la loi du plus fort, le temps de vivre contre la précipitation, la gestion raisonnée des ressources à la place du gaspillage, la consommation de biens immatériels au lieu de l'hyperconsommation de gadgets ». La Flamboyance aide donc depuis trois ans les associations et les collectivités locales à mettre en valeur les initiatives des aînés, à

organiser des activités entre générations et des colloques ou journées de réflexion : sur les transformations de la société du fait du vieillissement ou sur les valeurs offertes par l'âge. Octobre étant un moment spécial. Un mois au cours duquel chacun à travers la France unit ses efforts aux autres pour donner au mouvement de La Flamboyance sa pleine intensité. Plusieurs centaines de villes présentent déjà octobre 93. Il se trouve que l'on fête également l'anniversaire européen des personnes âgées et des relations entre générations ! Un drôle de moment pour le ministère de la culture pour jouer les abonnés absents.

Christiane Chombeau

(1) Mouvement La Flamboyance, BP 351, 75526 Paris Cedex 11 ; tél. : (1) 43-38-38-39.
(2) Maximilienne Levat est l'auteur d'un ouvrage qui vient de paraître, préfacé par Michel Daurail : *L'âge de la flamboyance*, Ed. Jacques Bataillon, 185 p., 115 F.

RELEVER LE DEFIL RURAL

Comment réagir à la crise de notre espace rural et aux effets pervers de la métropolisation ?

Un véritable manuel de l'art du possible.

C. POUY
Président du Centre national de la coopération intercommunale

Pouvoirs Locaux
EDITIONS

Coéditions : Institut de la Démocratie et du 4. Rue des Longs, Paris - 92186 Nanterre

Rectificatif. - Nous avons écrit par erreur dans l'article « La rocade de l'Est », consacré aux projets de rocade ferroviaire dans le Val-d'Oise (le Monde daté 27-28 juin), que le conseil général du département était maître d'ouvrage de l'opération. En réalité, ce sont l'Etat et la SNCF qui assumeront cette fonction.

Le Monde
DES LIVRES

LE PLAISIR DE LIRE

Chaque jeudi dans le Monde daté vendredi

COURSE CONTRE L'AMONTRE A MADRID

Les responsables de l'AFVN s'inquiètent par ailleurs de la décision du tribunal administratif de Versailles d'annuler le budget 1992 de Saint-Quentin-en-Yvelines.

PROVINCIALISME A MARSEILLE

La Flamboyance aide donc depuis trois ans les associations et les collectivités locales à mettre en valeur les initiatives des aînés, à

LES BUDGETS MONT A LA BAISSE

Rectificatif. - Nous avons écrit par erreur dans l'article « La rocade de l'Est », consacré aux projets de rocade ferroviaire dans le Val-d'Oise (le Monde daté 27-28 juin), que le conseil général du département était maître d'ouvrage de l'opération. En réalité, ce sont l'Etat et la SNCF qui assumeront cette fonction.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

NEWS LOCALES

RÉGIONS

LORRAINE

COURSE CONTRE LA MONTRE A MADINE

Un petit «pays» de la Meuse prépare fiévreusement le passage du Tour de France

«C'ÉTAIT un rêve de petit garçon», reconnaît Philippe Colson, directeur général de Madine Accueil, une structure du département de la Meuse chargée de la gestion de la base de loisirs du lac de Madine. Il s'est battu pendant quatre ans pour que le Tour de France passe dans son village.

Aujourd'hui, il se demande où placer les dizaines de pancartes envoyées par la Société du Tour de France pour flécher les lieux stratégiques de la course contre la montre en individuelle qui partira le 12 juillet du lac de Madine, proche de Verdun dans la Meuse. Un parcours de 59 kilomètres qui ramènera les coureurs au bord du lac.

Car, c'est officiel depuis octobre 1992, la neuvième étape du Tour de France 1993 se terminera à Madine. Ce sera le premier grand rendez-vous sportif du Tour, à la veille du transfert vers les cols des Alpes. Le conseil général de la Meuse a payé les 600 000 francs de droits d'entrée demandés par la Société du Tour de France pour l'organisation d'un contre-la-montre et il en a délégué l'organisation à sa structure, Madine Accueil. Une somme à laquelle s'ajoutent de nombreux frais annexes, «qui font doubler le mètre de départ», estime Philippe Colson.

Il a tout fallu préparer en neuf mois : le départ, le parcours, l'arrivée, en pensant aux coureurs, à l'organisation officielle, au public et aux habitants. Pour le parcours, pas de problème. Philippe Colson sillonne les routes du département en vélo depuis assez longtemps pour pouvoir proposer un itinéraire intéressant : un carré composé de quatre grandes lignes droites à travers la campagne vallonnée de la Meuse, qui s'annoncent à la fois par la beauté du paysage et par les courbes. Ce parcours devrait d'ailleurs être repris tel quel pour le Grand Prix des Nations, autre course contre la montre, que Madine accueillera pendant trois ans à partir d'octobre 1993.

A partir de là s'engage la coordination avec les services du Tour. «Nous parcourons chaque étape avec cartes et oliviers», notent les bénévoles, les entrées de ville, l'état des routes», explique Michel Girard, commissaire général adjoint du Tour de France. Suit une grande réunion en préfecture, avec gendarmerie, police, maires et services techniques des communes traversées, direction départementale de l'équipement, services départe-

mentaux, etc., où sont discutés le report de certains travaux de voirie, la réfection d'une chaussée trop abîmée ou le déplacement d'éléments du mobilier urbain... Les carrefours giratoires, dangereux pour les coureurs, doivent parfois être «casés», aux frais de l'organisateur local.

Six gerbes de fleurs

Pour l'étape de Madine, très champêtre, peu de problèmes de ce type se sont posés. La construction d'un sens giratoire a été repoussée; en revanche, certains travaux de voirie, inclus dans un plan triennal, ont été avancés. Alors que le Tour ne le leur demandait pas, les services du département - l'ensemble du parcour emprunté des routes départementales - ont tout de même remis en état près de 8 kilomètres de routes. «Nous aurons terminé notre programme annuel en juillet!», s'exclame Lucien Berton, directeur général adjoint au conseil général, en charge de la voirie. Seul imprévu important : la construction d'une voie de 170 mètres pour l'arrivée. Elle desservira la nouvelle salle polyvalente de la base de loisirs. Les problèmes liés au parcours paraissent simples à côté

de ceux dus à la préparation de la zone de départ et surtout de celle d'arrivée.

Il a fallu trouver des parkings pour les véhicules des 4000 personnes qui se déplacent chaque jour; des salles ou chapiteaux pour les coureurs et la presse; des tables et chaises, qui seront empruntées aux écoles de la région; 8 kilomètres de barrières métalliques; une aire pour les hélicoptères - la pratique de golf fera l'affaire; une installation électrique géante; 500 kilogrammes de glace.

Le cahier des charges du Tour demande aussi à l'organisateur local de fournir «six gerbes de fleurs, à remettre au responsable du protocole trois heures avant l'arrivée de la course (longueur maximum 80 centimètres)». Pour accueillir les 500 000 spectateurs attendus, tout le monde y a mis du sien : les communes traversées organiseront des bals et fêtes locales les 11 et 12 juillet; des agriculteurs ont mis leurs prairies à la disposition du public et leurs épouses ont organisé un système exceptionnel d'«étape à la ferme».

Le département attend certes de cet événement des retombées économiques immédiates : on estime que chacune des 4000 personnes du Tour dépense 1 500 francs par jour. Mais c'est aussi pour la Meuse l'occasion de faire savoir que son territoire est propice au tourisme vert et sportif. «Le développement touristique du lac de Madine est un des quatre points forts de notre politique d'aménagement du territoire», explique Jacky Warot, directeur des services du département.

de notre envoyé spécial à Buxières-sous-les-Côtes Cécile Maillard

AQUITAINE

LASCAUX II FÊTE SES DIX ANS

Le fac-similé de la grotte préhistorique a stimulé le tourisme local

EN 1963, André Malraux, alors ministre de la culture, annonce la fermeture de la grotte de Lascaux, jadis découverte par quatre gamins de Montignac. Quinze ans d'ouverture au public menaçaient, en effet, de rayer Lascaux du patrimoine de l'humanité.

Viellies de dix-sept mille ans, les peintures magdaléniennes avaient pu traverser le temps grâce à une couche de marne imperméable coiffant la cavité obstruée par des éboulis. Ainsi s'était constitué un micro-climat propice à la conservation des parois ornées. Mais l'élévation de la température ambiante a provoqué l'apparition d'algues vertes et la prolifération de cristaux de calcite. Depuis, les grilles qui protègent Lascaux ne s'ouvrent que pour cinq personnes par jour, ceux qui s'inscrivent sans trop d'espoir sur les listes d'attente et les privilégiés qui savent frapper aux bonnes portes pour obtenir un laissez-passer.

Aussi curieux que cela puisse paraître, la fermeture de Lascaux s'est révélée une bonne affaire pour l'économie périgourdine. A quelques dizaines de mètres de l'original, la colline sacrée a accouché d'une copie conforme conçue par des faussaires de talent. Ce fac-similé, plus communément appelé Lascaux II, fête cet été ses dix ans au moment où le cap

des trois millions de visiteurs vient d'être franchi. Et pourtant, lorsque Daniel Debaye, directeur de la régie départementale du tourisme, et son équipe avaient proposé ce projet, les réactions n'avaient guère été enthousiastes. Personne n'imaginait notamment que Monique Peytral puisse restituer avec autant de talent les fresques de la salle des taureaux et du diverticule axial. Le succès de Lascaux II est en grande partie dû à cette artiste qui, tout comme ses devanciers, a préparé ses couleurs à l'aide de pigments naturels et usé de pinceaux de crin et d'éponges de fourrure pour peindre les murs factices.

Pas de «préhistoland»

En réalité, le fac-similé a profondément influencé le tourisme périgourdin. Son impact va bien au-delà des 40 salariés qu'il emploie, du chiffre d'affaires qu'il génère et de la noria d'hôtels, de campings et de gîtes nés dans son sillage. Le département de la Dordogne s'est à tel point identifié à sa grotte «en toc» qu'il a choisi l'image du grand taureau pour logo.

Lascaux II profite aux autres lieux. Chaque année l'aquarium du Bugue, les jardins d'Eyrignac, les châteaux de Hautefort, Calsteud et Beynac, pour ne citer que ceux-là, accueillent des milliers de visiteurs. Mal acceptée à ses débuts par les dépositaires du savoir-faire touristique, l'association des sites privés a su progressivement s'imposer.

Et dans ce département dont l'enclavement ne peut qu'anémier un tissu économique déjà bien lâche, le tout-tourisme a ses partisans. Il y a quelques années, le conseil général, alors à majorité socialiste, avait lancé l'idée d'un «préhistoland». L'échec des parcs à thèmes, le coût des investissements ont eu, pour l'instant, raison de ce projet prévu initialement dans la vallée de l'Isle, entre Périgueux et Bordeaux. Les élus ont aussi senti que l'identité du Périgord ne ferait pas long feu devant la grande marée des tours opératoires. A trop vouloir se vendre, le pays de Cro-Magnon ne risque-t-il pas de perdre son âme? C'est la grande question que pose la réussite de Lascaux II au moment où il est question de massacrer la vallée de la Dordogne par une voie rapide entre Périgueux et Sarlat.

de notre correspondant à Périgueux Dominique Richard

GUADELOUPE

Le département veut lancer un emprunt

Le conseil général de la Guadeloupe va se faire noter une nouvelle fois avant de lancer, en septembre, un emprunt obligataire d'environ 200 millions de francs destiné à financer, notamment, le chantier d'alimentation en eau potable des Saintes (archipel situé au sud de l'île).

La notation permet de présenter, sous une forme synthétique, l'opinion que certains experts se font de la qualité des émissions. En avril dernier, le département s'est fait noter par l'agence IBCA Notation, qui lui a attribué un «A». Cette appréciation indique que le risque est faible pour l'investisseur; bien que le conseil général ait, comme toutes les collectivités d'outre-mer, une marge de manœuvre limitée (faible fiscalité, importance des dotations de l'Etat), il se distinguait par la rigueur de sa gestion (maîtrise des dépenses de fonctionnement, taux d'épargne important, endettement raisonnable). Pour confirmer cette bonne note, le département va demander à l'agence Moody's de procéder à une seconde évaluation.

RHÔNE-ALPES Moreset soutenue par les magistrats financiers

La chambre régionale des comptes de Rhône-Alpes vient d'innover en donnant raison à la commune de Moreset (Isère), qui avait refusé d'inscrire à son budget les annuités d'une dette concernant la construction d'un collège pour les enfants des agents de la centrale de Creys-Malville. Or le surintendant a été arrêté en juin 1992, sur décision du gouvernement. Il a, depuis, suspendu le versement de sa taxe professionnelle, privant Moreset d'une partie de ses ressources (le Monde du 5 juin). La commune poursuit l'Etat et différents établissements financiers. Elle a aussi refusé d'inscrire l'annuité de cette dette au budget 1993, bien qu'il s'agisse, en principe, d'une dépense obligatoire. Le préfet a donc transmis le budget, pour avis, à la chambre régionale des comptes.

Or, selon les magistrats, «l'engagement de prêt ne pouvait être dissocié du mécanisme de prise en charge par NERSA (NDR: l'exploitant de la centrale) des annuités au cas de tarissement de la taxe professionnelle. (...) Le défaut de versement par NERSA la libère de sa propre obligation». L'inscription de la dépense ne présente donc pas le caractère d'une dette exigible. Reste à savoir si la préfecture suivra l'avis des magistrats.

BOURGOGNE Aider au développement en Saône-et-Loire

Le développement économique en Bourgogne du Sud s'appuie depuis quelques mois sur un nouveau partenaire : EDF-GDF. En plus des outils classiques et des diverses agences de développement qui quadrillent déjà le terrain, le département a confié la chasse aux investisseurs à la «délégation aux implantations industrielles» d'EDF, pôle d'expertise en matière d'implantation. Celle-ci vient de signer pour trois ans une convention avec Saône-et-Loire Promotion, structure mise en place depuis plusieurs années par le conseil général pour coordonner les actions destinées à valoriser le département sous tous ses aspects. Grâce à cette collaboration, les chargés d'affaires EDF disposeront d'une documentation à l'argumentaire de la Saône-et-Loire comme lieu d'implantation aux investisseurs potentiels. Les projets retenus après analyse de fiabilité pourront bénéficier du soutien de la filiale financière d'EDF.

Rafaële Riva

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

UNE CITÉ DE LA BIOTIQUE A MARSEILLE

Grâce à son potentiel de recherche médicale la ville veut attirer des entreprises spécialisées

A U COEUR de la ville, dans une aire géographique restreinte, sont implantés deux hôpitaux modernes (le Conception et la Timone), trois facultés (médecine, pharmacie, odontologie) situées à quelques centaines de mètres les uns des autres et un potentiel de recherche biomédicale important. Une originalité qui fait de Marseille un centre majeur disposant de cent vingt unités INSERM, de vingt-quatre formations CNRS et vingt et une équipes hospitalo-universitaires.

L'Assistance publique de Marseille et la chambre de commerce et d'industrie (CCI), conscientes de cette «richesse», ont donc décidé de rendre public un projet de Cité de la biotique.

Une proposition soutenue par la municipalité phocéenne, le département des Bouches-du-Rhône et la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

L'idée est d'implanter une cité consacrée aux sciences et aux technologies avancées, baptisée Villa Hippocrate. Cette cité devrait offrir une série d'activités biomédicales, publiques ou privées, qui seraient construites sur trois hectares, permettant, à terme, de générer mille cinq cents emplois.

Elle regrouperait trois types d'activités : biomédicale avancée (informatique biomédicale, transfert de technologies biomédicales, instruments de prothèses, recherche-développement industriels), formation de bioticiens,

biologie-avenir (recherche et prospective), ainsi que des services induits par ces activités comme des hôtels, un centre de conférences et des résidences pour chercheurs.

Pour l'instant, deux entreprises sont candidates. La première est un groupement d'intérêts économiques, formé par l'Assistance publique de Marseille et la société IBM, chargée du développement des produits d'informatique hospitalière. L'autre proposition vient de la société américaine Genta, spécialisée dans la dermatologie et dans l'élaboration de produits pharmaceutiques.

Le Centre de pharmacologie clinique et d'évaluation thérapeutique de Marseille devrait rejoindre bientôt ces précurseurs, tandis qu'une vingtaine de contacts sont engagés dans la perspective d'implantations prévues en 1995.

de notre correspondant à Marseille Jean Contrucci

► Renseignements : Association Cité de la biotique, 9, rue Lafon, 13006 Marseille. Tél. : (16) 91-38-20-01.

COMMUNICATION

LES BUDGETS SONT A LA BAISSE

Suite de la page 19

Pour cela, elles ont créé leurs propres journaux, et lancé des campagnes d'affichage. Lorsque la complexité institutionnelle se doublait d'une géographie aux frontières troubles et d'une absence de conscience territoriale collective, les régions ont fait de la «communication d'image». La région Centre, citée par la Cour des comptes pour avoir dépensé 100 millions de francs en six ans, explique que cet argent a servi à faire connaître un territoire «qui a hérité du pire nom que l'on puisse imaginer», selon Jacques Huguenin, chef du service de presse. «Avec six départements et une vingtaine de territoires différents, l'identité de la région est encore floue».

Certains conseils généraux, en Ile-de-France notamment, ont eu le même genre de problèmes. «Pour que les habitants de Bagneux, Sceaux ou Gennevilliers comprennent qu'ils habi-

tent dans un département, et non dans le banlieue de Paris, nous leur diffusons un magazine, le 92 Express», explique Jean-Marie de Morand. Pour Vincent Guineuf, «des régions comme la Bretagne, l'Auvergne, l'Alsace, la Franche-Comté ou la Lorraine, aux limites géographiques claires, éprouvent sans doute moins le besoin de faire de la communication identitaire que le Centre ou la Picardie». Ce que confirme Françoise Feraud, chargée de communication au conseil régional d'Auvergne : «La personnalité de notre président, Valéry Giscard d'Estaing, et le fort sentiment d'appartenance à la région nous permettent d'avoir un budget de communication modeste : 4 millions de francs en 1993, sur 1 milliard».

Les villes n'ont pas eu besoin de faire de la communication institutionnelle. Elles ont, en revanche, comme les départements et les régions, beaucoup investi dans la communication

promotionnelle, afin de se faire connaître des entrepreneurs et des touristes.

Mais communes, départements et régions semblent avoir donné un coup de frein à leurs investissements publicitaires en 1992. C'est en tout cas ce que montre la Société d'études de la consommation distribution et publicité (Secodip), filiale du groupe SOFRES. La Secodip recense, notamment, les achats d'espace des collectivités locales (presse écrite nationale et régionale, radio, télévision, affichage, cinéma). En 1991, régions, départements et villes ont investi dans la publicité 266 millions de francs. L'année suivante, elles n'ont dépensé que 156 millions de francs. Les premiers chiffres de 1993 montrent que les économies se poursuivent.

Pourtant, selon les «dircom», c'est seulement à partir de 1993 que les budgets de communication diminuent. En hausse jusqu'à cette année, celui de la Picardie vient d'être amputé de 14 millions de francs. «Nous avons supprimé l'affichage sur panneaux de 12 mètres carrés, qui coûtait très cher et ne servait pas à grand-chose», indique Pascal Babinet, responsable de la communication au conseil régional. Même chose en Midi-

Pyrénées et dans l'Oise. Dans les Yvelines, le budget de communication est passé de 14 à 12 millions de francs. «Les économies portent sur les postes : publicité et publications», indique Jacqueline Boulier. Partout, ce sont aussi les dépenses de réception qui diminuent. En Seine-et-Marne, par exemple, le poste «fêtes et cérémonies», doté de 761 000 francs en 1992, ne dispose plus que de 189 000 francs.

Mieux cibler les messages

Rares sont les collectivités où le budget de communication augmente, comme dans les Pays de la Loire, où il est passé de 24 à 26 millions de francs. «Lorsque ça va mal, il faut se donner les moyens d'attirer les investisseurs et les touristes», estime Jean-Marie Guillemot, directeur de la communication. En Poitou-Charentes, il a augmenté de 2 millions de francs. «Mais il est encore loin de représenter 1 % du budget, seules que Jean-Pierre Roffarin ne veut pas dépasser», souligne Annette Duffour, chargée de communication.

Depuis un an ou deux, certains professionnels ont modifié leurs stratégies. Pour faire de la

communication institutionnelle, ils ne placardent plus de messages didactiques, mais ils s'adressent au citoyen. «Nous invitons des élèves à des courses automobiles. Nous organisons un jeu sur les compétences de la région», raconte Vincent Guineuf. La région Centre finance la construction d'un «village des métiers» par des apprentis. La Seine-et-Marne met de l'argent dans le Salon de l'Etudiant. La plupart des départements fournissent des brochures d'information civique aux élèves de cinquième. La communication promotionnelle est mieux ciblée. On utilise moins les affiches du métro parisien, que les publications spécialisées, les salons ou les réseaux de professionnels.

La crise économique pourrait avoir le mérite d'étendre ces nouvelles pratiques. Si les collectivités locales ont parfois été une vache à lait pour des communalités en tout genre, elles exigent aujourd'hui du personnel aux compétences solides. «Nous avons besoin de formes de communication plus proches du citoyen, et d'évaluer l'impact de nos actions», estime Vincent Guineuf. Ici comme ailleurs, l'amateurisme n'a plus bonne presse.

Rafaële Riva

Le Monde DES LIVRES LE PLAISIR DE LIRE

Chaque semaine, le Monde vous propose une sélection de livres à lire.

PARIS

FESTIVAL

Bon chic, bon genre

Le seizième arrondissement ne fait jamais rien comme les autres. Son festival annuel qui eut lieu du 2 juin au 10 juillet refuse ce vocabulaire trop galvaudé et a intitulé en toute simplicité : « Juin à Paris, un mois dans le XVI^e ». Et quel programme ! La journée des drags par exemple avec ses vingt-deux cabarets comme autrefois dont huit garnies d'authentiques ambassadeurs qui défilent de l'avenue Foch à l'hippodrome d'Auteuil. Mais aussi huit concerts, deux expositions, quatre spectacles de variétés, des visites épiques dans les nombreux musées de l'arrondissement et même un tournoi de bowling ainsi qu'un challenge de judo. Grâce à une subvention de 300 000 francs de l'Hôtel de Ville, à quelques sponsors et à la bonne volonté générale, tout cela est entièrement gratuit. Il est vrai que l'arrondissement dispose d'une multitude de lieux propices à ces festivités bon chic bon genre : salons de la mairie, églises, hippodrome, salles municipales, jardin d'acclimatation, parc de Bagatelle, conservatoire, auditorium de musée, etc. Et il sait en tirer parti. Seule difficulté : le « Festival » a un tel succès que chaque année - on en est à sa dixième édition - on y refuse de plus en plus de monde.

PRÉVENTION

Le sida en kiosque

Cinq mille personnes, des jeunes pour la plupart, mais aussi des papys, des enseignants et même des étrangers de passage dans la capitale, ont franchi le seuil de la boutique d'information sur le sida ouverte voici dix mois, dans le cinquième arrondissement. Créée par l'Association des jeunes contre le sida, baptisée « kiosque anti-sida », bien accueillie dans le quartier, le lieu, placé entre le boulevard Saint-Germain et Notre-Dame, a du succès. On y a déjà diffusé 300 000 brochures (dont 80 % vers la province) et vendu un million de livres et de cassettes vidéo. Objectif : informer la grande public sur les risques de la maladie et les précautions à prendre pour s'en préserver. A ce titre, le kiosque distribue gratuitement des préservatifs. La Ville, le ministère de la santé, une association d'artistes et une multitude d'étudiants en ont financé l'aménagement (500 000 francs). Le budget annuel (1 million de francs) est assuré par les ventes (25 %), des subventions municipales et ministérielles (50 %), des aides d'entreprises et d'associations (25 %). La kiosque reste, à ce jour, une initiative unique en Europe.

RETAPE

La Butte-aux-Cailles s'interroge

Les habitants de la Butte-aux-Cailles, le pendant rive gauche de la Butte-Montmartre, sont inquiets. Leur vieux quartier pentu, au sous-sol en gruyère, autrefois refugia des chiffonniers, bastion communiste et encore peuplé de paisibles eners, va-t-il résister aux assauts de la mode ? Une opération programmée d'amélioration de l'habitat retape les logements. La voisine a jérémié de réverbères rétro la rue principale. Une association se charge de l'animation, les cafés-restaurants font le resto. Résultats : une fête de la musique qui s'est prolongée jusqu'à l'aube avec 10 orchestres, 10 000 badauds et, en prime, un ministre de la culture escorté de ses équipes de télé. D'abord ravis de cette notoriété, les gens de la Butte se demandent à présent comment ils vont gérer le succès et ne pas laisser leur quartier devenir une « réserve d'indiens » fréquentée par les branchés, envahie de marchands de fripes et sillonnée de cars de touristes.

ESPACES VERTS

PARIS SUSPEND SES JARDINS

Faute de pleine terre, les architectes paysagistes de la capitale se résignent à planter sur le béton. Exemple : la dalle de la gare Montparnasse

C'EST l'Arlésienne de la capitale. Ce jardin qu'on avait promis aux Parisiens lorsque fut édifée, voici plus de vingt ans, la nouvelle gare Montparnasse et ses immeubles-barres. Les 3 hectares et demi de voies et de quais surplombés par des milliers de fenêtres devaient, dès l'origine, être masqués par une dalle supportant un espace vert. La modernisation de la gare pour le TGV Atlantique et le programme immobilier qui l'accompagne (65 000 m² de bureaux et 8 000 m² de commerces) ont enfin permis le financement et la réalisation d'un projet auquel les riverains ne croyaient plus.

Mais le sol artificiel livré aux jardiniers de Paris n'est pas celui qu'ils escomptaient. Ils souhaitaient un ouvrage supportant 3 mètres de terre : l'épaisseur nécessaire au développement d'un arbre digne de ce nom. Or, pour des raisons techniques et financières, les ingénieurs ont couvert leurs voies d'un toit trop léger pour supporter une telle masse de terre végétale. Elle aurait pesé 237 000 tonnes et nécessité des poutres et des piliers cyclopes.

Soleil et ombre

Le sol livré aux jardiniers est d'une tout autre nature. En gros, il est soutenu par une grille de poutres en béton précontraint. Celles-ci sont si conséquentes qu'on a pu nichier dans leur épaisseur (2,20 m) un parking de 700 voitures. Cette charpente, au demeurant de faible surface, est seule en état de soutenir 2 mètres de terre. Celle-ci doit être mise en charge avec précaution : par couches successives de 50 centimètres, sur toute la surface ou même temps, en commençant aux deux extrémités simultanément. Sinon l'ensemble risque de basculer. Entre les poutres géantes règnent des poutrelles et des dalles en simple béton armé. Celles-ci ne peuvent porter que 50 centimètres de terre, parfois 80. Juste de quoi semer du gazon et piquer quelques buissons. Et encore ce « plancher » est-il ajouré comme une toile de verre : verrières d'éclaircie, tréteaux de défumage, prises et rejets d'air, escaliers de secours, etc. Au total 137 trous d'une surface de 2 500 m². Enfin, cotraitement supplémentaire et reliquat de la mode des années 80, il fallait loger 5 tonnes gommant encore 3 000 à 4 000 m². Dès le départ l'espace

vert était amputé de 15 % de sa capacité. Son micro-climat promet d'être rude. Environné par des falaises de verre de 50 mètres d'altitude, le puits d'ombre meoase d'être glaciale en hiver, torride en été, parcouru de courants d'air et, le long des façades, agité de vents tourbillonnants.

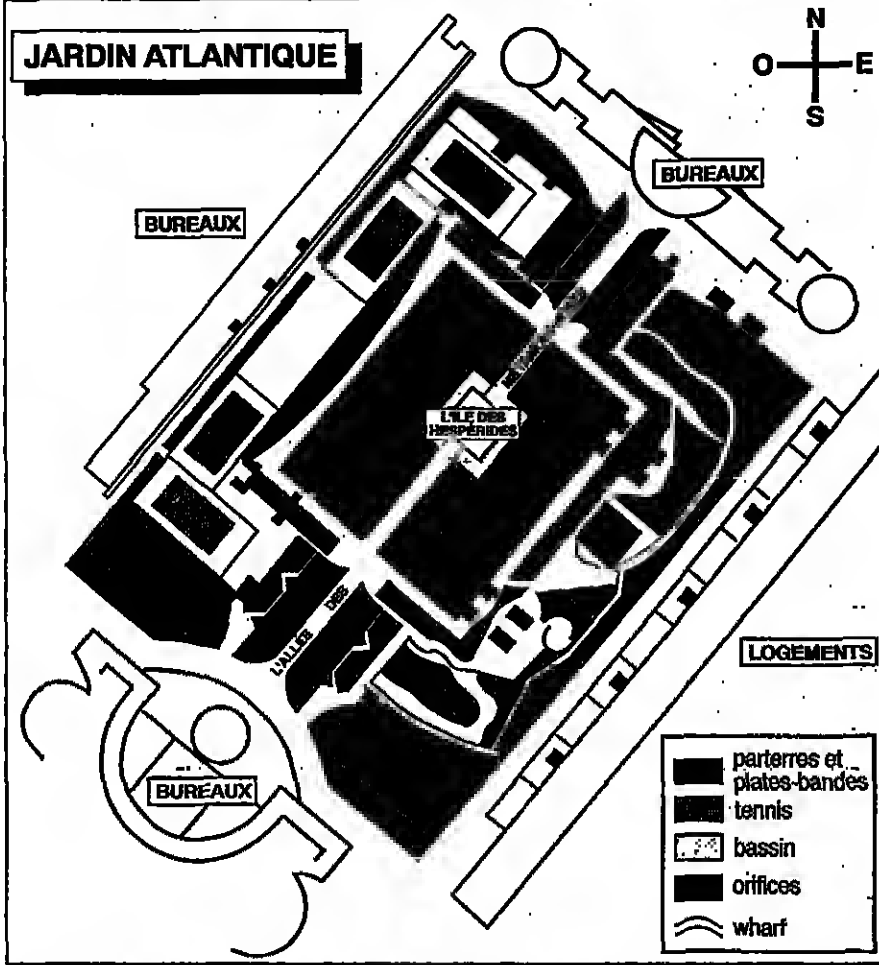
La première tâche des ingénieurs des parcs et jardins a consisté à faire calculer le poids total (terre, dallages et usagers) que pourrait supporter le sous-bassement du futur square. Et cela mètre carré par mètre carré.

traitées en granit poli, ressemblent à des stèles funéraires. D'autres à des décors de théâtre. Le tout est encastré dans une grille de protection et parcouru par une sorte de wharf destiné à la promenade, lui-même surmonté de six mâts gigantesques censés supporter des « voiles métalliques ». On voit l'inspiration « atlantique ».

Pour masquer les bruits émanant du tréfonds et ne pas imposer plus de 55 décibels aux usagers du jardin, il a fallu encadrer les tréteaux les plus importantes de dispositifs absorbants.

de poids. Une véritable chirurgie esthétique ! Le jardin Atlantique sera donc le square TGV. Quoi qu'on fasse, on reniflera l'huile du fauve, on en entendra les grondements et l'on percevra le nasillemeot des haut-parleurs. Le tout sous le regard des milliers de quidams travaillant et résidant sur 50 mètres de haut tout autour du carré. Intimité garantie !

Il n'empêche que l'aménagement aura coûté fort cher : 120 millions de francs soit 3 530 francs le mètre carré. Un jardin parisien revient ordinaire-



Puis, un concours a été lancé en 1987, dont le jury a couronné deux architectes paysagistes : Michel Pena et François Brun. Le résultat est un square en trois zones. Du côté exposé au soleil, les courts de tennis, dont les spectateurs seront protégés par des pergolas. Au centre, une pelouse traversée par une allée de grands arbres mi-américains mi-européens. Côté ombre, une composition complexe où se juxtaposent des parterres de plantes, des encoches minérales et des fausses « fabriques » qui ne sont que les puits d'aération des voies sous-jacentes. Certains,

Oo espère qu'une fois la terre répandue (il y en aura finalement 35 000 tonnes) et la végétation installée (700 arbres, 5 000 arbustes et 70 000 plantes) les vibrations et rumeurs sous-jacentes se feront plus discrètes. En réalité, le jardin est entièrement conditionné par les installations SNCF. La pelouse centrale, par exemple, n'est ondulée comme des vagues océaniques que parce que son sous-bassement « exige » des épaisseurs variables de terre végétale. Oo a même dissimulé des blocs de polystyrène ultra léger là où, au contraire, il y aurait eu crois-

sement à 1 300 francs s'il est en pleine terre, à 2 000 francs s'il est sur dalle ordinaire. Passablement sophistiqué, le parc Citroën a coûté 2 600 francs le mètre carré. A Montparnasse, oo atteint un record absolu. L'entretien sera en rapport. La mairie de Paris est pourtant fière de ce qu'elle considère comme un prototype. Il est vrai que, si l'on considère la pauvreté végétale de ce qui habite les parkings habituels, il y a ici de quoi s'extasier. En faisant visiter le chantier, Jacques Nebout, adjoint de Jacques Chirac aux parcs et jardins,

soulignait le fait que, désormais, les squares parisiens devaient se contenter de supports bétonnés. Et d'évoquer les jardins suspendus de Babylone.

Rappelons que Paris n'en est pas à son coup d'essai. Des végétaux ont déjà été installés sur les terrasses du Front de Seine (XV^e), des bouts de jardin sur la dalle couvrant la tranchée ferroviaire du boulevard Pereire (XVII^e). L'opération de la porte Maillot ambitionne de masquer le périphérique sous un espace vert, comme on l'a déjà fait en bordure du bois de Boulogne (XVI^e) et sur la ZAC Champert (XVII^e). L'aménagement en promenade de l'ancienne voie ferrée Bastille-Vincennes prévoit un jardin public sur un immeuble. Le service des parcs et jardins compte dans ses rangs un spécialiste de cette technique : l'ingénieur Maurice Schlis, qui est le bras droit du chef des aménagements. Mais aucun chantier n'a été et ne sera aussi compliqué que celui de Montparnasse. Sauf celui de la dalle d'Austerlitz, sur 30 hectares cette fois. Dans ce cas, précisément, les aménageurs de Seine Rive Gauche avaient renoncé à tout jardin suspendu. Mais dans le concours international d'idées lancé pour les alentours du hall d'Austerlitz, l'architecte Jean Nouvel, reprenant l'ensemble du projet SRG, plaça carrément sur la dalle un parc de 40 hectares abondamment garni d'arbres de haute tige. Une audace qui ressemble fort à un coup de bluff quand oo pense au précédent de Montparnasse et aux contraintes des installations ferroviaires.

Réponse dans un an

En attendant semble se répandre parmi les élus et les fonctionnaires municipaux l'idée selon laquelle il faudrait renoncer à ouvrir de nouveaux espaces verts sur un sol normal. « L'évolution de l'urbanisme, dit-oo officiellement, ne peut plus limiter arbitrairement les espaces verts aux seules étendues de pleine terre. » La Ville vient d'ailleurs de lancer un concours international destiné à définir les règles - et les astuces - d'un nouvel art des jardins sur sols artificiels. Comment faire pousser des plantes sur du béton ? Réponse dans un an.

Les idées arriveront à la même époque que l'ouverture au public du jardin Montparnasse. Les Parisiens devront-ils alors se contenter de ces espaces verts, ces équipements publics essentiels à l'équilibre physique et mental des citadins de tous âges, seront désormais des cache-misère, des délaissés, des espaces de récupération grignotés à grand frais sur le béton omniprésent ?

Marc Ambroise-Rendu

La Villette joue avec le vent

« Jardin des vents ». Le promeneur occasionnel du Parc de La Villette lève un sourcil interrogateur en lisant le pancarte. Elle signale l'entrée discrète d'une aire de jeux d'un genre nouveau.

D'abord, celle-ci s'adresse aux plus jeunes, avec une place réservée aux « tout petits », souvent oubliés des aires de jeux classiques ou simplement cantonnés autour de l'éternel bac à sable. Ensuite les enfants peuvent y apprivoiser un élément réputé insaisissable : la vent. « L'idée s'est imposée d'elle-même. Nous étions en repérage situé près du canal de l'Ourocq. Des mouettes survolaient l'aire, balayées par un vent d'ouest » racontent Isabelle Devin et Catherine Rannou, les deux jeunes architectes responsables du projet, qui ont alors imaginé une série de jeux autour du vent.

L'élément qui remporte le plus de succès est la série de « boudins », grands tapis de coussins d'air où l'on peut courir et rebondir. Un mur de voile de 2,40 mètres de haut crée une sorte de labyrinthe mouvant et sert aux jeux de « cache-cache ». Il est interrompu par une création originale, « la roue de hams-

ter », qui, au rythme des enfants, actionne une soléenne. Ça et là sont dissimulés sur le sable des chaises longues, des lampadaires flexibles, des jeux.

Victime de son succès

Dans ce jardin qui laisse une grande place à l'imagination, il n'est pas rare de voir les enfants déborder les amusements qui leur sont proposés. La « Jardin des vents » est victime de son succès. Certains dimanches, près de deux mille entrées sont comptabilisées. Un tourniquet et un gardien permettent de réglementer l'accès du lieu afin d'éviter la saturation, puisque, au plus, cent cinquante bambins peuvent y être accueillis.

La direction du parc, qui a déjà investi 5,5 millions de francs dans le « Jardin des vents », a donc confié à Isabelle Devin et Catherine Rannou un avant-projet d'agrandissement. Le nouvel espace fera une place aux parents et amis, souvent présents dans le jardin, et pas seulement pour garder les petits.

V. S.-R.

GASTRONOMIE

L'ÉCOLE DES GOÛTS

Les élèves de classe élémentaire apprennent à distinguer les saveurs

« CRAQUANT », « croustillant », « croquant » : trouver le bon mot pour la bonne sensation. Ce qui a l'air d'un jeu ou d'un exercice de vocabulaire fait en réalité partie des tests réalisés par des élèves de dix à onze ans participant à une classe de goût.

A l'école élémentaire de l'avenue de Choisy (Paris XIII^e), Evelynne, une animatrice dévouée par l'Institut français du goût, a apporté dans son grand panier d'osier du fromage de comté, des tablettes de chocolat noir, de la limonade et de la menthe pour confectionner un diabolique-menthe. Elle a ainsi préparé le neuvième cours de cette session qui a débuté au mois d'avril.

Après avoir reçu une assiette en carton et un gobelet en plastique, les enfants dégustent lentement chaque produit. Installés au fond de la classe, leur instituteur Patrick Martin fait, lui aussi, l'exercice. Ils doivent ensuite remplir une fiche où ils notent leurs sensa-

tions « avant la consommation » et « pendant la consommation ». Dans chacune de ces deux parties, quatre lignes sont réservées pour indiquer ce que ressent l'œil, l'oreille, le doigt, le nez. Pour la seconde partie, c'est la bouche, le nez, le doigt et l'oreille qui sont sollicités. Conclusions : le carré de chocolat est un rectangle marron foncé, lisse, gras et fondant ; le comté est mat et écru, lisse moelleux et gras, il a goût de beurre fondu et de choux-fleur et le son est feutré lorsqu'on le mange.

Fiches d'évaluation

En effet, ces classes de goût ne se résument pas à saisir la différence entre le chaud et le froid, le salé et le sucré, l'amer et l'acide. Le programme comprend dix séances. « Il s'agit d'apprendre aux enfants les principes de la dégustation et de leur faire découvrir les cinq sens, les quatre saveurs, les odeurs et les arômes », explique Evelynne. Cette

méthode d'éveil du goût a été mise au point il y a vingt ans par Jacques Puisais, président de l'Institut français du goût. C'est pendant l'année scolaire 1990-1991, qu'elle a commencé à être appliquée dans les écoles élémentaires de deux académies. Des entreprises, comme Danone et l'Européenne de Gastronomie ainsi que le Centre interprofessionnel de documentation et d'information laitière (CIDIL) participent financièrement à ces opérations. A Paris, elles sont le résultat d'un partenariat entre la mairie de Paris, le Conseil national des arts culinaires, l'Institut français du goût et le rectorat de Paris. Depuis trois ans, les élèves de 36 classes CM 1 et CM 2 ont suivi ces cours qui ont aussi été institués dans les académies de Orléans-Tours, Dijon, Lyon, Lille, Poitiers, Strasbourg et Rennes. Au total, 6 000 enfants ont profité de cette formation en 1991, plus de 12 000 en 1992 et près de 24 000 en 1993.

Pour conforter leurs méthodes, les organisateurs demandent aux enfants et à leurs parents de remplir des fiches d'évaluation. Les réponses indiquent un fort taux de satisfaction, y compris de la part des enseignants qui estiment que ces exercices contribuent à « faciliter l'expression orale. » L'alliance de la gastronomie et du langage.

Françoise Chirot

REIMS-SAINT-DENIS
REIMS-EN-FRANCE
PROTÈGE SES HECTA

La ville de Reims, en France, protège ses hectares de verdure. Le maire, Jean-Pierre Chevènement, a lancé une opération de préservation des espaces verts. Il a interdit la construction de nouveaux bâtiments dans les zones protégées. Cette mesure vise à préserver le cadre de vie des habitants et à maintenir la biodiversité.

ENTRETIEN AVEC M. CHEVÈNEMENT
IL FAUT INVESTIR
DANS LES ROUTES

Le maire de Reims, Jean-Pierre Chevènement, a été interviewé sur les enjeux de l'investissement dans les infrastructures. Il a souligné l'importance de moderniser le réseau routier pour améliorer la mobilité et l'économie locale. Il a également évoqué les défis liés à la gestion des ressources humaines et financières dans le secteur public.

Le maire de Reims, Jean-Pierre Chevènement, a été interviewé sur les enjeux de l'investissement dans les infrastructures. Il a souligné l'importance de moderniser le réseau routier pour améliorer la mobilité et l'économie locale. Il a également évoqué les défis liés à la gestion des ressources humaines et financières dans le secteur public.

LES PARCS NATIONAUX FÊTENT LEURS TRENTE ANS

Créés par l'Etat dans un souci d'aménagement du territoire, ces zones protégées ont un bilan plutôt positif, malgré le handicap d'un mauvais découpage

PAYS habité et exploité dans ses moindres recoins, la France a tardé à se lancer dans la création de parcs nationaux. Bien après les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Italie et même l'Espagne, la France se décide donc à franchir le pas en promulguant le 22 juillet 1960 la loi « relative à la création de parcs nationaux », complétée par le décret du 31 octobre 1961.

Pour le gouvernement d'alors, qui n'avait pas encore de ministère de l'environnement (il ne verra le jour qu'en 1971), il paraissait important de montrer que la France n'oubliait pas ses grands espaces « naturels ». Et donc d'ériger l'Etat en protecteur tuteur de quelques grands sites d'intérêt national.

Mais une chose était d'adopter le principe du parc national, une autre était d'en définir les contours sur le terrain. En créant leurs parcs, les Américains n'avaient eu qu'à délimiter des zones tirées au cordeau dans leur immense wilderness (terres vierges). Pas de propriétaires fonciers ni d'habitants dans les limites de ces parcs, si ce n'est quelques indiens nomades dépourvus de droits. Donc pas de difficultés politiques ou administratives à imposer la loi de l'Etat fédéral.

Dans la France des années 60, les espaces vierges n'existent plus. Les lacs de Cesse et la Sologne ont été transformés en forêts sous Napoléon III. La mer et la montagne commencent à être colonisées par les estivants ou les amateurs de sports d'hiver.

Il faut donc se résoudre à mettre le sceau de l'Etat sur des terres déjà appropriées, qu'il s'agisse de propriétés privées, communales ou domaniales. Pour le ministre de l'Agriculture d'alors, Edgard Pisani, les seuls espaces propices à une protection intégrale se trouvent en haute montagne, où se subsistent qu'un peu d'élevage et d'exploitation forestière. Les deux premiers parcs se font « à la luso-sarde ». Le massif de la Vanoise (lire ci-dessous), qui jouxte la frontière italienne, est choisi comme le complément naturel du Grand Paradiso italien, dont les bouquetins et les chamois commencent à essaimer en France... pour y être tirés par les chasseurs savoyards. L'Etat se pose donc en gardien d'une nature maltraitée par les populations locales. Quant à bousculer les élus et même ses propres agents, comme le corps des Eaux et Forêts, irrité par ces nouveaux fonctionnaires d'Etat



qui viennent piétiner ses plates-bandes... Cette même année 1963, l'Etat établit sa souveraine protection sur une île pratiquement inhabitée, quoique paradisiaque : Port-Cros (lire ci-dessous). Les négociations pour établir le parc national sont réduites au minimum car les interlocuteurs sont peu nombreux : une commune (Hyères), l'armée et les pêcheurs. Quoique d'un type nouveau, le parc de Port-Cros se rencontre guère d'hostilité. Pour créer quatre ans plus tard le parc des Pyrénées occidentales, en revanche, le débat fut autrement âpre. Les quelque 48 000 hectares protégés, qui s'étendent sur plus de 100 kilomètres de frontière, sont à cheval sur deux départements (Pyrénées-Atlantiques et Hautes-Pyrénées) et quatre-vingt-six communes. Alors que l'Etat souhaitait étendre sa protection pour préserver l'ours, symbole de la faune sauvage pyrénéenne, les communes n'ont accepté d'alléger la gestion de leur territoire qu'en dehors de

toute zone habitée, c'est-à-dire vers les sommets que l'ours ne fréquente pas ! D'où un tracé en vermicelle le long de la frontière, qui ne correspond à aucune zone naturelle intéressante.

Il a fallu trois ans de négociations avec les élus de Lozère et du Gard pour créer le parc des Cévennes

Les trois premiers parcs avaient été créés dans les confins du territoire, par définition inhabités, fréquentés seulement par des usagers temporaires. En décidant, en 1967, de créer un parc national dans les Cévennes, en plein Massif Central, l'Etat se heurtait à une difficulté majeure : le « désert cévenol » compte alors environ mille huit cents propriétaires

résidents et plusieurs milliers de non-résidents, soit au total quelque 17 000 personnes en haute saison. Le territoire est donc, habité, qui plus est par des gens au tempérament ombrageux, encouragés par la coexistence soixante-huitarde. Il faudra donc trois ans de négociation pour convaincre les élus locaux de Lozère et du Gard d'accepter la structure « parcs », avec, de la part de l'Etat, d'importantes concessions, notamment en laissant le droit de chasse aux résidents permanents. Cette censure au principe de la protection intégrale en zone centrale va seule permettre d'aboutir. On est loin du parc américain ou africain, peuplé d'animaux sauvages et de quelques indigènes nomades. Cette fois, les indigènes sont des citoyens de plein droit, qui refusent de se voir imposer quoi que ce soit sans compensations. La France dispose alors de son plus grand territoire « protégé » : 91 000 hectares. Ce droit de chasse sera refusé dans le parc des Ecrins,

créé en 1973 sur 91 800 hectares. Sauf dans une commune, Villar-d'Arène (Hautes-Alpes), qui obtient pour elle seule une dérogation, en échange d'un engagement de bonne gestion cynégétique. Il sera également refusé dans le parc du Mercantour, créé en 1979 sur près de 69 000 hectares des Alpes-Maritimes. Ce qui n'ira pas sans bataille avec les chasseurs du lieu, qui n'hésitent pas à tirer des aigles.

Le dernier parc créé, 17 300 hectares dans la forêt tropicale de Guadeloupe - a lui aussi été accouché dans la douleur. Le conseil général de la Guadeloupe avait en effet créé dès 1970 un parc naturel géré par l'Office national des forêts. Ni la région, ni l'ONF, ne voyaient d'oeil d'un bon oeil l'instauration d'une nouvelle tutelle sur un territoire déjà placé sous la sauvegarde d'un corps d'Etat. Se sont ajoutés en outre des problèmes administratifs pour l'embauche des agents du parc, dont une partie au moins devait être recrutée localement, ce qui apparaissait en contradiction avec les statuts.

Le plus grand échec des parcs existants : ne pas avoir réussi l'aménagement de leurs zones périphériques

Reste aujourd'hui la création de ce qui devrait être le dernier parc national français : la Guyane. Le gouvernement, la communauté scientifique et les écologistes sont pour, afin de donner l'exemple d'une forêt tropicale intégralement protégée. Les élus locaux et certains naturalistes sont contre, car ils ne voient pas l'intérêt de créer une structure administrative dans une zone vierge qui est déjà protégée, par son éloignement, loin de toute zone habitée. De toute façon, la réglementation de la chasse, déjà impossible à faire respecter dans la Guyane « utile », serait de fait nulle et oiseuse dans un territoire fréquenté seulement par quelques indiens, des aventuriers et des Brésiliens ou Surinamiens clandestins. Si l'on doit faire le bilan des sept parcs existants, il est forcément mitigé. La Vanoise et les Ecrins ont effectivement permis aux bouquetins et chamois de prospérer, loin du fusil des chasseurs. Mais le parc des Pyrénées, le plus mal conçu, n'a pas permis de sauver l'ours, dont les effectifs - une dizaine - ont atteint le seuil de l'extinction. Il a d'ailleurs perdu son label européen en 1991. Le parc du Mercantour n'a pas toujours réussi à protéger la vallée des Merveilles contre les vandales. Le parc de Guadeloupe n'apporte guère plus de protection que le parc naturel géré par l'ONF, mais il coûte plus cher au contribuable. Quant au parc des Cévennes, il apparaît souvent comme un parc national régional, plus soucieux de développement que de protection. Le parc national y joue le rôle d'Etat-providence pour des communes pauvres en mal d'équipement.

C'est pourquoi les élus ont investi les conseils d'administration et contrôlent aujourd'hui la politique menée dans chaque parc, sans toujours se soucier de l'intérêt national ni même de la protection de la nature. Après la décentralisation lancée en 1982, il apparaît de plus en plus difficile à l'Etat d'imposer sa loi dans les parcs nationaux. Quant aux échanges de territoires proposés, ils sont tous conçus pour favoriser le développement touristique. Mais le grand échec des parcs nationaux reste l'aménagement des zones périphériques, censées ménager une transition douce entre un territoire intensément exploité et une nature préservée. Dans les faits, on passe sans transition de territoires abandonnés ou surexploités à des espaces « miraculeusement » préservés... par la seule volonté de l'Etat.

Les mérous de Port-Cros

Voici un parc national original : il gère totalement une île (Port-Cros), partiellement une autre (Porquerolles), un domaine maritime de 1 800 hectares, un conservatoire botanique, un terrain du conservatoire du littoral sur le continent (Cap Lardier) et une réserve sous-marine intégrale d'un hectare. Son directeur, Pierre Bougeant, ancien avocat au barreau de Paris, l'affirme sans ambages : « Le parc, c'est une PME ». De fait, avec ses quarante-sept agents à temps plein, renforcés pendant l'été par autant de bénévoles, le parc de Port-Cros fait de tout : de la restauration architecturale (sept forts militaires à Porquerolles et trois à Port-Cros), du secours en mer, de la lutte contre les incendies de forêt, de l'accueil de classes vertes et bien sûr du gardiennage, qui devient une obsession durant la saison estivale.

Car la priorité, pour le parc, est de préserver son exceptionnel couvert forestier. Porquerolles et Port-Cros ont la chance de conserver presque intacte une forêt méditerranéenne typique, avec chêne-vert, chêne-fige, pin d'Alep, pin pignon, lentisque, arbutus, genévrier de Phénicie et bruyère géante. Un maquis souvent très dense, qui s'est entièrement reconstitué après le grand incendie de 1897 et qu'il faut préserver contre les coups de mistral, le principal ennemi. Pour ce faire, le parc a disposé partout des réserves d'eau, en chène, en bassin ou en enveloppe plastique souple. A Porquerolles, où vivent 350 habitants permanents et plusieurs milliers chaque jour d'été, les bords des chemins sont débroussaillés et l'île découpée en quatre zones distinctes, protégées par des plaines protégées où l'on cultive la vigne et les arbres fruitiers. Dès que le mistral se lève, les accès à la forêt sont interdits et les visiteurs cantonnés sur les plages. Tout fumeur surpris en forêt se voit aussitôt infliger une amende de 1 500 francs et tout campeur sauvage une amende de 3 000 francs (le bivouac est interdit).

Dix-huit clubs de plongée

L'autre priorité, c'est la préservation de la vie sous-marine, à commencer par les « prairies » de posidonies, où se reproduisent une bonne part des poissons et crustacés de la Méditerranée. Le parc se livre actuellement à des expériences de replantation pour tâcher de réparer les dégâts de la plaisance. Et les navires ne peuvent plus jeter l'ancre que dans les « zones d'attente autorisées », à l'écart des secteurs les plus sensibles. Port-Cros compte dix-huit clubs de plongée, qui se bousculent pour admirer les saupes haribivores et les mérous cancéreux.

Port-Cros victime de son succès ? Il y a quinze ans, les élus nous accusaient d'être « un laboratoire de désertification », rappelle le directeur. Aujourd'hui, ils nous reprochent d'être « trop de monde ». De fait, les privilégiés qui habitent l'archipel et qui votent, n'apprécient guère la mission d'accueil à tous du parc. Mais le maire d'Hyères, Léopold Ritondel, est aujourd'hui acquis à la cause et n'hésite pas, par exemple, à livrer au public le zonage qui a été fait par les naturalistes sur les 14 000 hectares de sa commune. Que serait-ce d'ailleurs, s'il n'y avait pas le parc et ses agents pour surveiller tout ce monde ?

R. C.

Les limites de la Vanoise

Le parc de la Vanoise a atteint son objectif prioritaire : la protection des grands ongulés. Alors qu'il prospérait dans les 120 000 hectares voisins du parc italien du Grand Paradiso, au début des années 80, il était en voie de disparition sur le versant français. Or on dénombre aujourd'hui 1 100 bouquetins, contre une soixantaine il y a trente ans, et l'effectif des chamois a été multiplié par dix pour atteindre 5 000 têtes. Le parc offre aussi une gamme exceptionnelle de flore alpine au million de randonneurs qui la parcourent chaque année à pied ou à ski.

Longtemps contesté par les vingt-huit communes qui bordent le massif - elles voyaient dans cette institution, imposée par l'Etat, une entrave à leur développement économique et à leurs droits naturels de chasse, - le parc commence seulement à être « toléré » par ses plus farouches adversaires. Dans les conseils municipaux, il ne provoque plus de débats passionnés entre aménageurs forcés de l'espace montagnard et défenseurs de l'environnement alpin.

Pourtant, dans les années 80, les promoteurs de l'« or blanc » croyaient encore dans l'expansion infinie du nombre des éleveurs. Ils réclamaient donc de nouveaux espaces pour construire une chaîne ininterrompue de remonte-pentes entre les stations de ski installées à la périphérie du parc. Une menace pesait alors sur la Vanoise, encore plus sérieuse que celle qui avait mobilisé les associations en 1970.

Projets classés

Ainsi, la commune de Val-d'Isère se serait bien approprié le point de la Sana, située au cœur de la zone centrale. Le village de Bonneval-sur-Arc voulait traverser le parc pour rejoindre le domaine skiable de Val-d'Isère. Tignes, Courchevel, Val-Thorins et Aussois souhaitaient également rogner quelques centaines d'hectares du célèbre « grand jardin des Français », vanté par l'écrivain et peintre Samivel.

Les prétentions affichées par ces communes sont aujourd'hui plus modestes. La crête

qui a sévi en montagne à partir de 1989, en raison du manque de neige et de la désaffection d'une partie de la clientèle pour la pratique du ski, a réduit leurs appétits territoriaux. « Le coût pour équiper de nouveaux espaces est tel que la j'ai n'en veut plus la clientèle », constate un conseiller municipal de Courchevel. Beaucoup de stations ont donc classé leurs projets... dans l'attente de jours meilleurs.

« Il est temps de procéder à la révision des limites du parc national de la Vanoise », dit-on au ministère de l'environnement. Avec le tassement actuel des sports d'hiver, le moment apparaît propice pour engager une négociation globale sur les frontières du parc. Mais cela ne peut se faire que si « l'environnement sort gagnant, en quantité et en qualité, des échanges de territoires ». Ne détenant que 1 % de la forêt, le parc souhaite récupérer des zones boisées situées en dessous de 1 800 mètres d'altitude, afin d'offrir des zones d'hivernage sûres aux grands ongulés.

Le maire de Bonneval-sur-

Arc, Gilbert André, se dit prêt à céder 3 200 hectares de grande qualité écologique contre les 37 hectares que réclame sa commune pour installer deux télé-cabes à l'intérieur du parc. Celui de Val-d'Isère, André Degouey, demande le déclassement des 700 hectares de la réserve naturelle des Vallons de l'Isère. Mais il hésite à faire au parc un « cadeau supplémentaire », sa commune ayant déjà « abandonné » 5 300 hectares en 1963.

« On ne doit pas brader trente années de protection, souligne le directeur du parc, Marie-Odile Guth, mais le problème des échanges mérite d'être discuté. » Elle s'efforce aujourd'hui de resserrer les liens entre l'institution et les vingt-huit communes, qui détiennent aussi 145 000 hectares dans la zone périphérique du parc. Des actions de protection restent à réaliser dans la « pré-parc », qui devait à l'origine servir de « zone tampon » et qui fut, au cours des années, largement dévoyé par les bulldozers et les aménageurs de la montagne.

Claude Francillon

Roger Cans

LES ORIGINES DE L'URBANISME

Le développement urbain est un phénomène complexe qui a évolué au fil du temps. Les premières formes d'habitat sont apparues il y a des milliers d'années, avec les premières civilisations. L'urbanisme moderne est le résultat de la révolution industrielle et de la croissance démographique. Les villes ont été conçues pour répondre aux besoins de la population, mais elles ont aussi créé de nouveaux problèmes, tels que la pollution et le trafic. L'urbanisme contemporain cherche à trouver des solutions pour améliorer la qualité de vie dans les villes.

DEBAT

UNE POLITIQUE

Le débat sur la politique urbaine est un sujet d'actualité. Les villes sont confrontées à de nombreux défis, tels que la gestion des ressources, la planification de l'habitat et la promotion de la durabilité. Les décideurs politiques doivent trouver des moyens innovants pour relever ces défis et améliorer le bien-être des citoyens.

La politique urbaine est un domaine complexe qui implique de nombreuses parties prenantes, y compris les citoyens, les entreprises et les institutions. Une approche collaborative est essentielle pour développer des politiques efficaces et durables.

Les villes ont un rôle crucial à jouer dans la lutte contre le changement climatique. En adoptant des politiques de développement durable, elles peuvent réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et améliorer la résilience de leur territoire.

La participation citoyenne est un élément clé d'une politique urbaine réussie. En impliquant les citoyens dans le processus de décision, les villes peuvent mieux répondre à leurs besoins et renforcer le sentiment d'appartenance.

Les villes ont également un rôle à jouer dans la promotion de l'équité sociale. En investissant dans les infrastructures et les services publics, elles peuvent améliorer les conditions de vie des habitants les plus vulnérables.

La planification urbaine est un processus continu qui nécessite une adaptation constante aux changements. Les villes doivent rester ouvertes à l'innovation et à la collaboration pour relever les défis du futur.

Les villes ont un potentiel immense pour créer des environnements plus agréables, plus sûrs et plus durables. En adoptant des politiques innovantes, elles peuvent transformer leur territoire et améliorer la qualité de vie de tous.

La politique urbaine est un domaine en constante évolution. Les villes doivent rester à l'écoute des besoins de leur population et travailler en collaboration pour créer un avenir meilleur.

Les villes ont un rôle de plus en plus important à jouer dans la construction d'une société plus juste et plus durable. En adoptant des politiques ambitieuses, elles peuvent contribuer à résoudre les grands défis de notre époque.

La politique urbaine est un domaine complexe, mais elle est essentielle pour le bien-être de nos sociétés. En travaillant ensemble, nous pouvons créer des villes plus vivantes, plus inclusives et plus durables.

CHARTRES

Entre deux siècles

Bien sûr on peut, comme ces élèves de troisième du quartier périphérique de la Madeleine, feindre de l'ignorer, jouer les indifférents. A chacun ses repères - collège, stade, gymnase ou centre commercial. A chacun «sa» cathédrale.

Chartres ne peut s'en défaire. Comme un nez vissé au milieu de la figure. Comme un pansache blanc qui rallie la campagne. Henri IV ne s'y fit-il pas couronner ? Et son cheval, d'impudence et de fougue, ne crassa-t-il pas le pavé du chœur ? C'est un fait. «Elle» s'impose, «elle» domine, «elle» écrase. Flèches irréprochables, comme disait Péguy, vieilles pierres de Berchères plusieurs fois centenaires, vieux calcaires jaunés, gargouilles monstrueuses, saintes statues, figures royales et vitraux enchanteurs. Entrez dans la nef bleutée, messieurs mesdames, pauvres pèlerins, qui êtes 1,4 million chaque année : un millénaire (au presque) vous contemple.

Chartres se voit de loin. A 10 kilomètres, perdue dans les blés, au milieu de ces autres cathédrales que sont les silos, assise sur une mer de pils beaucerons dominant bien 80 quintaux à l'hectare. On l'aperçoit dans la foulée de l'Océane qui, venant de Paris, trace vers l'Ouest à vive allure. Trompe-l'œil. Chartres est un roc, un cap, un pic. D'ailleurs, n'est pas chartain qui veut, mais bien qui peut arpenter les tertres de la ville, où l'escalier s'impose.

Chartres, sa cathédrale, son socle séminaire, surplombent une vallée verte méconnue : les bords de l'Eure. Les amoureux et les retraités (anciens agriculteurs ou fonctionnaires) s'y promènent le dimanche, les pêcheurs y taquent le goujon, quand les touristes n'osent quitter les sommets, le parvis, le musée, l'ancien palais épiscopal et tout juste s'aventurent aux abords de la trentaine d'édifices religieux que compte la ville : église Saint-Pierre, chapelle Saint-Aignan, collégiale Saint-André ou même église Saint-Foy, où tout s'achète et tout se vend, ici, adossé, l'autel est celui de la salle des ventes, très prisée des Parisiens.

Il y a, en bas, aux confins de la basse ville, une «petite Venise», un aurait dit un petit «Cambridge». De vieux et larges ponts, si bas qu'on n'ose croire qu'il fut des Vikings et d'honnêtes marchands pour naviguer ici ! Et là d'anciens lavoirs, vieilles tanneries et meuneries-niches à canards. Au treizième siècle et bien avant, jus-



ques aux Carnutes, la vie de Chartres coulait ainsi, active, au bord de la rivière.

Les efforts, on le sent, ont porté sur le cadre de vie. Confortant, à souhait, l'aspect provincial. A deux pas du parvis, le centre piétonnier, «triangle d'or» des commerçants - rue du Bois-Mercain, rue du Soleil-d'Or, rue de la Tonnelierie, - attire le chaland et quelques touristes égarés. Marché aux fleurs, place Marcou, Aux légumes, place Billard. Monument et façades à pignons et oculi-de-bœuf ont été soigneusement «étiquetés». Ici «la Maison au saumon», là le logis «du docteur Huve». La vieille ville est contenue par un boulevard circulaire, où s'accrochent d'anciennes bâtisses républicaines : écoles, lycée ou théâtre.

Mais Chartres, 40 000 habitants, n'a pas oublié ses quartiers : Rechèvres, derrière la gare, pavil-

onnaire, mais aussi et surtout Beaulieu ou la Madeleine, à l'est, où s'est étendue la ville après-guerre accueillant tout à trac l'exode rural, les rapatriés et le boom nataliste. Certains quartiers ont été réhabilités, les autres vont bientôt l'être. «On s'amuse bien», disent les élèves de troisième de la Madeleine. Quand deux d'entre eux avouent s'ennuyer. Mal (commun) des cités.

Développement social des quartiers (DSQ), mobilier urbain, Maison pour tous, équipements sportifs : beaucoup a été fait pour éviter les ghettos, «pour éviter Dreux». Beaulieu, plus ancienne, aligne ses belgones et une armée d'antennes paraboliques. La cité est plus souriante que la Madeleine, où les barres bétonnées se sont étendues non loin d'un gigantesque centre commercial, dans les années 70. La tour centrale, jadis, faisait parler d'elle, baptisée «tour

des célibataires» en raison des studios et des deux-pièces qu'elle abritait. Mais il n'y a plus guère qu'à «Batna-Constantine», dans les hauts de Chartres, où la misère est criante : vieux logements ouvriers issus de plans d'urgence dans les années 50, taudis sans sanitaires, heureusement en reconstruction.

Plus au centre, une fonderie a été rachetée, voilà une dizaine d'années, et rasée. Il y a là de grands espaces vides, pour joueurs de golf très amateurs, pour chiens en balade, pour enfants pas très sages. Et puis, en pleine ville... une prairie, où paissent encore une dizaine de vaches laitières. «Une rareté», explique Jack Pichon, vétérinaire, «il reste tout juste quatre cents bovins dans un périmètre de 15 kilomètres». Le dernier troupeau de moutons a disparu en 1988. Le mouton, ça cût payé, mais ça ne paie plus.

Comment, d'ailleurs, oublier la campagne ? La cathédrale étend son ombre sur le Thymierais-Drouais, le Perche, le faux Perche et la Beauce dunoise. Un vent à décorner les bœufs y dépose au printemps, dans le creux des arc-boutants, une nuée de pollens champêtres. Si bien que, peu avant les moissons, l'imposant édifice se couvre d'herbes folles et de fleurs sauvages.

Préfecture d'Eure-et-Loir, Chartres la campagnarde vit mal sa proximité parisienne. A une heure de la capitale par l'autoroute (deux heures suivant les embouteillages...), l'agglomération de 85 000 habitants, qui est constituée depuis moins d'un an en district, sent flotter sur elle l'air de la grande banlieue. Même si - TGV oblige - les trains express se sont faits plus rares. Ainsi, chaque jour, 26 000 habitants d'Eure-et-Loir (18 % de la population active), dont 5 000 Chartrais, quittent le département, happés par le Nord-Est.

Qu'elle le veuille ou non, Chartres-la-belle a le «cul entre deux chaises». Voire trois ou quatre. «Quand je parle justice, je m'adresse à la cour d'appel de Versailles», explique Georges Lemoine, maire depuis 1977, ancien secrétaire d'Etat du premier septennat mitterrandien. S'il s'agit d'éducation, au rectorat d'Orléans. S'il s'agit du bassin d'emploi, à Rouen !. Bien des Chartrais se pincet donc pour s'assurer de la

réalité régionale. Il n'y a guère plus que les céréales - et encore - pour emprunter au ralenti l'ancienne voie ferrée entre Orléans et Chartres. Quant à la nationale 154, c'est un potème pour qui souhaite se rendre par la route à Orléans (70 km) ou à Dreux, au nord (35 km). Trois aires de dépassement viendront prochainement calmer les nerfs des automobilistes.

Chartres vit ainsi, suspendue, par exemple, à la Carte orange. La municipalité est plutôt pour, qui lorgne sur le développement de Saint-Quentin-en-Yvelines. Les conseils général et régional tout à fait contre. «On ne veut pas devenir le docteur de Paris !», s'insurge Martial Tinguoudeau (RPR), président du conseil général. Les étudiants, eux, sauf à faire du japonais, pour dégoûter à la règle, n'ont pas le choix. Direction Orléans ou Tours, notamment pour «faire» pharmacie ou médecine. Et c'est un chemin de croix qui commence : «On prend le train à Châteaudun, on passe par le Mans. Il existe aussi une variante par Orléans», explique sans rire une étudiante en première année de droit. «Bref, on se débrouille souvent entre copains.»

Avec son projet de Centre international médiéval, le maire rêve de transformer sa ville en cité-symbole de l'époque des bâtisseurs de cathédrales

Et c'est là un autre bât qui blesse. Y a-t-il à Chartres, pour un jeune, une vie après le lycée ? Sauf à se plonger dans les transports et la logistique, donc à lorgner sur l'un des quatre départements de l'Institut universitaire de technologie, non. En Eure-et-Loire, les formations supérieures offrent à peine 600 places à plus de 3 000 bacheliers généraux et technologiques. L'avenir est ailleurs. Et pour Chartres, il tient en quatre lettres : DEUG, Sciences et droit de préférence. L'ancienne cité médiévale se souvient-elle encore de ses prestigieuses écoles médiévales, ternies par l'avènement de la Sorbonne ? Patience.

Il faudra aussi attendre pour voir enfin Chartres sortir d'un certain non-renouveau économique et voir fleurir, notamment, le «jardin d'entreprises» en bordure de ville et d'autoroute. Lancé par la municipalité en 1991, ce projet high tech et futuriste est destiné à relancer dans les quinze ou vingt prochaines années l'activité économique chartreuse. 300 hectares de zones d'activités, dont 40 de parc urbain, s'organisent autour d'un «long cours», une radiale assurément mieux-vivre et la convivialité bordée d'espaces sportifs, de restaurants, de services et commerces en tous genres. La précédente zone industrielle datait, il est vrai, d'il y a vingt-cinq ans.

Pour l'instant le «jardin» n'est qu'une jachère, un ancien champ de munitions. Mais déjà

une première entreprise a signé, apportant avec elle 500 emplois. Grossissant les rangs des entreprises en place solidement implantées : les assurances du groupe Azur, les parfums Paco Rabanne et Guerlain, le secteur de la parachimie-pharmacie, de l'électronique et, petit dernier, le géant du bâtiment ludique, Lego. «Chartres a indéniablement les capacités de développer l'emploi», estime Bertrand Hénoux, président de la chambre de commerce et d'industrie. Le chômage, ici, est inférieur à la moyenne nationale.

Mais si Chartres, et surtout son maire, voit loin, c'est sans doute aussi pour mieux se retourner sur le passé. Amoureux des symboles et des noms qui ont «fait» la réputation de la ville (Fulbert, évêque bâtisseur ; Marcou, vaillant général révolutionnaire, Jean Moulin, préfet héraïque), Georges Lemoine (PS) voit grand. Pas pour le théâtre, par exemple, qui, contrairement aux engagements de son équipe, aurait dû être transformé en Scène nationale (ou centre d'action culturelle) et qui, curieusement, a coté l'an passé sa délégation aux affaires culturelles à l'une de ses adjointes les plus en vue, Maryvonne Radis, conseillère générale et conseillère régionale (PS). Mais ce n'est là, sans doute, que règlements de comptes locaux.

Non. Georges Lemoine, tel saint Bernard prêchant la croisade, veut s'attaquer au patrimoine. Pour la bonne cause s'entend. A la cathédrale, classée par l'UNESCO, à sa mise en valeur, et aux fouilles archéologiques béantes qui s'étalent devant le prestigieux édifice. Il exhibe de ses cartons une petite maquette, rendue publique voilà deux mois. Un projet, «son» projet et qui doit prendre sa signification «au seuil du millénaire» : le Centre international médiéval doit faire de Chartres le point de chute incontesté pour la grande époque des bâtisseurs de cathédrales. Comme Versailles peut l'être pour le Grand Siècle, ou les châteaux de la Loire pour la Renaissance. Il doit aussi remodeler le centre historique, chasser les voitures du parvis encombré et redonner vie au quartier.

Mais si l'étude de faisabilité table sur 800 000 visiteurs potentiels annuellement, reste à financer les rêves. L'architecte, Pierre Berger, aurait évalué son projet à 140 millions de francs (pour les seuls investissements). Qui pourraient provenir, selon M. Lemoine, pour moitié de l'Etat, pour moitié à parts égales de la région, du département et de la ville. Ainsi, explique Notre ville, le bulletin municipal de mai 1993, «la ville sollicitera des partenaires : Etat, région, département. On saura alors si les décideurs d'aujourd'hui ont la volonté de léguer à leurs descendants un héritage plus gratifiant qu'une usine de destruction des ordures, qui coûte à peu près le même prix». Voilà les «partenaires» prévenus. Ils auront donc compris, eux, que le maire de Chartres travaille, lui, pour la postérité.

Jean-Michel Dumay

Prochain article : CHAMONIX

Chiffres

■ Préfecture du département d'Eure-et-Loir. Chartres compte 85 595 habitants.

■ L'agglomération, qui inclut onze communes, compte 85 933 habitants et se situe au sixième rang du classement des agglomérations par l'INSEE des sept principales agglomérations de France métropolitaine.

■ Résultats des élections municipales du 15 mars 1989 :

1. 21 756 ; V. 13 882 ; A. 35,73 % ; E. 13 870 ; PS (Lamoignon, m. d.) 7 774 (57,07 %) ; 3 élus (15 PS, 1 MRG, 15 div. g.).

Union droite (Chauvin, div. d.) 5 604 (25,8 %) ; 8 élus (1 UDF-GDS, 1 UDF-PR, 3 div. d.).

RPR des (Lefèvre) 3 383 (10,15 %) ; 2 élus (1 RPR, 1 PC (Essard), 888 (6,38 %) ; 1 élu (1 PC).

■ Résultats du référendum sur l'Union européenne du 20 septembre 1992 :

1. 21 405 ; V. 14 989 ; A. 28,39 % ; E. 14 625 ; 7 316 (54,11 %) ; 8 710 (45,88 %) ; Non.

Malcolm et les mystères

Silhouette élancée, la soixantaine, grande classe, plant régulièrement vers l'arrière, avec le sauplisme du roseau, l'homme a indéniablement l'allure british. Il a l'accent et surtout - ça ne trompe pas - il lit le Daily Telegraph. Malcolm B. Miller est donc anglais, très anglais, mais Chartreais de cœur et d'adoption.

Étudiant à l'université de Durham dans les années 50, Malcolm Miller «tombe» sur la cathédrale de Chartres en 1958. Coup de foudre. Dès lors, il ne la quitte plus, elle ne le quitte plus. Sédit par l'architecture, les cent soixante-trois vitraux et cette lumière tamisée, rare, qui lèche à la fin des journées de l'été le portail nord, il devient guide. De ces guides qui décapent la force et la richesse d'un lieu.

«Plus l'avance, plus la cathédrale m'intrigue. Trente-six années à l'observer et toujours plus de mystère», explique-t-il, philosophe. «J'ai appris qu'en approfondissant ses connaissances, on devient en fait conscient de sa propre ignorance.» Un doigt en permanence levé, ici pointant l'arbre de Jessé, là le déambulatoire, ou ralliant un petit groupe, Malcolm

B. Miller serpente son «université», «un livre ouvert», «la plus belle salle de classe». «Mais je ne sais jamais qui sont les élèves !»

La cathédrale accueille ainsi près d'un million et demi de visiteurs chaque année. Les deux tiers sont étrangers. On y vient en famille, de trente à quarante-cinq minutes, sans guide, de préférence, pour voir «le monument historique». Un touriste sur dix choisit d'y venir pour des motifs religieux. Ça sont là visites de passage, car les touristes ne couchent pas à Chartres. La moitié seulement d'entre eux y déjeunent. Les amoureux du lieu, comme Mac, sont nombreux. Pour diverses raisons. L'évêque, Mgr Jacques Perrier, voit arriver en masse de fidèles pèlerins, étudiants aux Rameaux, plutôt traditionnelles à la Pentecôte.

«Jadis, je les voyais partir !», dit-il en ancien curé de Notre-Dame... de Paris. Les Amis de la cathédrale s'ingénient à trouver des fonds pour apporter un soutien supplémentaire à la restauration. Jacques Loirs, maître verrier, qui participe parfois à la restauration des œuvres, a une préférence pour la déambulatoire. Un vitrail un peu plus som-

bre que les autres. Il démythifie : «Le bleu de Chartres ? Un bleu qui peut se recréer artificiellement. Mais qu'est-ce qui compte, retrouver la couleur, le centre qui a été utilisé jadis, ou le temps qui a fait son œuvre sur le verre ?»

Qui a dit mystère ? Malcolm Miller éclate de rire quand on y songe. «Un chanoine, un 24 juin, a eu l'idée de faire un trou dans un vitrail et de planter un clou au sol à midi, là où la lumière frappe le pavé. Et, depuis, tout le monde vient ici voir le clou comme s'il s'agissait d'un miracle.» Assurément, pour l'heure, les mystères sont épuisés.

«Et ma plus grande joie, dit-il, c'est de faire partager les jardins et d'ouvrir les portes.» Celles d'un lieu où bruisent mille confidences et chuchotements : «... Portail royal, datant des XII^e et XIII^e siècles, dont les statues-colonnes, de chaque côté des trois portes... Qua bella !... Vitraux du XII^e... quand en pleine traversée... de la Vierge noire... j'ai dit à la cuisinière... de la Belle-Verrière... que dans la crypte... n'oubliez pas... attention à la marche... le guide.»

J.-M. Dy

■ Dans la série «Cités», le Monde a déjà publié : Arras (daté 15-16 novembre 1992) ; Saint-Malo (22-23 novembre) ; Mâcon (29-30 novembre) ; Perpignan (6-7 décembre) ; La Rochelle (13-14 décembre) ; Rodez (20-21 décembre) ; Lisieux (27-28 décembre) ; Valenciennes (3-4 janvier 1993) ; Aurillac (10-11 janvier) ; Troyes (17-18 janvier) ; Tulle (24-25 janvier) ; Blois Colmar (28-29 mars) ; Le Havre (4-5 avril) ; Saint-Quentin (11-12 avril) ; Auxerre (18-19 avril) ; Carcassonne (25-26 avril) ; Versailles (9-10 mai) ; Calais (16-17 mai) ; Annecy (23-24 mai) ; Bayonne (30-31 mai) ; Dole (6-7 juin) ; Bègles (13-14 juin) ; Roanne (20-21 juin) et Saint-Brieuc (27-28 juin).